

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Le 53^e congrès de Lutte ouvrière Textes et discussions

© LEO CORREA-AP



**L'extrême gauche,
la question palestinienne
et le Hamas**

Au sommaire de ce numéro

Le 53 ^e congrès de Lutte ouvrière	1
• Pour mettre fin au chaos capitaliste, renversement révolutionnaire de la bourgeoisie en faillite!	2
• Russie, Ukraine et Europe de l'Est	11
• L'Afrique dans les rivalités impérialistes	17
• Les États-Unis en 2023	22
• Situation intérieure 2023	25
• Motion	29
• Discussion sur les textes d'orientation	30
• Interventions des groupes invités	45
L'extrême gauche, la question palestinienne et le Hamas	67

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement pla-

nifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.

Le 53^e congrès de Lutte ouvrière

Ce numéro rassemble les textes et discussions du 53^e congrès de Lutte ouvrière, qui s'est réuni à huis clos en région parisienne, les 2 et 3 décembre.

Nous publions six textes d'orientation, qui étaient soumis à la discussion et au vote des délégués :

- Pour mettre fin au chaos capitaliste, renversement révolutionnaire de la bourgeoisie en faillite !
- Russie, Ukraine et Europe de l'Est
- L'Afrique dans les rivalités impérialistes
- Les États-Unis en 2023
- La situation intérieure
- Une motion sur les élections européennes

Ces textes, ainsi que celui intitulé «Moyen-Orient : la guerre permanente, condition du maintien de la domination impérialiste», déjà publié dans *Lutte de classe* n° 235 (novembre 2023), ont été adoptés à l'unanimité des délégués, des votes qui reflètent la cohésion politique de notre organisation.

Le congrès a dressé un bilan de notre activité au cours de l'année écoulée, évoqué les comptes de notre parti et la diffusion de notre presse. Nous reproduisons également ci-dessous des extraits des discussions du congrès.

Par ailleurs, le congrès a entendu les interventions d'organisations sœurs de Lutte ouvrière, au sein de l'Union communiste internationaliste (trotskyste), et qui militent en Martinique et en Guadeloupe, à l'île de La Réunion, en Haïti, en Côte d'Ivoire, aux États-Unis, en Turquie, en Allemagne, Grande-Bretagne et en Belgique. Nous reproduisons ci-après de larges extraits de leurs interventions.

Enfin, le congrès a élu les organes de direction de Lutte ouvrière, son comité central et son comité exécutif.

3 décembre 2023



Pour mettre fin au chaos capitaliste, renversement révolutionnaire de la bourgeoisie en faillite!

Ce qui se passe actuellement n'est plus, ou pas seulement, une des crises économiques qui font partie des pulsations plus ou moins régulières de l'économie capitaliste, qui constituent même sa seule régulation interne.

C'est une crise profonde du capitalisme, témoignage de sa pourriture et, par là même, de l'incapacité de la classe dirigeante à maîtriser la société qu'elle domine.

Après 20 mois de guerre en Ukraine, et d'autres du Caucase à l'Afrique, c'est au tour du Moyen-Orient, où le feu couve sous la cendre depuis quelque huit décennies, de s'embraser de nouveau. Terrain d'affrontement des puissances impérialistes en raison de ses ressources en pétrole comme en raison de son importance stratégique sur l'une des routes les plus importantes du commerce international, la région est en même temps une véritable poudrière sociale. S'y côtoient les richesses individuelles les plus extravagantes et la pauvreté de l'écrasante majorité de la population. S'y concentrent aussi toutes les contradictions de l'impérialisme et la quintessence de sa politique : dresser les peuples les uns contre les autres, avec la complicité des classes privilégiées locales et de leurs dirigeants nationalistes.

La période actuelle a de multiples traits en commun avec

celle qui a inspiré à Trotsky le *Programme de transition*. Il affirmait : « *La bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue* » et « *tous les partis traditionnels du capital se trouvent dans une situation de désarroi qui frise, par moments, la paralysie de la volonté.* »

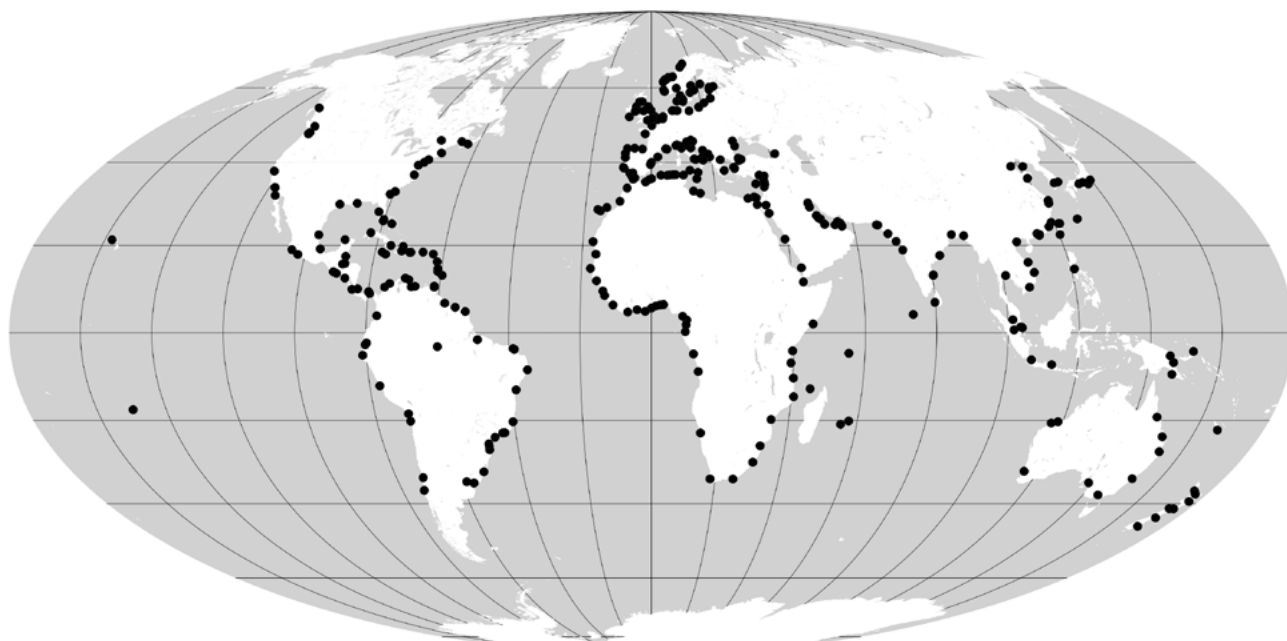
Aujourd'hui, certains porte-parole de la bourgeoisie, les plus cyniques ou les plus lucides, expriment au fond le même « désarroi ». Un nommé Yeo Han-koo, ancien ministre sud-coréen du Commerce, après avoir constaté qu'« *un nouvel ordre économique est en train d'être formulé* », affirme que « *cela entraînera de l'incertitude et de l'imprévisibilité* ».

Elon Musk, dans son appel aux investisseurs de Tesla, a proposé sa solution aux incertitudes : « *Le mieux que nous puissions faire est d'avoir des usines dans de nombreuses régions du monde.* » À ce constat des incertitudes de la situation mondiale s'ajoute le cynisme extravagant d'un ultra-riche qui ne s'est même pas demandé si sa solution était réalisable par ses confrères en capitalisme un peu moins riches que lui...

La bourgeoisie encaisse le profit extirpé de l'exploitation mais ne maîtrise rien, « ne voit pas d'issue ». Elle conduit à vue. En temps normal, la société capitaliste à son âge sénile est déjà minée par des contradictions profondes, mais plus la crise se prolonge et s'approfondit,

plus ces contradictions s'accroissent, y compris entre les aspects économiques de l'impérialisme et ses aspects militaires. Il est frappant de voir à quel point les puissances impérialistes, et en particulier les États-Unis, sont enfoncées jusqu'au cou dans les contradictions en ce qui concerne leurs relations avec la Chine. Au moment même où des navires de guerre américains longent les côtes chinoises et alors qu'une guerre entre les deux plus grandes puissances militaires de la planète est dans toutes les têtes, le secrétaire américain au Commerce se rend à Pékin pour déclarer qu'il est « *extrêmement important* » que les États-Unis et la Chine aient des « *relations apaisées* ».

Le caractère contradictoire du développement capitaliste n'est vraiment pas nouveau. Il a été souligné, il y a un siècle et demi, dans le *Programme socialiste* de Kautsky : « *Mais le mode de production capitaliste donne naissance aux contradictions les plus étranges. [...] Le commerce a besoin de paix, mais la concurrence crée la guerre. Si, dans chaque pays, les capitalistes individuels et les classes sont en état permanent d'hostilité, il en est de même entre les capitalistes et les classes capitalistes des diverses nations. Chaque peuple s'efforce d'étendre le débouché de ses produits et d'évincer ses rivaux. À mesure que se développe le commerce international et que*



Ports desservis par la compagnie de transport maritime CMA CGM (source : CMA CGM).

la paix universelle devient plus nécessaire, la concurrence devient plus sauvage et les dangers de conflit entre les nations plus grandes.

Plus les relations internationales deviennent intimes, et plus on réclame hautement l'isolement. Plus le besoin de paix est fort, plus la guerre menace. Ces contradictions, absurdes en apparence, correspondent parfaitement au caractère du mode de production capitaliste. Elles se trouvent déjà en germe dans la production marchande simple. Mais c'est la production capitaliste qui leur donne des proportions gigantesques et leur caractère insupportable. Elle excuse les tendances guerrières tout en rendant la paix indispensable : ce n'est là qu'une des nombreuses contradictions qui causeront sa perte.»

La phase impérialiste du développement capitaliste a multiplié, amplifié ces contradictions auxquelles la financiarisation croissante de l'économie mondiale donne, depuis plusieurs décennies, une instabilité permanente.

Dans ce contexte de crise aggravée et de guerres, il est important pour notre organisation de remettre au centre de nos

interventions l'objectif fondamental du courant communiste révolutionnaire du mouvement ouvrier : le renversement de l'organisation capitaliste de la société par la révolution prolétarienne. Ce n'est qu'en fonction de cette perspective que le *Programme de transition* et ses différentes revendications par rapport au chômage, à la hausse du coût de la vie, mais aussi par rapport à la guerre qui menace, ont un sens révolutionnaire. Sinon, il s'agit de syndicalisme réformiste ou de vulgaire pacifisme.

C'est une activité de propagande, et pas d'agitation. Elle n'a pas pour objet d'appeler à une lutte imminente, nécessaire pour changer le rapport de force avec le patronat et son gouvernement. À plus forte raison, il ne s'agit pas de recettes tactiques pour des luttes qui seraient à l'horizon. L'activité de propagande, nous avons à la mener en permanence. Elle doit l'être particulièrement lorsque la crise du capitalisme traverse une phase aussi aiguë et aussi perceptible qu'actuellement.

Les luttes massives, explosives, ne dépendront pas de nous, mais de l'énergie, de la combativité de la classe ouvrière

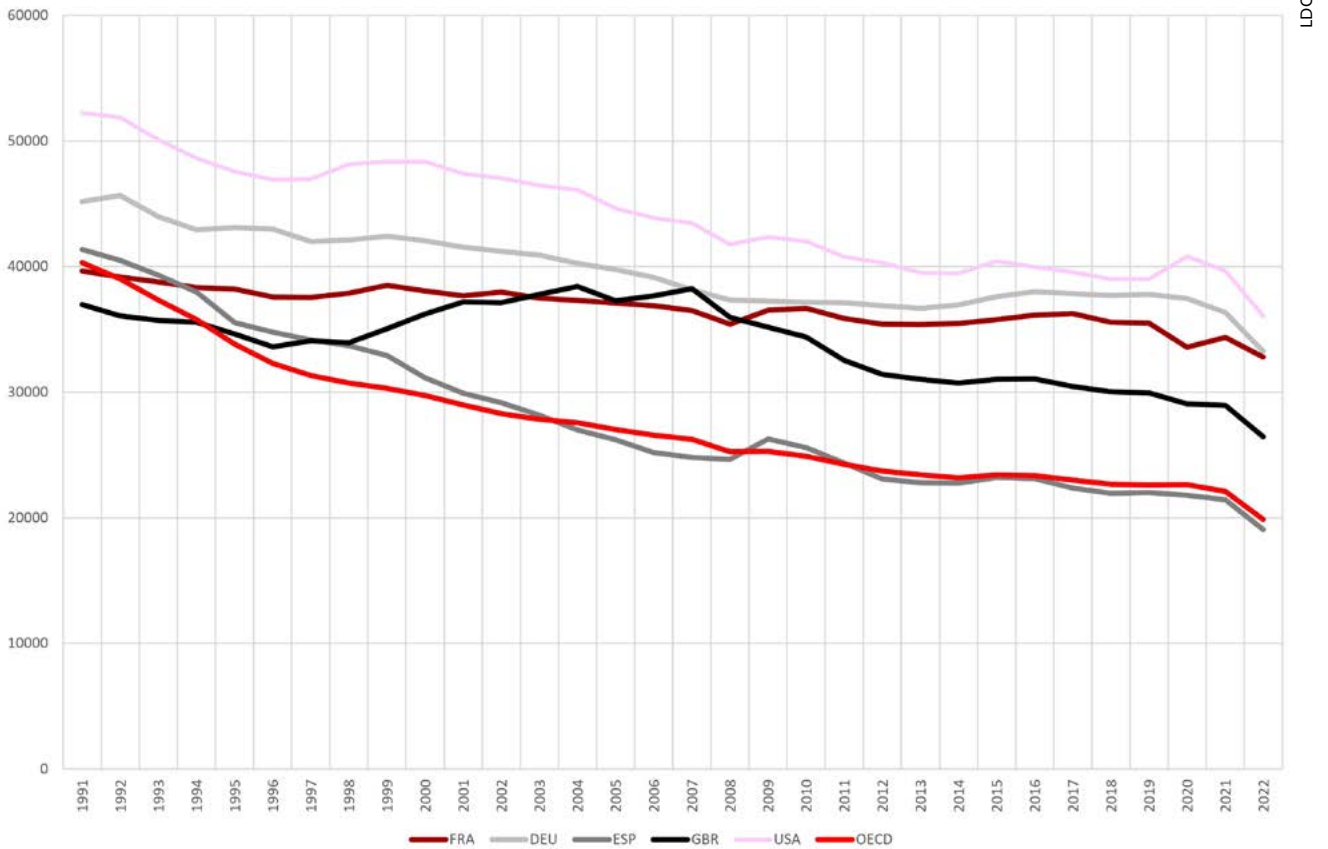
elle-même. Il faut être attentif à l'état d'esprit des travailleurs ; il faut que nos camarades soient assez avertis et liés à notre classe pour savoir qu'une révolution peut partir de choses aussi mineures que les asticots dans la viande servie aux marins du cuirassé *Potemkine*, mais ce ne sont pas nos discours qui génèrent les asticots !

Les discours sur les luttes ne doivent pas se substituer à la propagande révolutionnaire, qui dépend de nous. Avec tout ce qui en découle : le recrutement, convaincre autour de nous, gagner des sympathisants, etc. En un mot : construire le parti communiste révolutionnaire sans lequel le reste n'est que verbiage.

OÙ EN EST LA GUERRE EN UKRAINE ?

Après 20 mois d'affrontements en Ukraine, ni la Russie ni l'Ukraine, même soutenue par l'OTAN en armements, en moyens financiers, diplomatiquement, etc., ne semblent pouvoir l'emporter à une échéance prévisible.

En prenant l'initiative de déclencher la guerre en réaction à



Salaires moyens annuels corrigés de l'inflation, en dollars, base 1991 : France, Allemagne, Espagne, Royaume-Uni, États-Unis, ensemble OCDE (source OCDE novembre 2023).

la pression impérialiste, Poutine a été le premier à se bercer d'illusions en misant sur le fait que Kiev tomberait très rapidement. On voit ce qu'il en est !

Puis la presse, la télévision, etc., de tous les pays de l'OTAN ont pris le relais dans le triomphalisme pour parler de la contre-offensive ukrainienne. C'était là encore pure propagande ! En réalité, la ligne de front est bloquée depuis la fin de l'hiver dernier pour ainsi dire au même endroit, et à la nouvelle d'une petite ville conquise par l'armée ukrainienne répond la reconquête de ladite petite ville, ou d'une autre, par l'armée russe...

Au bout de plusieurs mois, la ligne de front est manifestement stabilisée en Ukraine, sans que la coalition impérialiste se montre disposée dans l'immédiat à utiliser des moyens susceptibles de transformer la guerre en cours en premier acte d'une troisième guerre mon-

diale imminente. Une « solution à la coréenne » discutée dans les cercles dirigeants américains pourrait signifier arrêter la guerre en signant un armistice, mais sans signer un traité de paix. Elle aurait l'avantage pour l'OTAN de préserver un foyer de tensions et de continuer « l'endigement » de la Russie, tout en laissant Poutine crier victoire.

Nous ne savons évidemment pas quel est le poids de ceux qui avancent ce type de solution, mais, dans le cas de la Corée, cela tient depuis 27 juillet 1953, soit 70 ans !

Il faut rappeler que cette solution a été la forme juridique sous laquelle l'Allemagne est restée divisée en deux blocs d'octobre 1949 à novembre 1989, soit pendant 40 ans (mur de Berlin, champs de mines coupant l'Allemagne en deux, et autres charmes, qu'on nous présentait à l'époque comme une conséquence de la guerre froide).

Mais on constate que l'im-

périalisme n'a pas besoin de la guerre froide pour réinventer les mêmes solutions...

AGGRAVATION DE LA CRISE DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

La guerre elle-même et les sanctions économiques n'ont pas amélioré la situation économique générale.

Encore faut-il s'entendre ! Si le chaos economico-militaire ajoute quantité de perturbations dans les circuits économiques, du point de vue des classes sociales, les choses sont extrêmement simples : appauvrissement des classes exploitées, avec toutes les variantes de situation des différents pays (guerre ou pas, frappé par la famine ou pas, anarchie institutionnelle ou pas...); pour la bourgeoisie impérialiste, tout va très bien ! Des fortunes s'édifient, et pas seulement du côté des marchands d'armes.

CONCENTRATION DES CAPITAUX

Dans plusieurs secteurs économiques, les cartes sont en train d'être rebattues entre grandes entreprises.

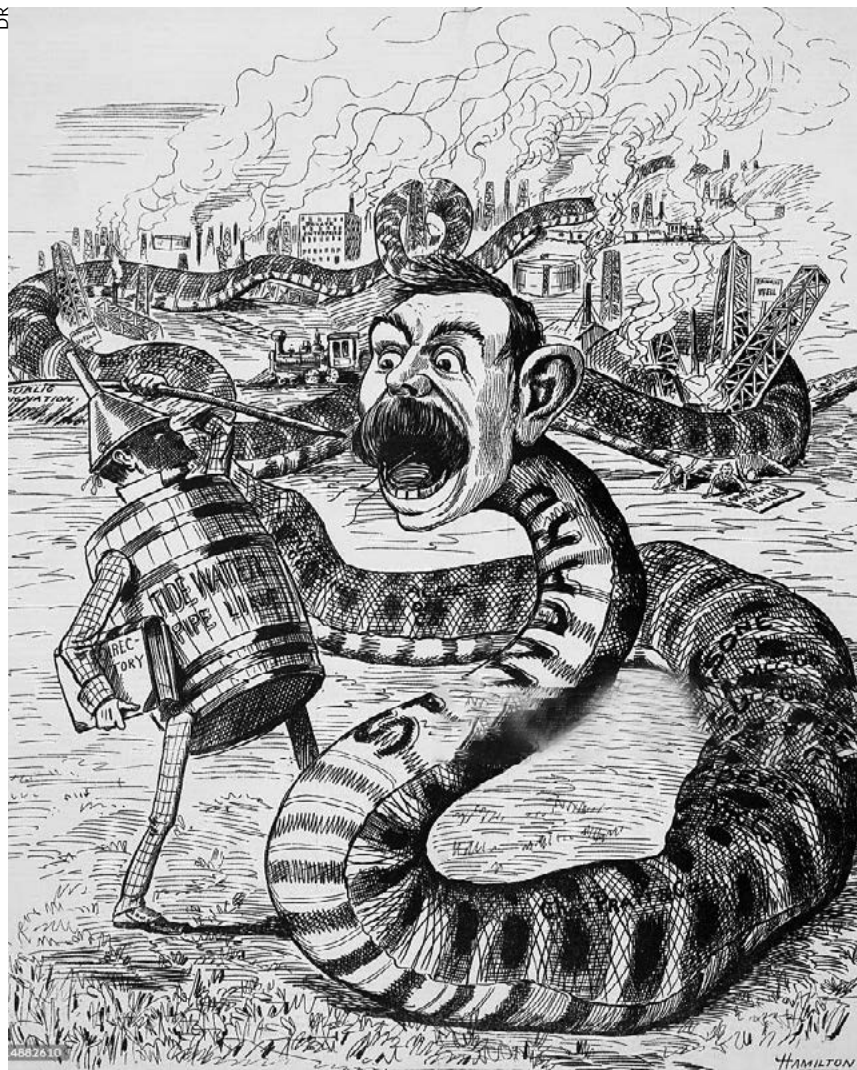
La crise dite de surproduction frappant surtout la production manufacturière, il n'est pas étonnant que ce soit dans le secteur des services de logistique que les concentrations les plus spectaculaires se produisent. Un oligopole de trois sociétés de transport maritime notamment par conteneurs, CMA CGM, MSC, MAERSK, est en train de mettre la main non seulement sur le transport proprement maritime (ports, docks, bateaux, conteneurs), mais aussi, par la même occasion, sur le transport terrestre en Afrique.

Le trust italo-suisse MSC, première compagnie maritime au monde, vient de consacrer 5,7 milliards d'euros au rachat des activités logistiques africaines du groupe Bolloré, se débarrassant par la même occasion d'un concurrent bien introduit en Afrique.

Les patrons et actionnaires de ce trust ont dû partir, dans leur raisonnement, de ce constat décrit par *Le Monde* (29 août 2023) : « Dans les centres commerciaux clinquants d'Abidjan ou de Nairobi, des hypermarchés aux rayons impeccables proposent des dizaines de références estampillées d'une origine occidentale ou émiratie », pour se fixer l'objectif, selon un représentant d'un des trois trusts, d'être capable d'acheminer un produit d'Amsterdam jusqu'à Ouagadougou.

Aussi pauvre que soit dans sa grande majorité la population d'Afrique, la corruption et le népotisme aidant, il y a une petite minorité qui peut payer, et pas seulement la famille Bongo !

Le procédé qui consiste à en



Rockefeller veut avaler un raffineur qui fait concurrence à ses wagons-citernes avec un projet de grand pipe-line. Dessin de Grant Hamilton, 1888.

Même les statistiques du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), tirées de documents officiels du FMI, constatent : « On a assisté à une baisse brutale et sans précédent des salaires réels de 3,2% dans la zone euro, entre 2020 et 2022, et de 1,4% aux États-Unis. » Comme elles constatent que l'emballage brutal de l'inflation n'est pas dû aux salaires, mais aux dividendes (constat souligné par *Les Échos* également).

Pendant que les victimes de la guerre en Ukraine se comptent par centaines de milliers, que des villes entières sont rasées par les bombes, que des flux de réfugiés gonflent en provenance de pays pauvres et/ou en guerre, le fonctionnement capitaliste continue à tourner « as usual ».

De nouvelles fortunes s'édifient devant nos yeux, comme celle de ce nouveau venu tchèque, Kretinsky, celui qui s'est enrichi avec les centrales à charbon pour se lancer dans le rachat de chaînes commerciales, genre Casino, non seulement en France mais aussi dans plusieurs pays d'Europe. Une fortune de 9 milliards d'euros d'après le magazine *Forbes*, « une île aux Maldives, deux yachts, un château et un siège social français installé en face de l'Elysée », ajoute le *Canard enchaîné*. Le magazine *Challenge*, souligne : « Il y a vingt ans, le 500^e du classement avait un patrimoine professionnel de 5 millions d'euros. Cette année, le 500^e a un patrimoine de 235 millions d'euros. »

passer par la logistique pour mettre la main sur tout un secteur économique n'est pas nouveau dans l'histoire des grandes entreprises capitalistes. Il a été utilisé au commencement de l'ère impérialiste par Rockefeller qui, pour mettre la main sur la production pétrolière, ne s'était pas amusé à acquérir les nombreux puits de pétrole qui, au début du 20^e siècle, parsemaient le Texas et la Pennsylvanie. C'est par le transport par wagons-citernes, puis par pipelines, qu'il a bâti le premier et le plus puissant trust du pétrole, dont est issue notamment la compagnie Exxon...

Mais ce qui est nouveau dans ce que *Le Monde* appelle « les armateurs à la conquête de l'Afrique », c'est que ce que Rockefeller a fait au début de l'ère impérialiste et sur le sol américain, l'oligopole MSC-MAERSK-CMA CGM le reproduit sur le continent le plus pauvre. Avec tout ce que cela implique de mélanges de techniques les plus modernes avec l'arriération des infrastructures africaines.

D'un côté, CMA CGM, par exemple, a pris une part dans l'opérateur Eutelsat, pour que les satellites de ce dernier optimisent le trajet des 580 porte-conteneurs du trust à partir d'un centre unique à Marseille. De l'autre côté, pour la partie du trajet entre les ports d'Abidjan ou de San Pedro (tous les deux en Côte d'Ivoire et contrôlés par MSC) et Ouagadougou, le trust compte passer par l'intermédiaire de myriades de petits transporteurs routiers, qui sont les seuls capables de conduire sur les routes défoncées et de changer de trajet en fonction des obstacles et des conditions météo : ornières, pluie, poussière...

C'est ajouter une contradiction de plus au fonctionnement économique à l'ère de l'impérialisme décadent.

BOULEVERSEMENT DES RAPPORTS DE FORCE ENTRE GROUPES ET NATIONS IMPÉRIALISTES

La guerre en Ukraine, les sanctions américaines contre la Russie et les perturbations qui en ont résulté dans les circuits productifs ont exacerbé la concurrence et les rivalités entre entreprises capitalistes et tout autant entre nations capitalistes.

La Russie, ennemie déclarée de l'OTAN, a subi les contrecoups des sanctions de cette dernière. Contrecoups difficiles à mesurer tant les circuits de vente du pétrole et surtout du gaz, qui ont fait l'essentiel des recettes à l'exportation de la Russie, ont trouvé d'autres chemins pour aboutir aux anciens clients ou à de nouveaux.

La presse économique a relevé comment l'Inde est devenue une grande exportatrice de gaz, en l'achetant auprès de la Russie, au mépris des sanctions occidentales. Et, précise *Les Échos*, c'est ainsi que le magnat indien du monde des affaires Gautam Adani est devenu la troisième fortune du monde.

On ne sait pas au juste dans quelle mesure et jusqu'à quel

point la Russie a retrouvé ses revenus tirés de l'exportation du gaz et du pétrole. On sait en revanche que la guerre et la politique de sanctions ont fortement affaibli l'économie allemande, cette fois dans sa rivalité avec les autres puissances impérialistes, principalement les États-Unis.

Pendant longtemps, parmi les facteurs à la base des succès économiques de l'Allemagne, il y avait l'accès à des conditions privilégiées au gaz russe ; une bonne implantation sur le vaste marché chinois où les capitalistes allemands ont pris de l'avance sur leurs concurrents ; le recours à la main-d'œuvre de leur hinterland traditionnel des pays de l'Est. Combinaison gagnante qui a été abattue en plein vol par la guerre en Ukraine et surtout par les sanctions américaines !

Le changement que cela a entraîné dans le rapport de force économique entre les États-Unis et l'Allemagne a fait du mal à l'Allemagne autant et peut-être plus qu'à la Russie.

Le Monde du 24 août consacre une pleine page à ce qu'il appelle « le grand doute économique allemand », titre complété par : « Le pays en récession probable en 2023 découvre, démoralisé, les fragilités du made in Germany. »



BERND WUSTNEK/DPA

Novembre 2018 : pose du gazoduc Nord Stream 2 entre la Russie et l'Allemagne. Sa fermeture, une des sanctions contre la Russie, a compté dans la dégradation de l'économie allemande.

Il cite dans le corps de l'article son confrère, l'hebdomadaire allemand *Die Zeit* (3 août) : « *Le made in Germany, c'est fini.* »

Une troisième publication, *Die Welt*, renchérit quelques jours après : « *Le succès de l'Amérique est le déclin de l'Allemagne.* »

Et l'article donne des détails : « *La production industrielle est en repli et la construction en chute libre du fait de la hausse des taux d'intérêt et de la cherté des matières premières. Quant à l'industrie automobile, elle subit une concurrence sur le véhicule électrique bien plus agressive qu'anticipé.* »

Le magazine britannique *The Economist* se demande si « *l'Allemagne n'est pas devenue l'homme malade de l'Europe.* »

En ce qui concerne le taux de croissance, le FMI place l'Allemagne dernière du classement des grandes économies, derrière les États-Unis, l'Italie et la France.

Or, l'Allemagne est la principale puissance impérialiste d'Europe. Un pays dont l'économie tirait en avant l'Union européenne et qui lui servait de modèle. C'est dire que le changement du rapport de force entre l'impérialisme américain et l'impérialisme allemand induit, en plus grave, le changement du rapport de force entre les États-Unis et l'Union européenne. D'autant plus que l'Union européenne n'est pas véritablement unifiée, c'est un conglomérat de 27 États dont certains intérêts coïncident avec ceux des voisins, mais dont d'autres sont différents, voire complètement opposés. Vis-à-vis des États-Unis et même vis-à-vis de la Chine, l'Union européenne tire à hue et à dia.

L'affaiblissement de l'industrie allemande se traduira inévitablement par des difficultés plus grandes pour ses sous-trai-

tants de l'Est européen, une grande partie des anciennes Démocraties populaires.

Dans un passé récent, l'Allemagne impérialiste devait pour une large part sa prospérité à la main-d'œuvre bon marché et néanmoins compétente qu'elle trouvait en Pologne, Tchéquie, Hongrie, Slovaquie, etc., voire, par ricochet, en Ukraine.

Elle n'était certes pas la seule puissance impérialiste à bénéficier de cet avantage, comme en témoigne le fait qu'à côté des Audi, Volkswagen, BMW, etc., on trouve dans les pays de l'Est européen des usines de, ou travaillant pour, PSA et Renault. Les investissements, ô combien intéressés, des entreprises multinationales, occidentales ou japonaises, ont cependant, par la même occasion, créé des emplois supplémentaires dans ces pays. Même l'Ukraine, tout en n'appartenant pas à l'Union européenne, a bénéficié des retombées. Les usines polonaises, par exemple, financées par les capitaux allemands, employaient des ouvriers ukrainiens, plus mal payés encore que les ouvriers polonais.

Rappelons que l'intégration dans l'Union européenne des pays de l'Est n'a pas mis fin aux rapports de subordination entre pays impérialistes et ceux de l'Est, moins puissants ou semi-développés.

La rivalité entre impérialismes ne s'arrête et ne peut jamais s'arrêter, parce que les rapports de force à un moment donné sont en permanence remis en cause. L'inévitabilité des guerres provient en dernier ressort du fait que seules les guerres peuvent consacrer un nouveau rapport de force à la place de l'ancien.

Compter sur la « souveraineté nationale » pour se protéger de l'impérialisme est, pour citer Trotsky, « *au plein sens du terme, une tâche réactionnaire* », et il ajoutait : « *Un socialisme qui*

prêche la défense nationale est celui de la petite bourgeoisie réactionnaire au service du capitalisme en déclin. »

Dans *La IV^e Internationale et la guerre*, écrit en 1934, Trotsky affirmait : « *Ne pas se lier en temps de guerre à l'État national, suivre la carte non de la guerre mais de la lutte de classe n'est possible que pour un parti qui a déjà déclaré la guerre inexpiable à l'État national en temps de paix. C'est seulement en réalisant pleinement le rôle objectivement réactionnaire de l'État impérialiste que l'avant-garde prolétarienne s'immunise contre toutes les sortes de social-patriotisme. Cela signifie qu'une rupture réelle avec l'idéologie et la politique de défense nationale n'est possible que du point de vue de la révolution prolétarienne internationale.* »

« DE LA LENTE FRAGMENTATION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE »

« *Est-ce le début de la démondialisation ?* », se demande l'OMC, pour constater que ce n'est pas le cas, quand bien même la part du commerce dans le PIB mondial stagne depuis une quinzaine d'années. Il y a cependant une évolution : la part de l'industrie dans le PIB mondial diminue alors que celle des services augmente.

Il y a surtout l'interférence des conflits et plus généralement de la géopolitique avec l'économie.

En clair, ce que les économistes appellent « les chaînes de valeur » a tendance à passer de préférence entre pays politiquement et militairement liés, plutôt que de risquer des interruptions même momentanées du fait de conflits.

Le Monde du 14 septembre récapitule les formes les plus récentes de protectionnisme

qui s'ajoutent aux anciennes formes: droits de douane, quotas d'importation et d'exportation. À l'instauration de nouvelles normes techniques s'ajoutent différentes mesures de rétorsion répliquant à des mesures protectionnistes de la partie adverse. Mais la forme de protectionnisme préférée des principales puissances impérialistes, celles qui en ont les moyens, est tout simplement les subventions accordées par l'État.

Les États-Unis en ont donné une illustration toute récente: l'Inflation Reduction Act (IRA).

L'IRA, c'est-à-dire les milliards promis à tous les groupes capitalistes, américains ou pas, qui accepteraient d'ouvrir des usines sur le sol des États-Unis, a eu pour effet quasi immédiat de relancer une compétition mondiale entre puissances impérialistes, canalisant des sommes sans précédent d'argent public vers les entreprises privées.

Les gouvernements allemand, français, britannique se sont engouffrés dans la compétition.

Comment ne pas relever que la plupart de ces subventions sont accordées aux groupes capitalistes au nom de l'écologie ou des nécessités de la transition climatique? Alors que la vie quotidienne elle-même, la succession des incendies et des inondations témoignent de la catastrophe écologique en train de s'aggraver. L'intitulé des subventions est en train de teindre le monde en vert. Y compris lorsque cette prétention paraît d'un cynisme flagrant. Au point que (*Les Échos* des 16 et 17 juin): «*La Banque mondiale propose d'aller chercher du côté des subventions nocives à l'environnement accordées par les gouvernements dans le monde aux énergies fossiles, à l'agriculture et à la pêche. [Elle] exhorte les gouvernements à rediriger les aides aux combustibles fossiles, à l'agriculture*

et à la pêche, souvent néfastes à l'environnement. Les subventions explicites et implicites dépasseraient 7 000 milliards de dollars par an.» Ce que d'ailleurs le directeur général de la Banque mondiale formule avec un sens aigu de l'euphémisme: «*Si nous pouvions réutiliser les milliers de milliards de dollars dépensés en subventions inutiles et nous en servir à des fins meilleures et plus vertes, nous pourrions relever bon nombre des défis les plus urgents de la planète.*»

FUSION CROISSANTE DE L'ÉTAT ET DU GRAND CAPITAL AU PROFIT DE CE DERNIER

Ces multiples initiatives protectionnistes dans les différents pays impérialistes traduisent cependant une évolution plus générale qui semble être une des caractéristiques de l'impérialisme de notre temps. Dans le financement des entreprises de l'économie impérialiste, les États jouent un rôle de plus en plus important, au point que certaines industries n'auraient même pas pu exister sans la participation de l'État à leurs débuts.

Ce n'est pas à proprement parler un phénomène nouveau. Dans le démarrage de bien des grandes entreprises industrielles du passé, l'État a joué un rôle important, voire prépondérant. Mais cet étatisme capitaliste prend des proportions croissantes. Au point qu'il y a, en quelque sorte, une fusion entre les capitaux privés et les capitaux d'État pour la mise en œuvre des investissements. Ne restent privés que les profits qui en résultent, ainsi que les fortunes des possesseurs de grands capitaux.

Cela n'empêche pas les porte-parole de la grande bourgeoisie d'Occident ou ses économistes de reprocher à la Chine d'avoir lancé la course

aux subventions et de fausser la concurrence internationale avec des interventions étatiques importantes.

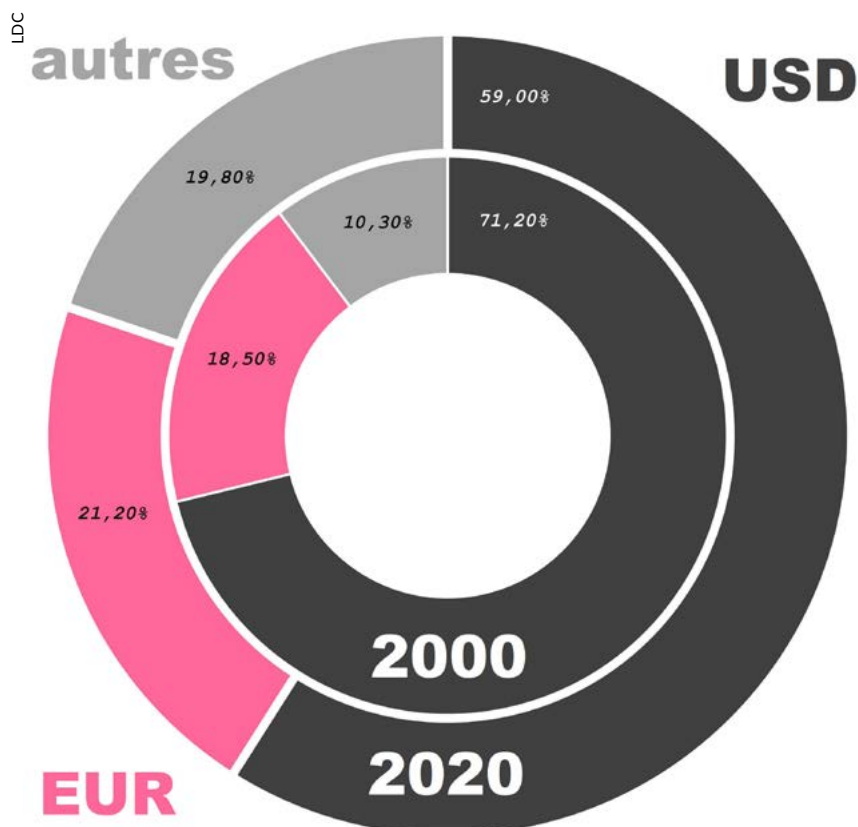
Mais il y a dans ces reproches une convergence involontaire avec cette constatation de Marx que ce sont les lois mêmes de l'économie capitaliste qui poussent à la centralisation, à l'interdépendance, à la mondialisation, à la nécessité de la planification. Ce sont, en dernier ressort, les mêmes lois économiques fondamentales du capitalisme qui le poussent vers des formes de plus en plus parasitaires, mais aussi vers la nécessité de la réorganisation socialiste de l'économie.

Il y a plus d'un siècle déjà, Lénine constatait dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* que le prototype de la grande bourgeoisie du temps de l'impérialisme est représenté par des rentiers, des «coupeurs de coupons», et pas du tout par les capitaines d'industrie de la phase montante du capitalisme.

La littérature marxiste a bien souvent fait la comparaison avec la décadence du féodalisme, lorsque les seigneurs avaient déjà perdu leur pouvoir politique et militaire pour être enfermés dans le ghetto doré de Versailles...

La financiarisation de l'économie capitaliste mondiale rend plus faciles et en même temps plus imprévisibles les déplacements de capitaux. Comme elle rend plus faciles et plus brutales les spéculations que cela induit. Les capitaux qui se déplacent peuvent le faire à la recherche de placements plus rentables, autant que pour profiter d'opportunités spéculatives, comme la spéculation immobilière ou la spéculation sur les taux de change.

Par-delà le changement des rapports de force entre les différentes puissances impérialistes, la spéculation menace en permanence le système financier mondial.



Évolution des réserves monétaires des banques centrales du monde entre 2000 et 2020 (source : FMI/COFER).

Comme lors des krachs et autres crises financières précédentes, qui se succèdent pour ainsi dire tous les ans depuis 1971 et la fin de la convertibilité du dollar – crise de la dette des pays pauvres (1982), bulle spéculative japonaise (1989), crise mexicaine (1994), crise asiatique (1997), crise argentine (2001), etc., et surtout la principale, celle de 2008-2009 –, le remède d’aujourd’hui est à l’origine de la maladie de demain. La crise en cours était combattue à l’aide d’injections de monnaie, de titres, etc., dans la masse monétaire, celle-ci s’est accrue et a ouvert en plus grand encore la porte devant la spéculation.

DÉTRÔNER LE DOLLAR ?

Le numéro d’octobre du *Monde diplomatique* s’ouvre sur le titre suivant : « Du sommet des BRICS à celui du G20. Quand le Sud s’affirme. » La publication voit dans l’élargissement

des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) à une demi-douzaine d’autres États « la volonté des pays émergents d’œuvrer à une réorganisation du système international. Une étape majeure dans le rééquilibrage planétaire qui en demandera beaucoup d’autres. » Ce qui amène cette autre interrogation qui revient comme les radis : « Est-ce que les BRICS pourront mettre en place un autre système monétaire international capable de concurrencer celui autour du dollar ? »

Aujourd’hui encore, si plusieurs monnaies nationales servent déjà dans les échanges internationaux (livre sterling, franc suisse, yen, yuan...) et si la guerre en Ukraine elle-même et les sanctions imposées par les États-Unis ont entraîné l’utilisation d’autres devises que le dollar pour les échanges internationaux, la devise américaine garde sa prépondérance.

Le *Figaro* du 6 septembre souligne, certes, que les BRICS, pas-

sant de quatre au départ (Brésil, Russie, Inde, Chine puis élargi à l’Afrique du Sud) pour arriver à onze cette année, « pèsent 45 % de la population mondiale et 30 % du PIB de la planète ». Le titre de son article affirme néanmoins : « Le roi dollar ne sera pas détrôné de sitôt. » Et si le quotidien constate : « Un chiffre semble accréditer la dédollarisation : le billet vert ne pèse plus que 58 % des réserves des banques centrales du monde, contre 70 % au début du siècle », il constate, aussi : « Si le billet vert a perdu du terrain comme monnaie de réserve, aucune autre monnaie ne peut revendiquer l’avoir conquis » car sa domination « est fondée sur la profondeur du marché monétaire et obligataire américain, refuge inégalable pour l’épargne mondiale. » « Il représente encore 40 % des émissions de dettes et du commerce dans le monde. »

Ce n’est pas demain la veille que le dollar sera détrôné au profit d’une autre devise internationale. Pour la bonne raison déjà qu’une question se pose : qui pourrait arbitrer entre la douzaine d’États plus ou moins développés, aux intérêts différents et souvent contradictoires ? Et surtout, parce que, au royaume des aveugles, les borgnes sont rois. Le dollar est logé certes à la même enseigne que toutes les autres monnaies papier depuis que, ce 15 août 1971, le président des États-Unis a annoncé la fin de la convertibilité du dollar en or, mettant fin au système monétaire international de Bretton Wood. À ceci près qu’il est basé sur le poids économique, la puissance militaire et politique du plus puissant impérialisme, qui inspire la confiance nécessaire pour attirer les capitaux dans les périodes les plus instables du capitalisme.

La seule promesse des devises susceptibles de concurrencer le dollar, c’est la multiplication et l’amplification des spéculations sur les changes.

LES RELATIONS CONTRADICTOIRES ENTRE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN ET LA CHINE

C'est dans les relations entre l'impérialisme américain et la Chine que les aspects économiques et militaires sont manifestement les plus contradictoires.

L'impérialisme américain a la Chine dans le collimateur depuis l'arrivée au pouvoir de Mao Zedong en 1948-1949. Malgré les multiples liens tissés depuis plusieurs années entre les économies des deux pays, la tension à la fois militaire et diplomatique notamment autour de Taïwan va crescendo. Au point qu'il est difficile de prédire si les menaces d'une généralisation de la guerre opposeront les États-Unis principalement à la Russie ou à la Chine.

Mais, en même temps, sur le plan économique, l'économie américaine et l'économie chinoise sont interpénétrées, et un découplage serait catastrophique.

Un article de la publication américaine *Foreign Affairs* a titré au mois de mai: «*Les relations économiques entre les États-Unis et la Chine évoluent mais ne disparaissent pas.*» Cet article a pour objet de faire part de l'inquiétude de la grande bourgeoisie américaine et de décrire les efforts de l'administration Biden pour apaiser cette inquiétude. Il cite un conseiller à la sécurité nationale américaine pour affirmer que les États-Unis sont «*en faveur de la réduction des risques, mais pas du découplage*», et d'insister: «*Les contrôles américains à l'exportation resteraient étroitement concentrés sur les technologies susceptibles de faire pencher la balance militaire.*»

La même revue cite la secrétaire américaine au Trésor, Ja-

net Yellen qui, une semaine plus tôt, affirmait que les États-Unis ne cherchent pas à se dissocier de la Chine, une issue qui, selon elle, serait «*désastreuse*» et «*déstabilisatrice pour le monde*».

La revue affirme, preuves à l'appui: «*Aucun découplage n'a eu lieu jusqu'à présent. Ainsi, bien que les investissements directs dans les deux sens aient diminué, le commerce de marchandises entre les États-Unis et la Chine a atteint l'année dernière un niveau record de 690 milliards de dollars.*» [...] «*La Chine reste le troisième partenaire commercial des États-Unis, après le Canada et le Mexique.*» «*La réalité est que, pour de nombreuses entreprises, le marché chinois est trop vaste et trop précieux pour être abandonné, malgré les risques géopolitiques. La Chine représente un cinquième du PIB mondial et compte 900 millions de consommateurs. Sa combinaison unique d'investissement dans les infrastructures, de capital humain et d'écosystème de fournisseurs en a fait une puissance manufacturière.*»

Alors, il est surtout question de mesures ponctuelles concernant un certain nombre de produits stratégiques (certains types de puces électroniques, par exemple). Mais la revue américaine d'ajouter: «*De nombreux analystes doutent qu'une approche ciblée de réduction des risques puisse réussir*», pour en donner une raison prévisible: «*Le lieu de production des puces à l'avenir dépendra davantage des demandes des grands acheteurs privés que de la politique gouvernementale.*»

C'est bien cette raison, c'est-à-dire que ce sont les capitalistes privés qui décident, qui a abouti à la situation aberrante d'aujourd'hui, à savoir que c'est une entreprise de Taïwan qui fabrique près des deux tiers des puces haut de gamme au monde.

MENER LA LUTTE DE CLASSE DU PROLÉTARIAT JUSQU'À SA VICTOIRE

Dans le temps présent, alors que la menace d'une généralisation de la guerre devient tangible au-delà des rangs des communistes révolutionnaires, tous les partis de la bourgeoisie ont en commun de défendre, implicitement ou explicitement, l'idée que la guerre suspend ou arrête la lutte de classe.

Nous avons à mener notre propagande en opposition à cette idée. C'est le même principe qui nous animera au cas où la guerre devrait se généraliser au point de concerner directement les pays où milite notre courant.

Nous laisserons aux anarchistes le soin de théoriser les réactions individuelles ou de prôner la désertion.

Si notre classe, ayant été dans l'incapacité d'empêcher la guerre, est mobilisée, nos militants y participeront, comme toute notre classe. Même sous l'uniforme, non seulement nous continuerons à défendre nos idées, les idées de lutte de classe, mais nous aurons à y gagner d'autres militaires, nos compagnons; individuellement et clandestinement tant que cela ne sera pas possible autrement; par contingents entiers lorsque cela deviendra possible par la montée révolutionnaire. Nous aurons à refuser de fuir la guerre et de désertir. Nous ne nous contenterons pas de revendiquer la paix, mais nous devons porter la lutte de classe à l'intérieur de l'armée. «*Transformer la guerre de la bourgeoisie en guerre civile*», c'est ce programme de Lénine et du Parti bolchevique qui a conduit la classe ouvrière à la conquête du pouvoir.

13 octobre 2023



Artilleur russe

Russie, Ukraine et Europe de l'Est

LA GUERRE ET LES CONTRADICTIONS D'UN MONDE DOMINÉ PAR L'IMPÉRIALISME

Le conflit qui ravage l'Ukraine depuis plus d'un an et demi est, par l'ampleur des forces en présence, sans précédent depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Il oppose en effet, par l'Ukraine interposée, la Russie à l'Otan, un formidable bloc militaire mené par les grandes puissances impérialistes. Ce fait, à lui seul, donne une importance internationale majeure à cette guerre.

Si cette guerre a formellement débuté avec l'invasion russe du 24 février 2022, elle a déjà derrière elle une longue histoire. Elle remonte au moins à février 2014, aux « événements du Maïdan » à Kiev. Le rejet par la population d'un pouvoir corrompu, présenté comme pro-russe, avait servi d'appui à des forces pro-occidentales dans l'appareil d'État, les sommets de la bureaucratie et chez les oligarques d'Ukraine, avec pour résultat que le régime, rompant ses liens politiques avec Moscou, s'était jeté dans les bras de l'Occident.

Ce basculement de l'Ukraine, qui avait été la seconde en importance des républiques soviétiques par sa population, ses industries, ses bases navales, fut une étape décisive dans la volonté de l'impérialisme, constante

depuis la fin de l'URSS, de repousser toujours plus loin la Russie hors de sa sphère d'influence. Cet objectif trouvait là un couronnement dans le fait de détacher de la Russie une Ukraine à laquelle l'unissait, outre la langue et des liens humains très nombreux, une histoire commune multiséculaire et une économie en grande partie encore interpénétrée.

À ce bouleversement de la situation, le Kremlin répliqua en annexant la Crimée et en suscitant la sécession des régions industrielles russophones de l'Est ukrainien. Cela ne pouvait que déboucher sur une guerre dans le Donbass dès 2014-2015 et, à terme, sur son extension à tout le pays.

Parrainés par Paris et Berlin, les accords de Minsk entre la Russie et l'Ukraine n'avaient pas pour but de parvenir à un règlement du conflit, de toute façon impossible en l'état. Ils visaient – et l'ex-chancelière Angela Merkel l'a reconnu voici quelques mois – à lanterner le Kremlin, le temps que l'Otan arme massivement son désormais allié ukrainien.

Par son caractère d'emblée international, par le poids des belligérants sur la scène mondiale, cette guerre, produit des contradictions qui taraudent un monde dominé par l'impérialisme, agit aussi comme un exhausteur de ces mêmes contradictions et en révèle d'autres qui restaient jusqu'alors invisibles.

On le voit à l'échelle tant internationale que nationale, en Russie comme en Ukraine, mais également au sein même du camp de l'Otan, parmi des alliés qui n'en cessent pas pour autant d'être rivaux car chacun défend des intérêts souvent opposés, ceux de sa propre bourgeoisie.

Cela se vérifie aussi dans la rivalité entre alliés de l'Otan pour se « placer » auprès de l'Ukraine et de ses voisins, afin de leur vendre des armes, de signer des contrats avec ces pays pour y installer des usines d'armement.

Voilà pourquoi Lecornu, le ministre français de la Défense, déclare que ce conflit offre « des opportunités pour les industries françaises » d'armement. Il en offre sans doute encore plus à « l'allié » américain : pourvoyeur de la moitié de l'aide militaire occidentale à l'Ukraine, il est fort bien placé pour mettre la main de façon prioritaire sur des terres et des entreprises en Ukraine même, et pas seulement. Les États-Unis ont, avec l'exclusivité des énormes commandes militaires de la Pologne, un formidable atout pour disputer à l'Allemagne son influence politico-économique dans son hinterland d'Europe centrale.

Cet automne a également été au grand jour, sur fond de guerre en Ukraine, les oppositions d'intérêts entre certains « petits » pays de l'Union européenne et les plus « grands ».

La Bulgarie, la Roumanie, la



La guerre en Ukraine, levier de division entre les pays d'Europe de l'Est.

Hongrie, la Pologne et la Slovaquie avaient, début 2023, obtenu de Bruxelles la suspension des exportations de produits agricoles ukrainiens qui transitaient par train ou par route sur leur sol. Ces productions d'une main-d'œuvre ukrainienne payée misérablement avaient, disaient-ils, des prix si bas qu'elles ruinaient leurs «petits paysans», incapables d'affronter pareille concurrence.

Ce n'est pas le lieu de discuter ici de l'importance réelle de la menace invoquée et de ce qui relève de la démagogie nationaliste et électorale des gouvernements concernés. Mais le fait est que, en septembre, trois d'entre eux ont refusé de se plier à la décision de Bruxelles de lever l'embargo sur les exportations de produits agricoles ukrainiens.

De surcroît, la Pologne et la Slovaquie ont annoncé que, en mesure de rétorsion, elles cesseraient de livrer des armes à

l'Ukraine (la Hongrie n'en livrait déjà pas). D'où les vitupérations du président ukrainien accusant son homologue polonais de faire le jeu de Moscou, alors qu'à Varsovie, voici quelques mois, tous deux célébraient «l'amitié éternelle» de la Pologne et de l'Ukraine.

Quant au ralentissement des livraisons d'armes à Kiev annoncé par la Pologne et la Slovaquie, nul besoin de prétendre, comme Zelensky, y voir la main de Moscou : Washington, au moins pour des raisons liées à la future élection présidentielle, se sert sans doute de Varsovie comme d'un petit télégraphiste pour signifier à Zelensky ce que Biden ne peut ou ne veut lui dire en public.

BUREAUCRATES ET OLIGARQUES RUSSES

Cette guerre pèse aussi sur la Russie d'un poids énorme sur

le plan économique, politique, militaire et humain.

Pour la première fois depuis que, fin 1999, Poutine s'est hissé au sommet de la pyramide de commandement de la bureaucratie, et en a rétabli une certaine efficacité – sa fameuse «verticale du pouvoir» –, il s'est trouvé confronté à une situation où son aura de chef, que la propagande voulait incontestée, ne le protégeait plus autant des critiques.

Dans la population, cela s'est manifesté au début de l'invasion par des protestations publiques anti-guerre et, de façon moins visible, par un refus assez large d'approuver un conflit fratricide. Le régime est venu à bout des manifestations par une répression systématique, qui continue de s'abattre contre quiconque met en cause la guerre, ses buts et ses conséquences.

Mais, plus inquiétant pour le régime, des voix discordantes se sont fait entendre parmi

ceux qu'en Russie on nomme « les élites », et d'abord parmi ces super-riches que sont les oligarques.

Il y a plus de vingt ans, Poutine avait imposé un marché aux magnats de la fortune, qui avaient mis à genoux le pays en le pillant et en faisant de l'État leur jouet : payez vos impôts, cessez de vous mêler de politique, le pouvoir vous laissera mener vos affaires. Depuis, sauf exception, les oligarques se l'étaient tenu pour dit.

Avec le temps, ils avaient prospéré et multiplié, nouant aussi de multiples liens, sur le terrain des affaires et du mode de vie, avec le monde occidental de la jet-set capitaliste. Ils ne pouvaient qu'aspirer à ce que rien ne trouble leur existence dorée de parasites.

Or, avec l'annexion de la Crimée en 2014, puis l'invasion de l'Ukraine en 2022, ils se sont retrouvés, comme une ribambelle de dignitaires du régime et de hauts bureaucrates, à voir leurs avoirs gelés dans les banques occidentales, à ne plus pouvoir vendre aussi librement des matières premières aux quatre coins du monde et, ce qui n'est pas le moindre, à ne plus pouvoir rallier leur yacht en rade de Monaco, organiser des fêtes fastueuses dans leurs châteaux en France ou leurs villas de Toscane...

Instruits par l'expérience (notamment celle de Khodorkovski, un temps oligarque n° 1 de Russie, qui avait écopé de dix ans de prison et de la confiscation de « sa » société pétrolière pour avoir cru pouvoir passer outre aux exigences du Kremlin), les oligarques actuels ont évité d'intervenir de façon collective et surtout publique contre la guerre. Plusieurs dizaines d'entre eux qui n'avaient pas assez pris garde, l'ont d'ailleurs payé de leur vie en quelques mois, victimes d'une vague de suicides plus que suspects.

Pour le moment, un Navalny (en prison) et un Khodorkovski (en exil à Londres) se font les porte-parole des aspirations d'une partie de la société russe à rejoindre plus complètement le giron du monde impérialiste. Ce n'est pas encore un mouvement politique ayant des relais au sommet de l'État, un projet et un programme de restauration capitaliste, mais cela le préfigure.

C'est dans cette perspective qu'il faut considérer le mini-putsch d'un Prigojine, l'été dernier. Non pas qu'il ait menacé réellement et a fortiori ébranlé le régime. Mais, au-delà d'une tentative qui semblait vouée à l'échec, car elle ne concernait qu'une partie infime et marginale des forces armées russes, la marche sur Moscou des blindés de Wagner a servi de révélateur à des tensions et fractures au sein du régime.

Car le malfrat devenu milliardaire Prigojine était de longue date un proche de Poutine, il avait reçu carte blanche du Kremlin pour des missions militaires en Syrie, en Afrique, en Ukraine. C'était en quelque sorte un pilier du régime qui faisait défection. Et qui, durant des semaines, s'était répandu en critiques sur la façon dont Poutine et son équipe menaient la guerre, et en des termes cherchant à trouver l'oreille de la population quand Prigojine accusait l'état-major de ne pas nourrir les soldats, de les envoyer sans armes à la mort.

Le fait que Khodorkovski ait, depuis Londres, appelé « le peuple russe » à soutenir Prigojine ne pouvait avoir aucun effet. Mais cela a démontré la possibilité d'une convergence de la contestation au sommet, fondée sur la fracturation de l'appareil d'État en clans rivaux, avec l'aspiration de secteurs de l'oligarchie, voire de la bureaucratie, à secouer le régime actuel, sinon à s'en débarrasser.

UNE RUSSIE AFFAIBLIE DANS SON « ÉTRANGER PROCHE »

L'incapacité du Kremlin à mener une guerre éclair, malgré la disproportion initiale des forces en présence, puis son enlisement dans ce conflit, ont contribué à affaiblir la position de la Russie dans son « étranger proche » : les pays de l'ex-URSS qui gardent des liens économiques ou de défense avec elle.

Dès février 2022, certains de ces États ont refusé d'approuver, voire désapprouvé l'intervention russe en Ukraine. Cela fut le cas du Kazakhstan, où les forces spéciales de Poutine venaient pourtant de sauver la mise au président Tokaïev et autres dirigeants de la bureaucratie kazakhe qu'un soulèvement ouvrier et populaire menaçait, comme il menaçait les profits des multinationales, notamment du pétrole, établies dans ce pays.

Cet automne, on a vu dans le Caucase ex-soviétique une autre conséquence de l'engluement de la Russie dans le bourbier ukrainien. Alors que, depuis des décennies, la Russie s'était imposée comme « juge de paix » dans des régions disputées par différents États du Caucase, où elle dispose de troupes pour maintenir un certain statu quo, elle est restée sans réagir devant l'attaque éclair de l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabakh, situé au milieu de territoires azéris mais peuplé d'Arméniens.

Mi-septembre, l'Azerbaïdjan s'est senti assez fort, car armé par la Turquie et Israël, pour se jeter sur le Haut-Karabakh et le vider de 120 000 Arméniens qui y habitaient. Bakou « liquidait » ainsi ce qu'il voyait comme un abcès surgi dans l'URSS des années 1990 en train d'imploser : la transformation en un État indépendant d'une région jusqu'alors autonome mais relevant en principe de l'Azerbaïdjan.



Le Caucase ex-soviétique déchiré.

Ce « nettoyage ethnique » aura forcément des suites tout aussi tragiques. Sur sa lancée, l'Azerbaïdjan a annoncé vouloir relier son territoire au Nakhitchévan, une province azérie coincée entre l'Arménie, la Turquie et l'Iran. Cela implique d'arracher à l'Arménie une portion de territoire pour y créer un corridor, donc de nouveaux affrontements armés.

Sur fond d'affaiblissement et de désengagement de la Russie, on assiste à la mise en place de nouvelles alliances, forcément guerrières dans le Caucase. Entre la Turquie, qui veut étendre son influence, et l'Azerbaïdjan. Entre les États-Unis et l'Arménie, où ils ont pris pied comme ils l'ont déjà fait dans la Géorgie ex-soviétique voisine. Sans oublier la France qui vient, comme second couteau, de conclure un accord de défense et de fournitures d'armes avec Erevan.

Une telle politique, menée sous l'égide de l'impérialisme et sur fond de rivalités inter-impérialistes, ne peut qu'envenimer la question nationale, que seule la révolution d'Octobre 1917 avait cherché à résoudre de la façon la plus démocratique pour les nombreux peuples qui, depuis des siècles, vivent de façon étroitement imbriquée dans

cette région. Mais cela arrange-t-elle sans aucun doute les affaires des marchands d'armes français, américains, turcs, israéliens et autres, pour lesquels les guerres sont ces « opportunités » que vante Lecornu.

LES SANCTIONS OCCIDENTALES ET LEURS EFFETS

Le 5 octobre, au forum international de Valdaï – un Davos du pauvre organisé en Russie depuis vingt ans –, Poutine a déclaré que les sanctions internationales avaient moins nui que rendu service à la Russie. Elles l'auraient obligée à diversifier son économie pour pallier embargos et perturbations de ses échanges commerciaux.

Poutine l'affirme depuis 2014, quand les États-Unis et l'Union européenne décidèrent des premières sanctions contre la Russie, qui avait repris la Crimée. Cela fait partie des habitudes rodées du chef de la bureaucratie russe face à l'impérialisme. Mais ses propos dénotent aussi la volonté de Poutine, qui veut se faire réélire président en mars prochain, d'afficher un bilan positif de son « opération spéciale ». Car elle ne lui a pas apporté la vic-

toire éclair dont il aurait pu se glorifier et, vingt mois après, la population russe se rend de plus en plus compte, comme sa sœur ukrainienne, que cette guerre n'est pas près de finir. Ce que confirment régulièrement les dirigeants occidentaux, et les généraux américains en particulier.

Cela étant, des observateurs notent que la Russie a mieux résisté que prévu aux pressions qu'exerce sur elle l'escalade guerrière de l'Otan. La BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement) – créée en 1991 pour faciliter la conversion au marché des ex-Démocraties populaires et de l'ex-URSS – a fait savoir, début octobre, qu'elle s'attendait à une croissance de 1,5 % du PIB de la Russie cette année, bien qu'elle ait d'abord pronostiqué son recul. En revanche, la BERD confirmait prévoir une chute de 30 % du PIB de l'Ukraine.

Cette résilience relative de l'économie russe, malgré la guerre et bien que ses exportations de gaz et de pétrole, donc ses rentrées de devises, se soient fortement contractées, s'appuie sur un ensemble de facteurs.

La Russie a su contourner certains embargos dont elle fait l'objet. Il y a aussi pour elle cette circonstance que, malgré l'attitude belliciste de leur État, des sociétés européennes et américaines, dont des multinationales, n'ont pas voulu abandonner le marché russe et les profits qu'elles en tirent.

Il s'ajoute à cela, effet lointain de la planification et de l'étatisation de la période soviétique, que l'économie russe, avec ses entreprises géantes du complexe militaro-industriel et du secteur énergétique que l'État contrôle, s'est retrouvée mieux armée pour affronter les contraintes matérielles et humaines de la guerre. Cela lui a procuré un avantage évident sur l'économie ukrainienne. Celle-ci est bien sûr dévastée

par la guerre puisque 20 % de son parc industriel est détruit ou dégradé ; 25 % de son personnel a émigré, fui les zones de combat ou été mobilisé ; 17,5 % du territoire est occupé, dont des régions industrielles et minières. Mais, avant cette guerre, elle subissait déjà depuis des années l'effet destructeur de la levée, par l'État ukrainien, des obstacles à la pénétration des capitaux occidentaux.

LA GUERRE CONTRE LES VOISINS ET SA PROPRE POPULATION

Toutefois, la bonne tenue de l'économie russe n'est que très relative. L'envoi en Ukraine, outre de l'armée régulière, de centaines de milliers de mobilisés et d'engagés sous contrat, qui se combine avec la fuite à l'étranger d'un million d'hommes voulant échapper aux recruteurs et ayant souvent un niveau d'éducation supérieure, a mis à mal les effectifs des entreprises. À tel point qu'en juillet, 42 % d'entre elles déclaraient manquer de main-d'œuvre.

Depuis, le phénomène s'est aggravé avec le départ d'une partie des très nombreux migrants d'Asie centrale ex-soviétique venus travailler dans le BTP, les services, l'industrie. D'abord parce qu'ils sont la cible des autorités militaires qui les pressent de s'engager contre la promesse d'un passeport russe. Ensuite, parce qu'ils n'arrivent plus à envoyer assez d'argent au pays, le cours du rouble filant à la baisse.

Cette chute du rouble va de pair avec une flambée inflationniste que la Banque centrale prétend juguler en relevant sans cesse son taux directeur. Outre que l'activité économique s'en ressent, cela rogne le pouvoir d'achat de dizaines de millions de salariés, de retraités, déjà frappés par le fort renchérissement de tout ce qui, provenant

de l'étranger, continue de l'être mais en faisant désormais un coûteux détour par la Chine, la Turquie ou l'Inde.

Pour certaines catégories de travailleurs, tels les soignants, il s'ajoute – ou plutôt, il faut soustraire – des ponctions sur leurs salaires afin « d'aider » l'armée. Et la Douma vient de décider du principe de 2 % de « souscription volontaire » à l'effort de guerre pour tous les fonctionnaires.

Alors que des millions de Russes s'enfoncent dans la pauvreté et qu'un très officiel Registre fédéral indique qu'un million d'entre eux sont insolubles, le régime veut paraître comme s'en prenant aux profiteurs de guerre, au moment même où il se montre aux petits soins pour les nantis : les hauts bureaucrates et les oligarques. Signalons que le terme russe pour fonctionnaire, synonyme de bureaucrate, est associé à la corruption, qui bat son plein avec la guerre.

En Ukraine, Zelensky n'agit pas différemment quand il orchestre le limogeage pour corruption de son ministre de la Défense, de six de ses vice-ministres, et qu'il renvoie devant la justice certains oligarques. Cela a fait du bruit, mais ce n'est pas la première fois. Et il se pourrait, comme les fois précédentes, que la justice acquitte les prévenus ou ne leur inflige que des amendes dérisoires.

Les autorités constatent un sourd mécontentement dans la population, contre la corruption à tous les niveaux du régime, contre les rafles au travail, dans la rue et les transports, d'ouvriers et de jeunes destinés à servir de chair à canon. Alors, pour tenter d'acheter la paix sociale sur fond de guerre, Kiev vient d'annoncer un relèvement des salaires. Ils restent de toute façon misérables. Rien à voir avec ce que touchent de hauts bureaucrates, tels le nouveau directeur d'Ukrzaliznytsia (chemins de fer ukrainiens) : un sa-

laire de 9 millions de hryvnias (234 500 euros) et « seulement » 5,6 millions de hryvnias pour ses adjoints et les sept membres du conseil d'administration.

Le Kremlin, lui, « offre » des contrats d'engagement d'un montant triple du salaire moyen et verse des indemnités de l'ordre de 9 000 euros en cas de décès au combat. Les régions et milieux les plus déshérités sont censés se satisfaire de ce « salaire de la peur et de la mort » pour condamnés en sursis. Car c'est de cela qu'il s'agit quand Poutine, tout en répétant qu'il repousse l'idée d'une mobilisation générale, oblige des centaines de milliers d'hommes à se rendre dans les centres de recrutement pour y mettre à jour leurs coordonnées militaires et civiles.

DES RÉGIMES ANTIJOUVRIERS, CHACUN À SA FAÇON

Il ne faut donc pas s'étonner qu'une centaine de ces bureaux de recrutement aient subi des incendies qualifiés de terroristes, dont les auteurs, souvent très jeunes, écopent d'années de prison quand ils se font prendre. Même chose pour les nombreux « attentats ferroviaires » (parfois la simple dépose d'un tract, d'une pancarte anti-guerre sur les rails ou à côté) que recensent les tribunaux.

Le régime de Poutine a beau être venu à bout des manifestations anti-guerre qui avaient duré des semaines en février-mars 2022, et avoir obtenu qu'une partie des militants de l'opposition démocratique s'exilent pour ne pas être arrêtés, il n'a pas réussi à juguler toute forme d'opposition, fût-elle individuelle et promise à une prompt répression.

Le régime de Zelensky avait, lui, interdit les organisations de gauche dès avant le début de la guerre. Il continue à réprimer



Des artilleurs ukrainiens sur le front du Donbass, le 14 février 2023.

tout ce qui se revendique du communisme, du socialisme, de la lutte de classe, et bénéficie même du ralliement, sur une base social-chauvine, de certains courants qui se disaient d'extrême gauche.

En fait, malgré les différences de plus en plus notables entre les régimes russe et ukrainien, tous deux issus du moule de la bureaucratie post-stalinienne, malgré le fait qu'ils se retrouvent dans des camps opposés, pour l'Ukraine celui de l'impérialisme qui s'oppose, depuis des décennies, à la Russie pour la repousser hors de sa zone d'influence; malgré tout cela, Moscou et Kiev ont une attitude fondamentalement similaire vis-à-vis de leurs populations.

Tout en prétendant les défendre contre le camp d'en face, le régime russe et le régime ukrainien mènent une guerre sociale à leur peuple, intensi-

fiant une guerre de classe qui ne date pas de février 2022. Elle oppose à la classe ouvrière de ces pays les héritiers de la bureaucratie stalinienne en la personne des hauts bureaucrates et leurs compères oligarques, ces magnats de l'industrie et de la finance qui ont bâti des fortunes en pillant l'économie étatisée lors de l'effondrement de l'URSS. À ces prédateurs s'ajoutent en Ukraine les capitalistes américains et ouest-européens, dont l'emprise sur le pays est de plus en plus forte.

Les gouvernements russe et ukrainien défendent, chacun à sa façon, les classes et couches sociales parasites qui dominent leur pays et un appareil d'État corrompu jusqu'à la moelle qui trouve dans la guerre un moyen nouveau et rapide de s'enrichir sur le dos de la population.

Il ne s'agit pas de prendre

parti pour l'un ou l'autre camp, comme le font parfois plus ou moins honteusement certains courants d'extrême gauche, mais de défendre dans cette guerre les intérêts des travailleurs ukrainiens et russes, de la classe ouvrière internationale face à ses exploiters, ses oppresseurs que l'on voit à l'œuvre avec leurs généraux sur les champs de bataille, dans les coulisses des chancelleries diplomatiques et sur les plateaux de télévision.

Il est indispensable de défendre ce programme alors que les bruits de bottes se font de plus en plus entendre d'un bout à l'autre de la planète. Mais pour le défendre, il faut à la classe ouvrière un parti communiste révolutionnaire, une Internationale digne de ce nom comme il le fut l'Internationale communiste du temps de Lénine et de Trotsky. Ni ce parti, ni cette Internationale n'existent. Et pas plus en Russie, qu'en Ukraine ou ailleurs. Pour des militants qui veulent jeter à bas le système impérialiste et des dictatures qui peuvent le contester mais en sont fondamentalement complices, la tâche la plus urgente est de s'atteler à la construction de ce parti et de cette Internationale.

Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous!
Les travailleurs
n'ont pas de patrie,
L'ennemi principal
est dans notre propre pays!

13 octobre 2023



L'Afrique dans les rivalités impérialistes

Les périodes de crises et de guerres qui ébranlent la société, même lorsqu'elles ne sont pas accoucheuses d'histoire, sont en général révélatrices de mouvements tectoniques qui sont à l'œuvre au tréfonds de celle-ci. Il en est ainsi de ce qui se passe dans l'ancien empire colonial de la France impérialiste. Putschs militaires réussis au Mali, au Niger, au Burkina Faso. Révolution de palais au Gabon, Bongo renversé par sa garde prétérienne. Et tout cela précédé de la brutale décomposition des appareils d'État mis en place par l'ancienne puissance coloniale. La montée du fondamentalisme religieux islamique en était déjà une des expressions, accompagnée ou précédée par la constitution de bandes armées sur des bases ethnistes.

Passons sur l'abjecte et dérisoire prétention du personnel politique de l'impérialisme français de se poser en « défenseurs de la démocratie », en prenant position en faveur des régimes déchus. Passons aussi sur le ridicule d'un Macron qui a engagé, et perdu, un bras de fer avec la junte militaire au pouvoir à Niamey, en clamant sa volonté de voler au secours de la « légitimité constitutionnelle » du président renversé, Mohamed Bazoum.

La mémoire de décennies d'oppression et de pillages coloniaux s'est conjuguée avec les privilèges tapageurs et la corruption d'une mince couche dominante locale à qui l'ex-mé-

tropole a confié la défense de ses intérêts politiques. Ces sentiments de défiance ou d'hostilité partagés dans la population valent aux militaires putschistes une certaine sympathie.

Malgré la présence de son armée, l'impérialisme français se révèle incapable d'arrêter ces secousses qui sont en train de solder les comptes de la Françafrique, vocable hypocrite pour désigner la perpétuation de l'ancienne domination coloniale sous d'autres formes.

Il est vraisemblable que la contagion continue et contribue encore à la décomposition des États ; que celle-ci épouse les lignes de fractures religieuses ou ethniques, ou les deux à la fois. C'est sans doute la crainte d'une telle évolution qui explique les réticences de la coalition militaire, mise en place par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) à transformer sa gesticulation guerrière, purement verbale, en intervention militaire réelle, malgré les encouragements dans ce sens des milieux dirigeants de l'impérialisme français. C'est le Nigeria lui-même, l'État le plus puissant de la coalition de la Cedeao, qui risque de payer le prix le plus élevé pour une éventuelle intervention contre le Niger et ses alliés actuels, le Mali et le Burkina Faso. Il est déjà miné par une véritable guerre civile rampante, mêlant aussi bien des facteurs religieux qu'ethniques, sur fond d'une immense pauvreté de la

population dans un des pays les plus riches en pétrole d'Afrique. Ce n'est pas pour rien que les réticences de ses dirigeants sont visibles malgré les pressions impérialistes.

Même en Côte d'Ivoire, où le président actuel, Alassane Ouattara, joue les matamores et s'aligne sur Paris, une intervention militaire contre le Niger risque de rallumer les feux à peine éteints de la guerre civile qui, en 2010-2011, avait plongé la population dans des affrontements ethniques sanglants et avait coupé le pays en deux, entre le Nord et le Sud. Le facteur déclenchant en avait été à l'époque la rivalité pour l'héritage de Houphouët-Boigny à la présidence. Les affrontements avaient fait plusieurs milliers de morts, et la résurgence de la violence ethniste avait pourri la vie d'une population mélangée, notamment à Abidjan où se concentre la majorité de la classe ouvrière.

Dans le cas au moins du Mali, du Niger et du Burkina Faso, les militaires putschistes ont adopté un langage hostile à l'impérialisme français ou du moins à certaines de ses manifestations, afin de canaliser les sentiments de la population au bénéfice de leur maintien au pouvoir. Il n'est pas exclu que le général Brice Oligui Nguema, pourtant membre du clan Bongo et produit typique de la Françafrique, finisse par reprendre à son compte bien des éléments de langage de ses collègues du



Oubliée, la visite de soutien en mars dernier à Ali Bongo, renversé le 30 août par Brice Oligui Nguema qui a pris sa place. Macron profite de la COP 28 à Dubaï pour rencontrer le nouveau maître du Gabon, le 1^{er} décembre, et tenter de le garder sous influence française.

Mali, du Burkina Faso ou du Niger, et pour les mêmes raisons.

Voilà la menace qui préoccupe les dirigeants politiques de l'impérialisme français. En est-ce vraiment une, même pour la mainmise du grand capital français sur ses anciennes colonies (ou même pour les réseaux de ladite Françafrique)? Rien ne le garantit, tant certains des pouvoirs militaires récents, issus d'une caste militaire formée par les régimes précédents, sont fragiles. Et, surtout, aucun n'est disposé à s'attaquer au grand capital qui domine son pays et à rompre des contrats qui le lient.

Bien plus, la menace n'en est pas vraiment une pour l'impérialisme en général! Car ce qui constitue une menace pour l'impérialisme français offre en même temps des opportunités pour d'autres puissances impérialistes, les États-Unis principalement, qui lorgnent les ressources minières des pays concernés.

Si l'Afrique est le continent le plus pauvre quant à la grande majorité de sa population, c'est le contraire pour son sous-sol.

Le continent porte les stigmates de toute l'histoire du capitalisme, de la déportation en esclavage d'une partie importante de sa population au pillage des richesses de son sol et de son sous-sol par les multinationales impérialistes.

Le partage de l'Afrique à la Conférence de Berlin en 1884 et le colonialisme n'assuraient pas seulement une domination politique des métropoles sur les peuples colonisés, mais assuraient en même temps la mainmise de chaque puissance coloniale sur sa chasse gardée contre les autres.

Pendant huit décennies, l'équilibre trouvé à la Conférence de Berlin n'a été remis en cause que pendant les deux guerres mondiales. Avec, comme seul résultat notable, la perte par l'Allemagne et l'Italie de toutes leurs colonies africaines.

La forme coloniale de la domination a fini par faire son temps. L'Afrique continue à en porter les traces dans sa chair, à commencer par les frontières issues du colonialisme, les langues officielles ou la présence sur son sol

des armées impérialistes. La fin du colonialisme n'a pas signifié la fin de la mainmise impérialiste en général, ni même celle de la rivalité entre différentes puissances pour préserver et, le cas échéant, agrandir leur part.

La décolonisation qui a liquidé le système colonial reflétait fondamentalement la révolte des peuples contre l'oppression ou l'anticipation de cette révolte par les puissances coloniales.

Les impérialismes les moins puissants, l'Espagne et le Portugal, ont été les derniers à décrocher, car la forme coloniale était la seule qui leur permettait de résister un tant soit peu dans la concurrence internationale. C'était la principale sinon la seule raison de la mainmise du Portugal sur l'Angola, le Mozambique, la Guinée-Bissau. On peut en dire autant pour les quelques territoires qui restaient à l'Espagne, ou encore, sous une autre forme, pour la Belgique au Congo, où elle a été vite relayée par les États-Unis.

L'impérialisme français était de ceux qui se sont signalés par le nombre et la férocité de leurs guerres coloniales. La France impérialiste, moins puissante que l'impérialisme américain mais plus puissante que l'Espagne, le Portugal, la Belgique, avait les moyens de prolonger l'Afrique française par la Françafrique, c'est-à-dire la subordination du personnel politique et militaire des appareils d'État, indépendants en principe mais sélectionnés en fonction de leur fidélité à l'ancienne métropole. La mainmise de la France était protégée par la présence de son armée et par son rôle dans la formation d'armées dites nationales (exemple du Cameroun). Et, pour ce qui est de l'argent, le nerf de la guerre, il a suffi de remplacer dans l'intitulé de la monnaie locale, le franc CFA, Colonie Française d'Afrique par Communauté Financière Africaine.

Ce n'est pas pour rien que

l'impérialisme américain était le moins attaché au colonialisme. Il passait même, dans les années 1960, pour le plus anticolonialiste, pour cette simple raison que sa puissance reposait surtout sur celle de ses capitaux et qu'il comptait bien se placer auprès des pays qui devenaient indépendants.

Lors de la Conférence de Berlin, on n'avait cependant pas encore inventé les moyens de transformer l'uranium en énergie. Le pétrole lui-même n'avait pas encore l'intérêt suscité par l'invention des voitures thermiques et la « démocratisation » de leur usage. Et aujourd'hui, le déclin annoncé des voitures thermiques annonce la montée des besoins en coltan, manganèse, terres rares, etc.

Un documentaire diffusé en 2013 sur Arte, intitulé *La guerre de l'ombre au Sahara*, évoquait déjà la nécessité ou plutôt l'inévitabilité d'une nouvelle conférence de Berlin, c'est-à-dire d'un nouveau partage de l'Afrique...

L'aggravation de la crise économique a ravivé la rivalité pour contrôler ces ressources devenues indispensables. Le pillage de l'Afrique passait, il y a un siècle, surtout par celui des produits agricoles déjà existants comme le bois noble, ou imposés de force tels l'arachide ou le coton. S'y ajoutèrent par la suite le pétrole, le fer, la bauxite. Aujourd'hui, c'est le manganèse, le coltan...

Ça ne s'appelle plus « guerres coloniales ». Les rivalités entre puissances impérialistes pour préserver ou agrandir leurs zones d'influence respectives ne changeront peut-être pas la coloration des cartes. Mais elles plongent l'Afrique dans un état de guerre permanent. Parfois, des affrontements militaires entre seigneurs de guerre locaux, comme en République démocratique du Congo (RDC), ex-Zaïre. Parfois des conflits entre États (Zaire et Rwanda).

L'affaiblissement des appa-



De la colonisation à nos jours, une domination européenne en déclin mais persistante.

reils d'État a créé une nouvelle demande en Afrique, à laquelle, parmi d'autres bandes armées privées, l'armée de mercenaires de feu Prigogine apporte une offre. À la base, il y a une chose très simple. Au moment de la décolonisation, des appareils d'État ont été mis en place, fabriqués de manière entièrement artificielle. Au bout de vingt ou trente ans, la population a perdu l'enthousiasme initial véhiculé par l'indépendance, et ses illusions, même lorsqu'elle était concédée par la métropole. Du coup, ces appareils d'État sont en train de se déliter de toutes parts. Certains, comme celui de la Somalie, sont déjà complètement morcelés, comme l'a été auparavant le Soudan. La Libye et le Soudan sont en train de se décomposer, ce dernier après avoir déjà été coupé en deux.

Dans une autre zone de la planète, Haïti donne un autre exemple d'État en train de se décomposer sur fond de misère de l'écrasante majorité de la popu-

lation. Misère dont la responsabilité incombe principalement aux deux puissances impérialistes impliquées dans la région, la France et les États-Unis, avec la complicité de la minorité possédante du pays.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que cette minorité possédante ou ses représentants politiques (députés, sénateurs, ministres, présidents) font appel à des hommes de main. Les uns pour compléter les bandes armées officielles de l'État, afin de les défendre contre les masses pauvres. Les autres dans le cadre de leurs rivalités pour le pouvoir. Au fil du temps, les « chiens de garde » se sont mis à leur compte, au point qu'aujourd'hui, ni la classe dominante haïtienne ni ses commanditaires et protecteurs des États-Unis ne maîtrisent ces hommes de main devenus des gangs criminels terrorisant la population, volant, violant, kidnappant, assassinant.

Le pays est aujourd'hui sous la coupe de plus de cent gangs

armés qui, au fur et à mesure qu'ils ont imposé leur loi, ont décomposé l'appareil d'État lui-même. Pour suppléer la police, elle-même gangrenée et impuissante, l'ONU prévoit d'envoyer un contingent sous le commandement d'une force armée venue du Kenya. Il n'est, pour le moment, même pas dit que l'annonce soit suivie d'effet, et encore moins qu'une intervention étrangère, au lieu de neutraliser les gangs, ne leur donne pas des arguments en se posant en défenseurs du pays contre une occupation étrangère.

Les masses pauvres d'Haïti ont fait et refait l'expérience qu'elles n'ont rien à attendre des « protecteurs » impérialistes.

La décomposition de la Libye après la mort de Kadhafi a joué un rôle plus ou moins important dans la sous-région, et en particulier précisément au Mali, au Niger et au Burkina Faso, auxquels il faut ajouter le Tchad. Au temps où il était au pouvoir, Kadhafi, postulant au leadership de toute cette région, voire au-delà, a soutenu, financé, armé un certain nombre de groupes. Après sa mort, beaucoup de ces groupes qui n'étaient plus contrôlés se sont constitués en bandes armées et ont joué leur propre jeu. Les uns en brandissant le drapeau de l'islamisme, les autres, comme les Touareg, avec des ambitions plus ou moins nationales.

Pour le Congo-Kinshasa, sur la carte, il y a peut-être encore un seul contour, mais, derrière, il y a des affrontements entre bandes armées rivales.

La bureaucratie ex-soviétique, qui a tant participé au temps de l'URSS à la stabilité du monde impérialiste, lui rend ce dernier service qui est de porter secours aux États africains défaillants. Elle le fait moyennant finances pour ses armées privées et leurs chefs, sous forme soit de monnaie sonnante et trébuchante, soit d'or ou de métaux précieux, mais toujours sur

le dos de la population locale.

Les agissements des bandes armées de Wagner ne sont pas l'expression d'une forme nouvelle d'impérialisme de la Russie, mais l'expression d'un retour au mercenariat du Moyen Âge à l'époque du capitalisme sénile et de l'impérialisme.

Depuis quelque vingt ans, les relations entre la Chine et l'Afrique se sont considérablement développées, marquées par des échanges, des investissements et des financements.

Cette présence est perceptible en particulier dans l'ancien empire colonial de la France. Non seulement la Chine est présente notamment dans les industries pétrolières et minières, mais aussi dans la construction d'infrastructures (ponts, routes, bâtiments publics...).

Au point que l'expression « Chinafrique » est entrée dans le vocabulaire de nombre de journalistes ou d'économistes. Certains d'entre eux décalquent simplement l'expression Française. À ceci près que si la Françafrrique est encore dans l'héritage d'un long passé de domination et de pillage coloniaux de la France, ce n'est absolument pas le cas pour la Chine.

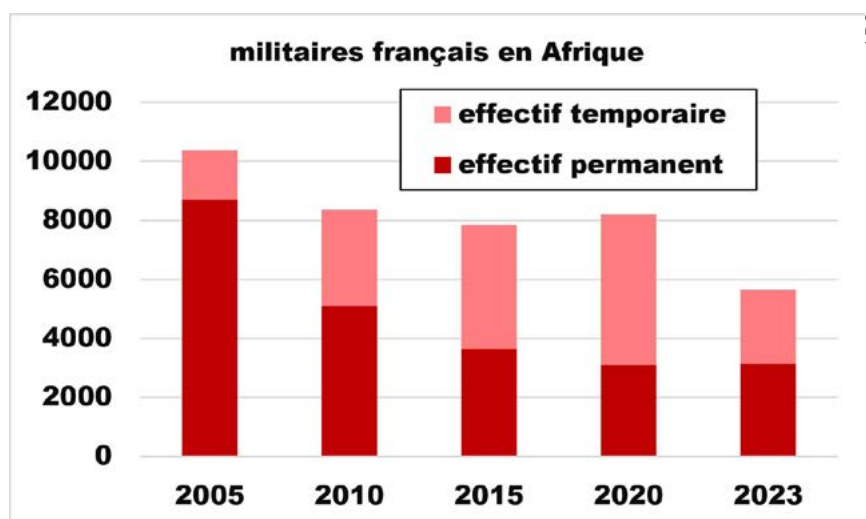
Quant à la présence militaire de la Chine en Afrique – une base à Djibouti, à ce jour la seule sur ce continent –, elle est sans commune mesure avec le

nombre de bases permanentes de la France impérialiste.

Atelier du monde dominé par l'impérialisme, la Chine inonde l'Afrique de ses marchandises à bas coût. Les échanges commerciaux ont connu un développement impressionnant au cours des deux dernières décennies. Quant aux IDE (les investissements productifs), la Chine continue à rester très loin, non seulement de la France et du Royaume-Uni, mais même des Pays-Bas.

Rien que ces différences indiquent que, si les relations entre la France et l'Afrique, même après l'indépendance, sont des relations de type impérialiste, il n'en va pas de même dans le cas de la Chine.

Qui l'emportera dans les rivalités inter-impérialistes actuelles en Afrique, comment et en mettant la main sur quelles matières premières ? L'impérialisme américain tient la corde, de par sa puissance à la fois financière et économique, appuyée sur une présence militaire forte. Au temps de la division du monde en deux blocs opposés par la guerre froide, les États-Unis laissaient l'impérialisme français jouer le gendarme dans son ancien empire colonial (voire, occasionnellement, au Congo Kinshasa, notamment en intervenant à Kolwezi, à la place de l'impérialisme belge), avec les avantages y afférents. La



guerre économique entre puissances impérialistes, même alliées par ailleurs, exacerbée par la crise, a rebattu les cartes. Les États-Unis peuvent, de surcroît, en ce moment, profiter de la déconsidération de la France. Ils ne sont pas les seuls. Les entreprises étrangères se bousculent autour des permis d'exploitation d'uranium, du cuivre, du zinc au Niger; du manganèse et du pétrole au Gabon; de l'or au Burkina Faso.

La France impérialiste ne se laissera pas éjecter sans se défendre. C'est à cela que sert la présence de ses troupes stationnées en permanence à Dakar, N'Djamena ou Abidjan. C'est à cela que servent les accords militaires avec la plupart des anciennes colonies françaises. Ces opérations militaires de type Barkhane changeront de nom ou de stratégie, mais elles continueront, seules ou en collaboration avec les Américains ou d'autres.

La seule certitude est que les masses populaires, exploitées, dépouillées, opprimées qu'elles étaient dans la chasse gardée de l'ancienne puissance coloniale, le resteront si cette chasse gardée change de maître.

Certaines capitales africaines, Brazzaville ou Addis-Abeba, pouvaient être couvertes, à certaines époques, de portraits de Marx, Engels ou Lénine pour témoigner du soutien diplomatique ou de l'aide financière de Moscou au régime en place. Cela n'a rien changé sur le fond à l'époque, si ce n'est du point de vue de la composition du personnel politique momentanément au pouvoir.

Le seul choix que l'avenir offre aux masses populaires, c'est celui de continuer à vivre dans la misère sur le sol africain sous le joug de potentats, militaires ou civils, arrivés au pouvoir par la voie électorale ou par des putschs militaires mais dépendant toujours de la bourgeoisie impérialiste,



Les travailleurs d'origine africaine font partie du prolétariat d'ici et de là-bas, par les liens qu'ils gardent avec leur pays d'origine.

ou celui d'essayer de rejoindre l'Europe au péril de leur vie. Dans leur écrasante majorité, ceux qui y sont parvenus n'échapperont pas à leur condition de prolétaires ni en Afrique ni en Europe. Il n'y a pas moyen d'échapper au capitalisme. Il n'y a pas d'autre voie d'émancipation que la révolution prolétarienne pour renverser ce système.

Pour gagner les prolétaires d'Afrique à cette perspective, il n'y a pas d'autre voie en Afrique, en Europe ou ailleurs, que la construction du parti communiste révolutionnaire et, par là même, la construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, c'est-à-dire le parti mondial de la révolution prolétarienne.

Ce parti, là-bas comme ici, ne pourrait naître et se développer qu'en organisant une fraction significative du prolétariat. Le prolétariat représente une fraction plus ou moins minoritaire dans tous les pays d'Afrique. Mais il faut se rappeler que tel était le cas en 1917 en Russie, seul pays où la classe ouvrière a su non seulement conquérir le pouvoir mais le garder pendant un certain temps.

Il ne pourrait naître et se développer que sur la base d'une indépendance politique, non seulement par rapport à ceux qui défendent la domination im-

périaliste, mais tout autant envers la petite bourgeoisie nationaliste, quelle que soit la forme sous laquelle celle-ci intervient sur la scène politique (variantes du pan-africanisme de Nkrumah, de l'anti-impérialisme de Amilcar Cabral ou de Sankara, etc.).

Malgré sa faiblesse relative dans nombre de pays d'Afrique par rapport à la paysannerie et, de plus en plus, par rapport au sous-prolétariat des bidonvilles, le prolétariat africain peut jouer un rôle particulièrement important sur la voie de la révolution sociale. Aussi sanglant qu'ait été le passé et que s'avère le présent, le prolétariat d'origine africaine constitue une part importante du prolétariat, en France comme dans toute l'Europe développée et impérialiste.

Les forces et les possibilités des classes ouvrières d'Afrique et des pays impérialistes d'Europe occidentale peuvent et devront être complémentaires. Elles sont destinées à confluer en une même révolution prolétarienne.

La révolution ouvrière en Afrique, portant le programme politique du prolétariat, trouvera très naturellement l'oreille du prolétariat des pays impérialistes d'Europe occidentale.

13 octobre 2023

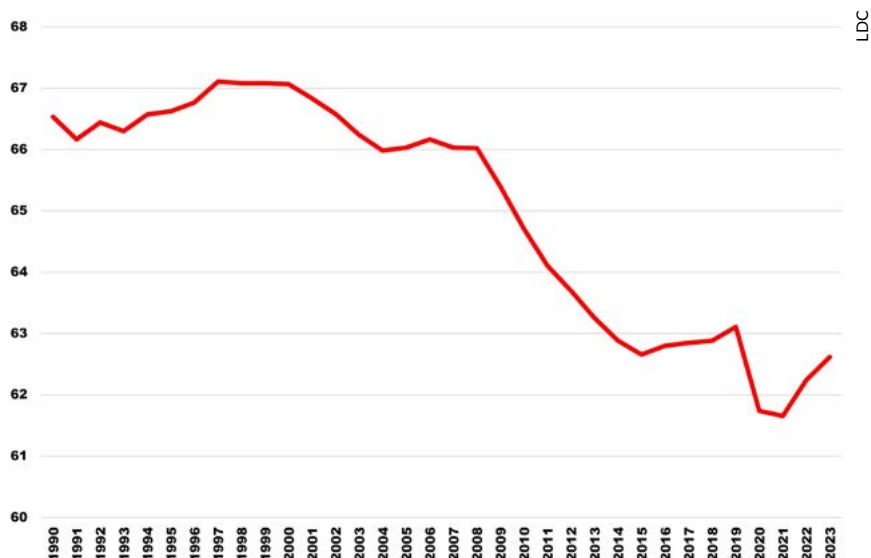


LA SITUATION DE L'ÉCONOMIE

À en croire les principaux responsables américains, l'économie américaine se porterait bien. Le taux de chômage est officiellement de 3,8%, un chiffre qui dissimule le fait que, au grand dam des capitalistes, toute une partie des travailleurs ne sont plus sur le marché de l'emploi. Un indicateur plus fiable est le taux de participation à l'emploi, autrement dit le rapport entre le nombre d'actifs et celui des personnes en âge de travailler. De 67% au début des années 2000, ce taux est maintenant de 62,8% – un niveau historiquement bas, inférieur de dix points à celui qui prévaut dans plusieurs pays européens. Des dizaines de millions de personnes se sont retirées du marché du travail, ne s'inscrivant même plus au chômage car elles ne pourraient bénéficier d'allocation, et ne sont donc plus comptées dans les statistiques. Le niveau réel du chômage serait ainsi en réalité plutôt de 25%, un chiffre hypothétique néanmoins.

Par ailleurs, l'économie est sous perfusion. L'Inflation Reduction Act, adopté en 2022 sous couvert de lutte contre le réchauffement climatique et de soutien aux « énergies propres », estimé à 350 milliards d'euros sur dix ans, est en réalité un ensemble de mesures protectionnistes. Il oblige les entreprises qui voudraient en bénéficier

Les États-Unis en 2023



Le taux de participation à l'emploi
(source : Federal Reserve Bank of St. Louis).

à localiser la plus grande part de leur production aux États-Unis, amenant par exemple des constructeurs automobiles étrangers à installer leurs usines sur le sol américain, plutôt qu'ailleurs.

Le pendant de ces subventions colossales aux entreprises, c'est une dette fédérale qui atteint environ 29 000 milliards d'euros, soit 124% du PIB. Ce taux était déjà passé de 67% en 2008 à 103% en 2017, et il n'est donc pas nouveau que l'économie américaine vive à crédit. Les agences de notation ont dégradé la note des États-Unis, et le risque d'un défaut de paiement est régulièrement évoqué. S'il est improbable, vu ses potentielles conséquences catastrophiques, le fait que l'économie américaine vive à crédit est de

plus en plus criant. La dette privée (immobilier, entreprises, consommation...) représente quant à elle 165% du PIB. Par exemple, 44 millions de personnes ont des dettes étudiantes pour un total de 1 750 milliards de dollars, soit l'équivalent du PIB du Brésil.

DES MILLIARDAIRES ENRICHIS, UNE CLASSE OUVRIÈRE PAUPÉRISÉE

Les profits des grandes entreprises continuent de progresser, de 10% en moyenne en 2022. Apple, Microsoft ou Google ont gagné encore plus d'argent que les majors du pétrole. Depuis la pandémie de Covid, les patrimoines des capitalistes ont explosé. 735 milliardaires états-

FRANK BARON/THE GUARDIAN



De plus en plus de travailleurs âgés doivent continuer à travailler.

uniens possèdent maintenant plus de 4 000 milliards de dollars. La fortune d'Elon Musk (Tesla, Space X, Twitter/X), qui distance maintenant ses concurrents au palmarès des plus riches, a été multipliée par sept en trois ans. En même temps, l'espérance de vie, au plus bas depuis vingt ans, est ramenée à un niveau proche de celui de

la Colombie ou de Cuba. Cette baisse frappe d'abord les ouvriers, les travailleurs de la santé, les Noirs, les Hispaniques et les plus pauvres de façon générale. 120 000 personnes meurent chaque année d'overdose, le plus souvent d'opiacés qui ont été largement vendus en toute connaissance de cause par les géants de l'industrie pharmaceutique.

Les États-Unis ont un taux de mortalité maternelle largement supérieur à celui des pays comparables. En même temps, faute d'une pension suffisante, une partie croissante des ouvriers âgés doivent travailler; le nombre des 75 ans et plus obligés de travailler a ainsi augmenté de moitié en dix ans. Les grandes villes, en particulier sur la côte ouest, sont submergées par le nombre de sans-abri, 50 000 par exemple à Los Angeles, où plusieurs centaines ont été tués par les chaleurs extrêmes des derniers étés.

Les travailleurs continuent de subir l'offensive capitaliste. Tous les secteurs du monde du travail sont concernés, comme ces usines de l'agro-alimentaire et de la confection où le travail des enfants fait son retour. L'exemple de l'industrie de l'automobile est parlant. En 1970, elle employait 1,5 million de travailleurs, dont 900 000, tous syndiqués, chez les trois grands constructeurs (Big Three), auxquels s'ajoutaient 600 000 salariés d'équipementiers, souvent syndiqués également. Aujourd'hui, les Big Three (Ford, GM et Stellantis) n'em-

ROBERT L. PARKS / FLINT JOURNAL

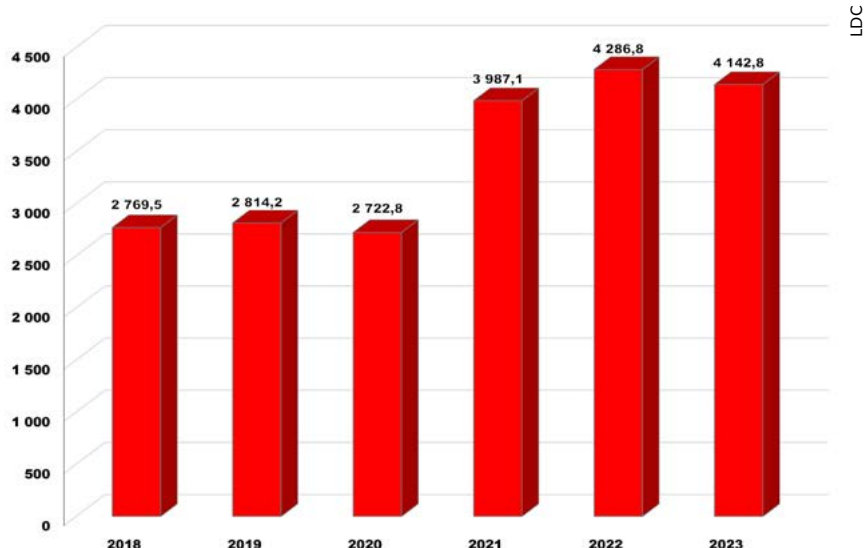


En 1969, l'UAW avait lancé une grève massive et longue contre les cadences, concentrée sur l'usine historique de General Motors à Flint (Michigan). Ici, des grévistes en route vers des piquets de grève, le 25 septembre 1969.

plioient plus que 145 000 salariés. La production automobile n'a pas diminué, mais la productivité a augmenté, les salaires et les prestations ont été dégradés, souvent avec l'accord du syndicat UAW, et toute une partie de la production a été sous-traitée à des entreprises dont les travailleurs, non syndiqués, sont bien moins payés. Et les constructeurs comptent bien utiliser la transition vers l'électrique pour dégrader encore la condition ouvrière. En 2019, General Motors a connu sa première grève depuis 43 ans. Même si la grève actuelle chez les Big Three est entièrement contrôlée par la bureaucratie syndicale de l'UAW et que les possibilités d'une extension à d'autres secteurs du monde du travail semblent limitées, elle est regardée avec intérêt par de très nombreux travailleurs et elle montre qu'une fraction de la classe ouvrière américaine ne reste pas passive face à la guerre de classe des capitalistes.

L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN À LA MANŒUVRE

Les États-Unis sont les premiers pourvoyeurs de l'aide militaire à l'Ukraine (43 milliards de dollars, contre 30 milliards pour l'ensemble des pays européens). Ce soutien s'inscrit dans une politique agressive contre la Russie et, au-delà, contre la Chine. Il n'est pas dit que ces dépenses grèvent l'économie du pays. Les États-Unis n'envoient pas des sacs de billets à l'Ukraine, l'essentiel de leur soutien passant par des achats d'armes et de munitions fabriquées par leur industrie de défense (Lockheed Martin, General Dynamics...): le matériel va



La fortune cumulée des 500 plus gros milliardaires des États-Unis de 2018 à 2023 (source Forbes).

en Ukraine, mais l'argent reste aux États-Unis. Alors que la guerre renchérit les hydrocarbures achetés par l'Allemagne et par les autres puissances européennes, aux États-Unis elle a pour conséquence de relancer l'extraction de gaz de schiste. Les États-Unis sont ainsi devenus le premier fournisseur de gaz de la France (25%) et ils sont également son premier fournisseur de pétrole. Autrement dit, si la guerre en Ukraine affaiblit l'économie allemande, elle ne pénalise pas l'économie américaine, elle lui profite.

Derrière l'affrontement avec la Russie, se profile celui avec la Chine, comme l'ont illustré cette année les tensions autour de Taïwan. Les barrières douanières mises en place sous l'administration Trump, et maintenues en l'état par Biden, se sont-elles traduites par une réorganisation des échanges? La part de la Chine dans les importations américaines a certes diminué, mais cette part (16% en 2022) reste élevée, supérieure à ce qu'elle était avant la crise de 2008. En outre, plusieurs pays auprès desquels les États-Unis

s'approvisionnent plus (Vietnam, Taïwan, Corée du Sud...) renforcent leurs liens commerciaux avec la Chine. Bref, réorganiser des chaînes de production ne se décrète pas, et le découplage entre les économies américaine et chinoise reste limité.

Cette imbrication économique entre les deux pays n'écarte cependant pas le risque d'une guerre; en 1914, l'Allemagne et la Grande-Bretagne avaient des économies tout aussi liées, avant de s'affronter. Les États-Unis, où la rhétorique antichinoise est de rigueur, renforcent leurs alliances avec les voisins de la Chine, depuis le Japon, la Corée du Sud et Taïwan au nord à l'Australie au sud, en passant par les Philippines, Singapour, la Thaïlande ou encore l'Inde. Les exercices militaires se multiplient en Extrême-Orient et dans le Pacifique, tandis que la guerre en Ukraine constitue pour les États-Unis un terrain d'entraînement grandeur nature en vue d'un éventuel affrontement avec la Chine.

8 octobre 2023



Situation intérieure 2023

Alors que la guerre fait rage en Ukraine et à Gaza et que les journaux les plus sérieux en sont à se demander si la troisième guerre mondiale n'a pas déjà commencé, les politiciens continuent leurs guéguerres d'appareil. Extrême droite, droite, majorité, gauche... tous les politiciens s'excitent, s'insultent et se vouent aux gémonies. Mais ni le gouvernement, ni les principaux partis d'opposition ne sont capables d'apporter d'issue crédible à l'évolution générale catastrophique.

L'opinion publique, telle qu'elle s'exprime dans les élections et les sondages, évolue vers la droite et l'extrême droite sous la pression des crises intérieures et extérieures. Crises, systématiquement exploitées dans le sens le plus réactionnaire qui soit par la plupart des dirigeants politiques.

Chaque attentat sur le sol français frappe les esprits, renforce les peurs, la suspicion vis-à-vis des musulmans et de l'immigration et la volonté de se replier sur la communauté nationale. Cela a encore été le cas, avec le meurtre du professeur dans un groupe scolaire d'Arras, trois ans presque jour pour jour après l'assassinat de Samuel Paty. En juin dernier, l'exécution par un policier du jeune Nahel à Nanterre a touché et suscité la colère d'une fraction de la jeunesse des quartiers populaires. Mais celle-ci a débouché sur trois nuits d'émeutes destructrices et la mise en accusation de cette jeunesse.

Les événements internationaux jouent dans le même sens réactionnaire. « Il ne faut pas importer le conflit israélo-palestinien en France », répète le gouvernement qui a, comme

toujours, apporté son soutien inconditionnel à Israël. Et de présenter les massacres perpétrés par le Hamas en Israël comme la suite des attentats du Bataclan ou de Nice, pour nous convaincre que « nous sommes en guerre ». Message qui s'est télescopé avec l'assassinat de Dominique Bernard le 13 octobre dernier et avec la guerre en Ukraine.

Ces événements se précipitent sur fond de drames migratoires permanents. Au moment même où des millions de femmes et d'hommes sont jetés sur les routes par les guerres, les catastrophes climatiques ou l'absence d'avenir, toutes les frontières se ferment à double tour. Quand ces femmes et ces hommes frappent aux portes de l'Europe, ils ne sont plus présentés comme des victimes auxquelles il faut donner refuge,



Migrants au large des côtes libyennes.

mais comme des menaces dont il faut absolument se protéger.

Le Pen est la première à exacerber cette ambiance de « camp retranché ». Elle peut déployer sans retenue son hostilité aux migrants et aux musulmans et demander plus d'autorité, plus de frontières, plus de police et plus d'armée. Ces idées devenues banales, ordinaires pourrait-on dire, sont copiées par la plupart de ses concurrents. Certains s'inquiètent déjà d'une victoire de Le Pen à la prochaine présidentielle. Outre que notre avenir se décide peut-être au Moyen-Orient ou à Washington, l'arrivée de Le Pen au pouvoir serait celle d'une marionnette de la grande bourgeoisie. Depuis longtemps, l'héritière du Front national a choisi de se couler dans le moule institutionnel et électoral. Elle s'est faite la championne d'une droite anti-immigrés. Si elle parvenait au pouvoir, elle s'érigerait comme tous ses prédécesseurs en superintendante du grand capital. Elle pourrait reconduire Darmanin à l'Intérieur, car elle ne ferait rien de très différent de ce qu'il fait aujourd'hui ou de ce que fait l'ancienne admiratrice de Mussolini, Giorgia Meloni, à la présidence du Conseil italien.

« N'est pas fasciste qui veut », avons-nous déjà expliqué, car le fascisme n'est pas qu'une question de phraséologie réactionnaire, mais aussi de forces sociales. La situation peut cependant changer brutalement et ceux qui suivent Le Pen pourraient tout aussi vite renouer avec les rêves fascisants du père. Mais aujourd'hui, le RN ne déparerait pas dans un gouvernement d'unité nationale. En Israël, Netanyahu a mis en place un cabinet de guerre avec son principal rival, Benny Gantz. On peut imaginer un tel gouvernement, ici aussi, tant à chaque attentat et à chaque nouvelle menace, les appels à l'unité sont

régulièrement repris en chœur, du RN au PCF en passant par EELV et le PS.

Les démarcations politiques se brouillent sous l'effet des calculs électoraux de plus en plus tortueux, vu la défiance et la volatilité de l'électorat. Ainsi, une partie des Républicains a décidé de ne pas voter la loi sur la retraite à 64 ans. Pour isoler Mélenchon, le PS, EELV et le PCF hurlent avec les loups contre La France insoumise (LFI), accusée de complaisance vis-à-vis du Hamas et d'antisémitisme. Et on assiste, a écrit le journal *Le Monde*, « au renversement de la figure du mal », avec une dédramatisation du RN et une diabolisation de La France insoumise. Opération à laquelle *Le Monde* n'est d'ailleurs pas étranger.

À gauche, la seule force politique qui a incarné « la figure du mal » a été, pendant longtemps, le Parti communiste. Alors que Staline a cherché l'intégration de l'URSS dans l'ordre impérialiste dès les années 1930 et a poussé les partis communistes à la politique des Fronts populaires d'abord, puis de la Résistance ensuite, le PC a longtemps suscité la méfiance de la bourgeoisie et représentait, aux yeux du système politique bourgeois,

un corps étranger.

Ce qui le disqualifiait aux yeux de la bourgeoisie était ses liens avec la bureaucratie soviétique et surtout son implantation physique et le dévouement de militants liés aux travailleurs dans les entreprises comme dans les quartiers populaires. Sa force, il ne l'avait pas acquise par ses coups de gueule à l'Assemblée nationale. Il l'avait héritée de l'enthousiasme que la révolution russe avait soulevé dans le prolétariat du monde entier.

Le PCF a dilapidé cet héritage au fur et à mesure de ses trahisons des intérêts de la classe ouvrière. Montrer patte blanche et fidélité à l'ordre bourgeois ne suffisait pas pour qu'il soit accepté dans le jeu politique comme un parti comme un autre. Il a fallu qu'il perde son crédit dans la classe ouvrière et devienne donc inoffensif aux yeux de la bourgeoisie. Aujourd'hui, Fabien Roussel, le secrétaire général du PCF, est devenu la coqueluche des politiciens, tant il aime faire le buzz en se plaçant du côté du conformisme, de l'ordre national, de sa police et de son armée.

Non seulement La France insoumise n'occupe pas le vide



Fabien Roussel (derrière la cible tricolore) et Gérald Darmanin (fléchette en main) honorent des résistants issus de l'immigration morts lors de la Deuxième Guerre mondiale, « unis pour défendre les valeurs de la République française » selon les mots de Fabien Roussel, le 9 octobre 2021, à Hasnon (Nord).

laissé par le PCF dans la classe ouvrière, mais elle ne se revendique ni de la révolution russe, ni de Marx, ni de la lutte de classe, puisque, d'après son maître à penser Mélenchon, il n'existerait plus aujourd'hui qu'une lutte des citoyens contre l'oligarchie. Si La France insoumise est actuellement ostracisée, ce n'est pas qu'elle constitue une menace sociale ou politique. LFI ne peut même pas se prévaloir d'avoir plus d'influence sur les classes populaires que n'en a le RN. Elle est simplement le meilleur punching-ball politique pour ceux qui, comme le PS, n'ont pas digéré la fin de l'alternance qui les ramenait au pouvoir de temps en temps, ou ceux qui, en mal de polémiques et de démagogie, voudraient que tout le monde pense comme eux.

Islamogauchistes pour les uns, cinquième colonne pour d'autres, l'entreprise de diabolisation médiatique contre LFI, pourtant totalement intégrée au monde des politiciens, donne une petite idée du rouleau compresseur qui écrasera les opposants lorsque le gouvernement et l'État décideront de faire marcher au pas toute la population.

Cette année a été marquée par la mobilisation contre le report de l'âge de la retraite à 64 ans. Les manifestations ont été nombreuses, massives et ont amalgamé le monde du travail dans une opposition franche et nette. Du début jusqu'à la fin, la classe ouvrière a répondu présente. Cette mobilisation s'est cependant faite sous l'égide des confédérations syndicales, « les agents de la bourgeoisie dans le prolétariat », comme disait Trotsky. Et il n'y a pas eu de travailleurs prêts à déborder le cadre fixé par l'intersyndicale, conduite par la CFDT, confédération qui se veut la plus « responsable et constructive » vis-à-vis de l'ordre social. Sans grève massive et déterminée, il n'y a eu, nulle part, la possibilité de

voir apparaître des militants du mouvement et de construire des comités de grève.

Pour nous guider dans notre agitation et dans nos interventions, nous nous basons sur le *Programme de transition* de Trotsky. Il a été écrit en 1938, dans une période de crise et de marche à la guerre qui ressemble à la nôtre sur bien des points. Mais les grands événements ne se répètent jamais à l'identique. Leur déroulement, leur conjugaison et leur rythme sont différents. Le *Programme de transition* ne nous donne pas de schéma à suivre. Rappelons-nous qu'il y a seulement trois ans, l'objectif d'indexation des salaires n'était qu'une abstraction étant donné la quasi-disparition de l'inflation. L'essentiel de notre propagande était alors centré sur le chômage et la répartition du travail. Les événements peuvent se précipiter et mettre à l'ordre du jour des problèmes qui, hier encore, n'existaient pas. Il faut donc avoir assez de liens dans la classe ouvrière et avoir en permanence la volonté de s'y implanter pour comprendre les préoccupations des travailleurs et y répondre politiquement.

Dans *Que faire ?*, Lénine décrit sa démarche pour construire l'organisation révolutionnaire : « Réclamer la concentration de tous les efforts en vue de rassembler, d'organiser et de mobiliser une troupe permanente ». Ce travail, expliquait-il, ne détache pas l'organisation des masses, « dès lors qu'elle s'occupe exclusivement d'une agitation politique étendue et multiforme, c'est-à-dire d'un travail qui justement tend à rapprocher et à fusionner en un tout la force destructive spontanée de la foule et la force destructive consciente de l'organisation des révolutionnaires. » Il faut assurer « à l'organisation social-démocrate de combat la souplesse indispensable, c'est-à-dire la faculté de s'adapter

immédiatement aux conditions les plus variées et rapidement changeantes de la lutte. [...] Ce serait une très grave erreur si, en bâtissant l'organisation du parti, on ne comptait que sur des explosions et des combats de rue, ou sur "la marche progressive de la lutte obscure, quotidienne". Nous devons toujours faire notre travail quotidien et toujours être prêts à tout, parce que très souvent il est presque impossible de prévoir l'alternance des périodes d'explosion et des périodes d'accalmie. [...] Et l'on ne saurait se représenter la révolution elle-même sous la forme d'un acte unique : la révolution sera une succession rapide d'explosions plus ou moins violentes, alternant avec des phases d'accalmie plus ou moins profonde. »

Notre classe, c'est le prolétariat. Le recul matériel et politique subi par les travailleurs et, de ce fait, par la société tout entière n'est pas l'échec du marxisme. Comme l'écrivaient Marx et Engels dans *Le Manifeste du parti communiste* : « Le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. Elle n'a fait que substituer de nouvelles classes, de nouvelles conditions d'oppression, de nouvelles formes de lutte à celles d'autrefois ». Cette évolution n'a pas cessé. Le prolétariat est même plus puissant numériquement qu'au temps de Marx et Engels.

Intégrés dans la mondialisation capitaliste, les pays les plus pauvres, en Afrique, en Asie, en Amérique latine, transforment de nouveaux bataillons de paysans en prolétaires. Prolétariat qui s'ajoute à celui, évolutif lui aussi, des pays impérialistes, car si de vieux bastions ouvriers ont disparu dans des pays comme la France, de nouveaux apparaissent, par exemple dans les services. Quels que soient les défaites et les reculs, le prolétariat reste la seule force révolutionnaire de la société. Un



LDC

Tourisme, agriculture, de nombreux secteurs fonctionnent avec des travailleurs saisonniers venus de pays voisins ou lointains. Ici à Chambéry (Savoie), le 19 janvier 2023.

réveil politique des exploités visant le renversement du pouvoir de la grande bourgeoisie serait la principale menace pour la classe dominante. Car comme l'ont montré les grandes vagues révolutionnaires, un tel réveil politique peut être contagieux à l'échelle internationale.

« *La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat* », écrivait Trotsky en 1938 dans le *Programme de transition*. Cette crise de la direction a démarré par la tête, avec la trahison

de la social-démocratie et le stalinisme. Elle a découragé et éloigné de l'activité et de l'organisation une frange croissante de militants, puis s'est diffusée au prolétariat lui-même, parmi lequel la conscience de constituer objectivement une classe sociale s'est affaiblie. Quant à la conscience politique de classe, elle est devenue marginale.

Il faut tout reconstruire à partir de la classe ouvrière internationale car le salut viendra du prolétariat ou ne viendra pas. S'il existe des militants pour en

défendre la perspective, ce sont les luttes futures de la classe ouvrière qui permettront de faire renaître un véritable parti ouvrier révolutionnaire. Car seul un sursaut de combativité et un regain de confiance des travailleurs dans leurs propres forces, peuvent faire surgir des milliers de militants dans les entreprises et dans les quartiers populaires prêts à se consacrer aux combats de leur classe et à la construction d'un parti révolutionnaire.

27 octobre 2023

Motion

Après 20 mois de guerre en Ukraine opposant les puissances impérialistes de l'OTAN à la Russie, le cheminement vers une généralisation de la guerre a franchi une nouvelle étape avec l'embrassement en Palestine et en Israël.

Comme nous l'avons exprimé dans la motion que nous avons votée à notre congrès de l'année dernière: «*Pour éviter la guerre, les peuples ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie impérialiste, ses hommes politiques, ses états-majors qui [...] préparent méthodiquement l'embrassement général par l'accumulation d'armes et par la mise au pas des populations.*»

S'élevant contre ceux qui prétendaient que les conditions historiques pour le changement de la société n'étaient pas mûres, Trotsky affirmait, il y a 80 ans déjà: «*Les prémisses objectives de la révolution ne sont pas seulement mûres, elles ont même*

commencé à pourrir. Sans révolution socialiste et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe.»

À la lumière de ce que furent la Première et la Deuxième Guerres mondiales, la perspective d'une troisième guerre mondiale transformera cette affirmation en certitude.

Le prolétariat international conserve sa force, comme sa place indispensable dans la société. Il lui manque la conscience révolutionnaire de ses intérêts politiques et l'organisation, c'est-à-dire le parti qui les incarne.

Lutte ouvrière se présentera aux élections européennes de 2024 pour affirmer cette perspective et pour donner à tous ceux qui partagent ses convictions communistes internationalistes la possibilité de les exprimer.

La liste Lutte ouvrière, conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier, témoignera de l'existence dans la classe ouvrière d'un courant révolutionnaire conscient que l'avenir de l'humanité dépend de la capacité du prolétariat à renverser le pouvoir de la bourgeoisie et à prendre la direction de la société.

27 octobre 2023



COMMONS

Discussion sur les textes d'orientation

Comme toujours, de nombreux sujets ont été abordés et discutés dans les assemblées locales. Nous publions ici des extraits des discussions sur la menace de l'extrême droite en France, sur le supposé «impérialisme» de la Chine, sur le stalinisme ou encore sur l'intelligentsia et la révolution.

Sur la situation intérieure

Ce texte n'a pas soulevé de problèmes réels.

Un camarade a regretté que nous ne développions pas la politique antiouvrière de Macron qui consiste, en bon gouvernement bourgeois, à faire payer la crise à la classe ouvrière. Nous le faisons au quotidien, et c'est vrai que nous le faisons aussi régulièrement, chaque année, dans nos textes de congrès. Et nous aurions pu le faire cette année aussi. Les attaques qui tombent sur la classe ouvrière n'ont rien de dérisoire. Se retrouver avec 200 euros de moins à la retraite, galérer pour se faire soigner ou se déplacer, se priver pour manger ou se chauffer, ne plus avoir de droits au chômage..., c'est même l'essentiel pour ceux qui le subissent.

Et cela fait partie d'une dégradation lente et continue des conditions de vie des classes populaires et c'est précisément le terreau qui produit le délitement que l'on observe dans les quartiers populaires depuis un bon bout de temps. Faute de mesurer cela, il est difficile de comprendre la montée de la délinquance par exemple, tout comme la persistance, voire la montée du racisme. Et il faut

que cela reste toujours présent dans nos raisonnements et que l'on n'oublie pas, non plus, de rattacher toutes ces attaques à la crise générale du capitalisme.

Mais, cette année, nous avons voulu faire un texte court, ramassé. Parce que nous ne voulons pas noyer les conséquences des crises et des guerres, et les dangers supplémentaires qu'elles font planer sur nos têtes, en développant sur les faits et gestes d'un gouvernement français qui est, pour le camp impérialiste occidental, la cinquième roue du carrosse.

Le gouvernement tape sur les travailleurs, mais il n'a guère de pouvoir sur l'évolution de la crise économique ou de la politique mondiale. Et tous ceux, comme Mélenchon ou Le Pen, qui prétendent pouvoir agir, l'un sur la crise et les inégalités, l'autre sur l'immigration, n'auront en réalité pas plus de prise. Le pouvoir est aux mains de la grande bourgeoisie qui domine au travers d'un système gangrené de contradictions, que même les politiciens les plus puissants ne peuvent pas résoudre.

Pour que tous les textes consti-



LP/EF

Aux caisses d'un supermarché hard discount, à Mantes-la-Ville (Yvelines) en mai dernier.

tuent bien un seul et même ensemble, nous avons surtout voulu resituer l'évolution de la vie politique française dans le cadre international en montrant comment l'atmosphère internationale, le nationalisme et les guerres favorisent la droitisisation et accélèrent, comme dans bien d'autres pays, la normalisation de l'extrême droite.

LA MENACE DE L'EXTRÊME DROITE

C'est là-dessus que nous voudrions prolonger le raisonnement. Dans le texte, nous insistons sur la poussée de l'extrême droite et comment les appels à «l'unité nationale» jouent tout à fait dans son sens. Nous affirmons que l'arrivée de Le Pen au pouvoir serait dans la continuité du gouvernement actuel et qu'elle ne pourrait pas être assimilée à l'avènement du fascisme. Tout en ajoutant: «*La situation peut cependant changer brutalement et ceux qui suivent Le Pen pourraient tout aussi vite renouer avec les rêves fascisants du père.*»

Cette dernière idée n'est pas développée. Oui, les choses peuvent basculer très vite. L'apparition d'un mouvement fasciste est tout à fait possible. Et l'activisme actuel de l'extrême droite, de Le Pen, de Zemmour et des groupuscules identitaires et néonazis en témoigne.

Précisons, pour les camarades étrangers qui n'ont pas suivi, qu'il y a eu, samedi dernier, une expédition punitive de 80 à 100 identitaires et néonazis contre un quartier populaire et immigré de Romans-sur-Isère, une petite ville de la Drôme. Armés de battes de baseball et de coup-de-poing américains, et scandant «*Islam hors d'Europe*», ils prétendaient faire justice pour Thomas, un jeune de 16 ans poignardé à mort, une semaine plus tôt, dans un bal de campagne, par des jeunes

dont certains venaient de cette cité. Depuis, il y a eu une série de rassemblements autorisés et non autorisés et des patrouilles de nazillons dans différentes villes qui témoignent d'une activité que l'on n'avait pas vue depuis longtemps. Ces événements nous rappellent qu'il y a les éléments humains pour structurer un mouvement fasciste.

Et ce n'est pas d'aujourd'hui. La droite française a toujours compté des courants monarchistes, antisémites, racistes et nationalistes. Et ils ont montré leur influence et leur poids y compris dans l'armée, au moment de l'affaire Dreyfus. L'Action française, qui existe toujours aujourd'hui, était déjà à la manœuvre. Dans les années 1920 et plus encore dans les années 1930, il y a eu une multiplication de groupes, de ligues et de nébuleuses fascistes comme la Cagoule, les Croix de feu, le Parti populaire français de l'ancien communiste Doriot, les Jeunes patriotes de Taittinger, un grand industriel propriétaire des champagnes Taittinger.

Plus tard, leurs rejets politiques se sont retrouvés dans l'OAS, l'Organisation armée secrète, fondée en 1961, pour défendre l'Algérie française par tous les moyens, y compris le terrorisme, ce qui ne l'empêchait pas d'avoir de nombreux liens avec l'appareil d'État, à commencer dans l'armée et la police. En 1973, il y a eu une vague de meurtres et de violences racistes contre des Maghrébins, perpétrés principalement dans la région de Marseille où l'on estime qu'il y a eu, cette année-là, entre 20 et 50 travailleurs algériens assassinés.

Depuis longtemps, il y a donc des individus capables d'entreprendre des actions provocatrices, violentes et ouvertement racistes. Aujourd'hui, d'après les spécialistes, cette mouvance, qu'ils appellent l'ultradroite, est estimée à 3 000 individus, dont 1 500 seraient fichés S, c'est-à-

dire surveillés par la police. Ils sont éclatés en une multitude de groupes, qui changent de nom au gré des interdictions et des dissolutions. À leur tableau de chasse, il y a des manifestations contre les centres de demandeurs d'asile; des patrouilles contre les migrants à la frontière franco-italienne; de multiples provocations et bagarres contre des supporters maghrébins; des attaques de locaux anarchistes ou de gauche; des dispersions de rassemblements comme il y a quinze jours, à Lyon où ils ont attaqué une réunion pro-Palestine.

L'expédition punitive tentée à Romans-sur-Isère par 80 néonazis a eu un aspect spectaculaire. Mais elle montre aussi les limites de cette mouvance d'ultradroite, puisque même le milieu ô combien actif des nazillons lyonnais, à 100 km, n'a pas réussi à monter seul l'opération. Il a fallu que des individus viennent de Besançon, de Nantes, de Paris, de Montpellier... Et leur parade, visiblement mal préparée, a tourné à l'humiliation pour certains et a fini, pour six autres, en prison. Mais notons, au passage, qu'ils avaient quand même réussi à récupérer la liste, les noms et les adresses des jeunes inculpés pour le meurtre de Thomas, ce qui montre les connexions qu'ils peuvent avoir dans la police ou la justice. Pour l'instant, il y a donc les cadres pour un futur mouvement fascisant, il leur manque les troupes.

La poussée électorale de l'extrême droite, qui a été continue ces dernières années, n'a pas, jusqu'ici, permis à ces groupuscules de recruter largement. Cela ne nous étonne pas, parce que nous avons toujours souligné la différence qu'il y a entre voter contre les immigrés et se mobiliser et agir contre les immigrés, c'est-à-dire être prêt à cogner... et, ce qui n'est pas accessoire, prendre des coups et se retrouver quelques mois en taule.



À Romans-sur-Isère, plusieurs milliers de personnes ont participé en silence à une marche blanche se voulant apolitique, le 22 novembre, quatre jours après la mort de Thomas.



À la nuit tombée, avec des fumigènes, cagoulés, équipés pour cogner, scandant des slogans racistes, des apprentis fascistes ont voulu envahir le quartier de la Monnaie, à Romans, samedi 25 novembre.



Grévistes de l'usine Charles Jourdan de Romans, en 1973, à l'époque où la chaussure était l'activité principale de cette ville ouvrière.

Pouvoir voter contre les immigrés peut même, dans une certaine mesure, servir d'exutoire à la haine raciste. Et c'est en partie le rôle que jouent Le Pen et, dans une moindre mesure, Zemmour. Mais cela peut changer. Ces mêmes groupuscules peuvent grossir et se structurer. En tout cas, il y a le climat politique pour ça.

La banalisation des idées racistes ou anti-immigrés dans le débat politique n'est pas anodine. Être politiquement correct aujourd'hui c'est affirmer « oui, il y a un problème avec l'immigration ». C'est dire que « oui, le terrorisme vient des musulmans ». Ce qui devient sulfureux c'est de revendiquer l'ouverture des frontières et la régularisation de tous les sans-papiers !

Pour revenir au drame de Crépol, on ne peut qu'être frappé par la facilité avec laquelle la droite, l'extrême droite, et aussi le gouvernement ont récupéré ce qui ressemble de plus en plus à une banale embrouille de bal qui a dégénéré, pour développer leurs thèses racistes et créer un climat de guerre civile opposant la banlieue arabe à la campagne blanche.

Cette omniprésence des thèses d'extrême droite fait pression sur toute la société, cela apporte de l'eau au moulin des racistes et fait sans doute basculer un certain nombre de personnes dans leur camp anti-immigrés. Toute la question est de savoir combien parmi elles se réjouissent de l'action des apprentis fachos ? Et parmi celles qui s'en réjouissent, y en a-t-il qui sont prêtes à les rejoindre ?

Les troupes potentielles existent. D'abord du côté de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie où recrutent historiquement la droite et l'extrême droite. Ces catégories sociales, qui vivent loin des quartiers populaires, sont promptes à fantasmer sur l'ensauvagement de ces quartiers immigrés. En tout

cas bien plus que les femmes et les hommes qui y vivent.

Mais la classe ouvrière n'est pas vaccinée, à commencer par celle de la campagne. Il faut se souvenir que parmi tous ceux qui se sont mobilisés dans le cadre du mouvement des Gilets jaunes, une fraction n'était pas gênée d'afficher son racisme et le rejet des migrants. Et il y a toute une frange de femmes et d'hommes précarisés et marginalisés par la crise, aveuglés par la rage, qui cherchent des boucs émissaires : on en rencontre un certain nombre en prospection. Et puis il y a encore une fois tout le climat nationaliste, guerrier et violent dans lequel nous sommes plongés depuis la guerre en Ukraine, avec des gens qui s'engagent pour la guerre et que les va-t-en-guerre nous présentent comme des héros.

Alors, il y a la stratégie de Le Pen qui est électoraliste, et il y a ceux qu'elle influence et qui peuvent la déborder sur sa droite. Surtout que Zemmour ne se gêne pas, lui, pour jouer avec le feu. À l'élection présidentielle, il a quand même fait 7% des voix, c'est-à-dire 2,5 millions de voix, sur sa théorie du grand remplacement. Son parti, Reconquête, lancé grâce à de grands donateurs issus de la bourgeoisie, revendiquait, début 2023, 100 000 adhérents. Et contrairement à Le Pen qui condamne les actions de l'ultradroite, Zemmour, lui, refuse de le faire. *«Le danger n'est pas ceux qui veulent défendre l'identité française, c'est la racaille arabo-musulmane»*, a-t-il déclaré. Les plus enragés, ceux qui sont lassés de l'eau tiède servie par Le Pen, auront la bénédiction de Zemmour pour passer à l'action directe. Est-ce que ce

dernier se réserve une carrière de chef fasciste ? Ce n'est pas à exclure, mais si un mouvement fasciste finit par se structurer, on verra de toute façon apparaître des candidats pour ce rôle, Zemmour ou un autre.

Face à cette menace autoritaire et fasciste, que proposent les dirigeants de gauche ? Ils en appellent au respect des institutions et de la République ! Interrogé sur les actions des groupuscules identitaires, tout ce que Roussel, le dirigeant du PCF, a trouvé à dire, c'est qu'il fallait s'en remettre aux institutions républicaines, à la police et à la justice. Exactement ce que nous explique Darmanin, le ministre de l'Intérieur, qui se pose en garant des institutions, lesquelles, nous dit-il, mènent une lutte implacable contre l'ultradroite. Darmanin peut d'ailleurs se prévaloir du fait que six apprentis fascistes ont été condamnés à des peines de prison de six à dix mois ferme et qu'il prévoit de dissoudre trois de ces groupes. Roussel finira peut-être par le remercier !

Quant à Mélenchon, comme il n'a absolument pas pour perspective de s'en remettre aux luttes de la classe ouvrière, il finit toujours par retomber sur les mêmes niaiseries républicaines et les appels à l'union populaire !

Comme le dit Trotsky dans le *Programme de transition* : *«Les réformistes inculquent systématiquement aux ouvriers l'idée que la sacro-sainte démocratie est assurée au mieux lorsque la bourgeoisie est armée jusqu'aux dents et les ouvriers désarmés.»* Et Trotsky poursuit en proposant des méthodes prolétariennes de combat dont on n'a pas fini de pouvoir s'inspirer :

«Le devoir de la IV^e Internationale est d'en finir, une fois pour toutes, avec cette politique servile. Les démocrates petits bourgeois – y compris les sociaux-démocrates, les staliniens et les anarchistes – poussent des cris d'autant plus forts sur la lutte contre le fascisme qu'ils capitulent plus lâchement devant lui en fait.»

Aux bandes du fascisme, seuls peuvent s'opposer avec succès des détachements ouvriers armés qui sentent derrière leur dos le soutien de dizaines de millions de travailleurs.»

La lutte contre le fascisme commence, non pas dans la rédaction d'une feuille libérale, mais dans l'usine, et finit dans la rue. Les jaunes et les gendarmes privés dans les usines sont les cellules fondamentales de l'armée du fascisme.»

Les PIQUETS DE GRÈVE sont les cellules fondamentales de l'armée du prolétariat. C'est de là qu'il faut partir. À l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de DÉTACHEMENTS OUVRIERS D'AUTODÉFENSE. Il faut inscrire ce mot d'ordre dans le programme de l'aile révolutionnaire des syndicats. Il faut former pratiquement des détachements d'autodéfense partout où c'est possible, à commencer par les organisations de jeunes, et les entraîner au maniement des armes.»

Bien sûr, chaque circonstance est différente, mais l'idée que seul le mouvement ouvrier, organisé et combattant, peut écraser le fascisme, est fondamentale. Et cela fait aussi partie des situations et des tâches qu'il nous faut anticiper.

Sur la situation internationale

L'essentiel de ce programme marxiste révolutionnaire ne vient pas de nous. Nous l'avons reçu en héritage de l'expérience

du courant communiste révolutionnaire du mouvement ouvrier, tel que compris, formulé, par Marx et Engels en premier,

mais également par un grand nombre de militants dont nous revendiquons l'héritage : Lénine, Rosa Luxemburg, Trotsky,

pour ne parler que des principaux. Mais aussi de militants comme Kautsky, Plekhanov et d'autres qui, à une certaine période, ont incarné la continuité du marxisme, avant de cesser de le faire.

Au cours d'une discussion avec les dirigeants du SWP, Trotsky ajoutait: «*On peut dire que nous n'avions pas de programme jusqu'à ce jour. Pourtant nous avons agi. Mais ce programme a été formulé en différents articles, différentes motions, etc. En ce sens, le projet de programme ne présage pas d'une nouvelle invention, ce n'est pas l'écrit d'un seul homme. C'est la somme du travail collectif jusqu'à aujourd'hui. Mais une telle somme est absolument nécessaire pour donner aux camarades une idée de la situation, une compréhension commune.*» (Discussion sur le *Programme de transition*, 7 juin 1938).

Cette «*compréhension commune des événements et des tâches*» est indispensable pour maintenir la cohésion de notre organisation sur le terrain du prolétariat et sur la base du marxisme.

Dans le marxisme dont nous nous revendiquons, il y a évidemment aussi l'apport de Lénine, c'est-à-dire le bolchevisme et toute l'expérience de la première révolution prolétarienne victorieuse, et également de Trotsky qui nous a donné les clés pour comprendre notamment la dégénérescence du premier État ouvrier et l'émergence d'une bureaucratie – que Marx ne pouvait évidemment pas prévoir. Ni Marx, ni Lénine, ni Trotsky ne sont plus là pour nous tenir la main.

Il n'a pas fallu longtemps après la mort de Trotsky, et en réalité même avant, pour se rendre compte que tout en se revendiquant de Trotsky et du *Programme de transition*, certains pouvaient adopter des positions qui n'avaient plus rien à voir avec l'idée fondamentale

de représenter les intérêts politiques du prolétariat. Aux écrits de la littérature marxiste, il faut ajouter nos propres positions et la cohérence de ces positions à travers le temps.

Les congrès, les textes d'orientation rédigés à ces occasions et l'élection de la direction forment un tout. De toutes les organisations trotskystes, nous sommes la seule dont le congrès est annuel. C'est sur la base de ces textes d'orientation que nous élisons notre direction. Durant plusieurs années, notre organisation a eu une fraction dont l'existence, en devenant durable, posait de tout autres problèmes, politiques, matériels, etc. Cette fraction proposait ses propres textes d'orientation. Ce n'est plus le cas depuis plusieurs années. Notre organisation se retrouve dans un seul et même ensemble de textes d'orientation politique.

Tout en autorisant la discussion politique en dehors des périodes de congrès – contrairement à la plupart des principales organisations d'extrême gauche plus ou moins trotskystes –, nous ne considérons pas que l'existence de tendances A, B, C, D, etc., soit en soi une richesse pour une organisation, quand derrière les différentes lettres, il n'y a pas une différence politique réelle. Nous rédigeons et éditons ces textes de congrès depuis plus de 50 ans. Au-delà de la cohésion de notre organisation en un moment donné, on peut y vérifier la cohérence de ses positions politiques dans la durée.

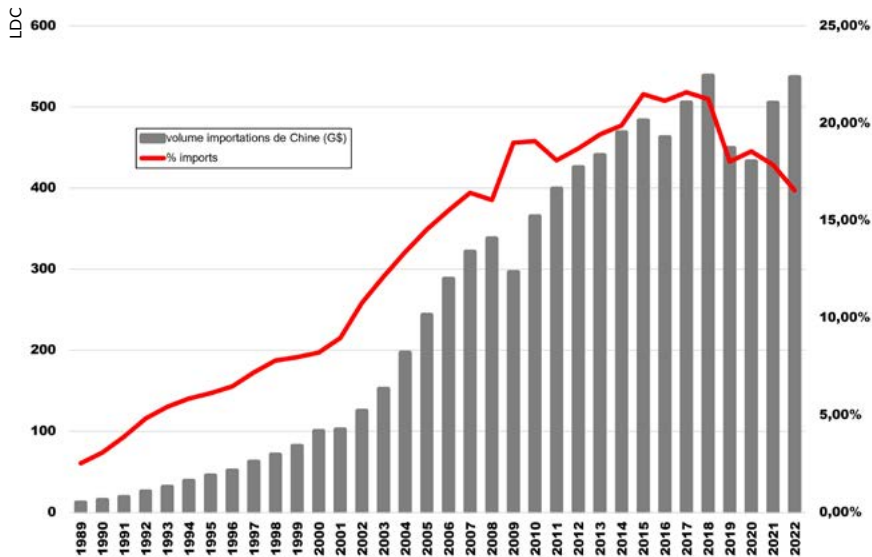
Par exemple, dans un premier texte d'orientation, en 1971, nous avons à combattre la position de ceux qui considéraient le régime de Mao comme communiste et, dans le mouvement trotskyste, l'État chinois comme un État ouvrier déformé (voire à peine déformé, relativement à l'URSS de Khrouchtchev). Nous nous sommes toujours refusés

à parler d'État ouvrier, quel que soit l'adjectif qu'on y colle – dégénéré, déformé, etc. – pour des États qui ne sont pas issus d'une révolution prolétarienne. Ni la Chine, ni le Vietnam, ni les Démocraties populaires, ni Zanzibar... Revenons sur deux points qui ont été discutés dans les assemblées locales.

LA CHINE EST-ELLE IMPÉRIALISTE ?

Ce premier point est venu en discussion, d'une manière ou d'une autre, dans toutes les assemblées locales. Les interrogations sur la Chine ont surgi du texte consacré à l'Afrique. Des camarades s'interrogent sur les raisons de la présence de ce pays en Afrique: la bourgeoisie chinoise est-elle en train d'y prendre des parts de marché aux bourgeoisies américaine et française? Cette question en a entraîné une autre: est-on certain que la Chine est en concurrence avec l'impérialisme américain pour fabriquer des vêtements très bon marché destinés à la population de l'Afrique? Les grands groupes d'un pays impérialiste comme les États-Unis ne sont en réalité pas du tout intéressés par ce marché-là et le cèdent volontiers à «l'atelier du monde» qu'est devenue la Chine.

L'industrie du textile de Haïti, par exemple, ne concurrence pas l'industrie américaine! Il s'agit dans la plupart des cas de capitaux américains investis dans des usines en Haïti, dont la production repart vers les États-Unis pour être vendue dans les grandes chaînes commerciales américaines de type Wal-Mart. Il en va de même à une échelle autrement plus grande avec la Chine. Ce n'est pas la bourgeoisie chinoise qui pique des parts de marché aux bourgeoisies américaine et française. C'est la bourgeoisie impérialiste, américaine au premier chef, qui s'enrichit, entre autres, de ce



Les importations chinoises aux États-Unis, en volume et en part des importations (source OCDE).

La Chine est payée en dollars, créés au bon vouloir de l'État américain.

que la Chine produit pour elle, sous forme de produits finis ou de composants de productions diverses.

En parlant d'impérialisme, de quoi discute-t-on ? Au niveau général, c'est le monde capitaliste, c'est-à-dire notre monde, qui est devenu dans son ensemble impérialiste. Tous les États du monde, dont l'ex-URSS, Russie comprise, font partie du monde impérialiste.

Pour le caractériser en une seule expression : l'impérialisme, c'est le capitalisme des monopoles. Et une des conséquences les plus importantes de l'analyse marxiste de l'évolution du capitalisme, c'est le fait que le capitalisme de libre concurrence, du fait même de la concurrence, a engendré son contraire. Deux tendances profondes, la concentration des entreprises et la mondialisation sont les éléments dominants du développement capitaliste. Ce sont les mêmes lois du développement capitaliste qui, sous la propriété privée des moyens de production et le morcellement de la planète en États nationaux, engendrent l'impérialisme. Et c'est la même évolution qui engendre les fondements de ce que pourrait être la société socialiste ou communiste, c'est-à-dire l'économie organisée et plani-

fiée à l'échelle internationale. Cette évolution par laquelle le capitalisme de libre concurrence a engendré son contraire ne s'est pas faite de façon linéaire, au même rythme dans toutes les régions du monde. C'est ce « développement inégal » qui a dessiné au début un écart entre futurs pays impérialistes en train de le devenir et pays sous-développés et, à partir d'un certain moment, c'est le développement des uns qui a engendré un sous-développement des autres et a figé cette situation.

Eh bien, l'évolution ne s'est pas passée du tout de cette manière pour la Chine. Ce n'est pas à partir de la bourgeoisie compradore du temps de Tchang Kaï-chek que l'économie s'est développée sur une base capitaliste. C'est contre cette bourgeoisie compradore, contre les seigneurs de guerre, contre Tchang Kaï-chek que Mao a pris le pouvoir. En s'appuyant sur ce soulèvement paysan, il a pu construire un appareil d'État qui a été d'abord assez puissant pour résister à la pression impérialiste, jusques et y compris dans la guerre (c'était l'époque de la guerre de Corée...). Puis, en utilisant les moyens étatiques, l'État chinois de Mao a développé l'économie sur une base

capitaliste.

En d'autres termes, la centralisation, le monopole, aux États-Unis, en France, etc., résultaient de l'évolution organique du capitalisme lui-même, en quelque sorte à la base, entouré de tout un tissu industriel ; où les sommets de la bourgeoisie reposaient sur une vaste bourgeoisie petite, moyenne, grande, toutes subordonnées au capital financier. En Chine, en revanche, la concentration n'a pas été le résultat d'un processus interne du développement du capitalisme mais une réaction d'autodéfense face à ce dernier. La concentration de l'économie chinoise n'a été possible que parce que, dans l'intérêt même du développement futur de la Chine pendant nombre d'années, l'État chinois s'est passé de la concurrence entre capitalistes individuels.

La Chine a réussi à se développer pour une multitude de raisons, parmi lesquelles on peut citer sa taille, sa population, sa richesse minière, mais avant tout, la mobilisation révolutionnaire de la paysannerie derrière une politique nationaliste qui a permis à la Chine de construire un appareil d'État puissant. Cela l'a rendue capable dans un premier temps de résister à la mainmise politique de l'impérialisme – à comparer avec la Chine d'entre les deux guerres mondiales. Et par la suite, cela a permis, en s'appuyant sur un appareil d'État puissant, de réaliser, par le biais de l'étatisme, une percée économique qui n'était pas à sa portée sous la domination de la bourgeoisie compradore de l'époque de Tchang Kaï-chek.

Il s'agit de deux évolutions différentes et on préfère garder au mot « impérialisme » et surtout aux mots « puissances impérialistes » leur signification marxiste.

Certains se demandent aussi : « Si c'est par un cheminement original, la Chine ne peut-elle pas finir pas engendrer un im-

périalisme ? » Peut-être. Mais nous ne sommes pas des historiens par anticipation du développement futur de la Chine, ni auteurs de politique-fiction. La Chine est sans doute le pays où le prolétariat est le plus puissant numériquement. Si, pendant les décennies à venir, ce prolétariat ne s'éveille pas à la conscience politique, à la conscience de sa tâche révolutionnaire, ce n'est pas seulement la nature impérialiste de la Chine qui sera posée par l'histoire, mais bien autre chose.

LES TÂCHES DES RÉVOLUTIONNAIRES FACE À LA GUERRE

Une discussion a porté sur un autre passage du texte *Pour mettre fin au chaos capitaliste...* : « *Si notre classe, ayant été dans l'incapacité d'empêcher la guerre, est mobilisée, nos militants y participeront, comme toute notre classe. Même sous l'uniforme, non seulement nous continuerons à défendre nos idées, les idées de lutte de classe, mais nous aurons à y gagner d'autres militaires, nos compagnons; individuellement et clandestinement tant que cela ne sera pas possible autrement; par contingents entiers lorsque cela deviendra possible par la montée révolutionnaire. Nous aurons à refuser de fuir la guerre et de désertir. Nous ne nous contenterons pas de revendiquer la paix, mais nous devons porter la lutte de classe à l'intérieur de l'armée. "Transformer la guerre de la bourgeoisie en guerre civile", c'est ce programme de Lénine et du Parti bolchevique qui a conduit la classe ouvrière à la conquête du pouvoir.* »

Lorsque, dès le début de la guerre en Ukraine, nous avons mis en lumière la menace d'une généralisation de la guerre, chacun se souvient encore comment on s'est fait qualifier par nos ex-camarades, aujourd'hui dans le NPA bis : « alarmistes »,



Des soldats russes se rallient à la révolution et au drapeau rouge, à Baye, au sud de Reims, en avril 1917, contre leur commandement, lors de la boucherie du Chemin des Dames.

« oiseaux de mauvais augure », « Cassandre », etc. Nous avons écrit cela pour mettre l'accent dans nos interventions et publications sur le fait que le capitalisme, ce n'est pas seulement l'exploitation et tout ce qui en découle, mais c'est aussi la menace permanente de la guerre, la continuation de la concurrence, de la compétition par des moyens militaires. Nous n'avons pas mené une discussion abstraite. Et nous en avons tiré la conclusion pratique de demander aux camarades d'axer leurs discussions autour de cet aspect de l'évolution du capitalisme. Il n'a pas fallu longtemps pour que même la télé et la presse deviennent « alarmistes » et qu'aujourd'hui, de pseudos-spécialistes ou des militaires de haut rang discourent sur la possibilité d'une troisième guerre mondiale...

Nous voulons insister sur l'idée que, même si le prolétariat ne parvient pas à empêcher la guerre, la guerre elle-même n'arrête pas la lutte de classe.

Au contraire, elle l'exacerbe. Et le devoir des révolutionnaires n'est pas de fuir la lutte de classe, précisément lorsqu'elle est particulièrement exacerbée, mais au contraire de la mener.

Nous ne sommes pas des pacifistes. Nous ne sommes pas non plus des anarchistes. Et notre axe d'intervention ne sera ni l'attitude anarchiste, c'est-à-dire individualiste, qui consiste à désertir, ni le pacifisme béat qui réclame la paix aux dirigeants et aux états-majors de l'impérialisme. Mais ce sera de rester avec les nôtres, avec les prolétaires mobilisés pour, comme le résumait Lénine, « transformer la guerre de la bourgeoisie en guerre civile » des classes opprimées contre la bourgeoisie capitaliste. Car on peut spéculer comme on veut sur la façon et le moment où la guerre mettra en mouvement le prolétariat, ce qui est certain, c'est qu'il n'y a pas d'autre moyen d'empêcher la guerre ou d'y mettre définitivement fin que la victoire de la révolution prolétarienne.

En conclusion

SOCIALISME OU BARBARIE

En novembre 2020, nous avons publié dans notre mensuel *Lutte de classe* un article intitulé « Aujourd'hui comme hier, socialisme ou barbarie ». Par la suite, nous avons repris cet article pour le présenter comme un des textes d'orientation soumis au vote de notre 50^e congrès, en décembre 2020.

Eh bien, aujourd'hui, la barbarie, nous sommes en train de nous y enfoncer !

À l'époque, il s'agissait de l'assassinat de Samuel Paty par un jeune fanatisé, mais aussi du foisonnement de courants conspirationnistes aux États-Unis où « *le capitalisme en putréfaction a fait resurgir le Ku Klux Klan et multiplie les courants conspirationnistes, variantes modernes du foisonnement des courants mystiques au Moyen Âge face à la pandémie de peste* ». Nous affirmons : « *Les idées obscurantistes que ces courants reprennent à leur compte ne sont pas une survivance du Moyen Âge. Ce n'est pas le passé qui se saisit du présent, c'est le produit d'une société qui a été capable d'envoyer des hommes sur la Lune mais qui est incapable de dominer sa vie économique et sociale.* »

C'était il y a trois ans, avant que la guerre n'éclate en Ukraine et qu'elle resurgisse entre Israël et les Palestiniens !

Depuis quelques mois, la barbarie se manifeste à une tout autre échelle. Elle se manifeste par des morts ensevelis sous les immeubles bombardés, de Kherson à Gaza. Par le terrorisme à grande échelle de l'État d'Israël, en réplique au terrorisme du Hamas. Par la mise à mort de toute une population qui fuit les bombes, affamée, privée d'eau et de médicaments. La barbarie, c'est de faire sortir les mains levées sous la menace



REUTERS/FADIALWHIDI

Des femmes palestiniennes pleurent leurs enfants tués par des frappes israéliennes, à l'hôpital indonésien, dans le nord de la bande de Gaza, le 18 novembre 2023.

des chars tous les malades du principal hôpital de Gaza transformé en mouvoir.

La barbarie, ce n'est pas seulement la guerre en Ukraine ou au Moyen-Orient, c'est aussi, et depuis bien longtemps, les flots continus de réfugiés d'Afrique qui tentent de traverser la Méditerranée au péril de leur vie, pendant que des députés français, allemands, italiens, bien propres sur eux et bien nourris, discutent d'arguties juridiques pour leur refuser l'entrée en Europe. La barbarie, c'est la route des Balkans hérissée de barbelés, le mur érigé à la frontière du Mexique pour couper la route des États-Unis aux pauvres d'Amérique latine.

La barbarie monte de partout, sous de multiples formes. En Haïti, par la prolifération des gangs. Aux frontières du Soudan, où des dizaines de milliers de réfugiés, fuyant les combats entre chefs militaires, sont parqués dans ce qu'il est difficile d'appeler un camp, tant les populations entassées n'ont aucun abri, des familles entières, adultes et enfants, dorment à même le sol et n'ont comme nourriture que quelques sacs de riz que l'on se dispute, apportés par des organismes de secours...

Et de ces multiples expres-

sions de la barbarie, nous n'avons que des images télévisées, quand nous en avons... Des images filtrées, sélectionnées et chargées de propagande, notamment concernant la guerre au Moyen-Orient, pour nous suggérer l'horreur et la sidération devant le terrorisme du Hamas, mais en même temps glissant sur l'horreur que représentent les bombardements de cette prison à ciel ouvert qu'a toujours été la bande de Gaza, transformée avec l'intervention de l'armée d'Israël en cimetière...

Puis il y a la barbarie au quotidien, même ici, dans ce pays impérialiste riche, privilégié par rapport au reste de la planète, prétendument civilisé, une barbarie qui pour le moment se cantonne à la rhétorique nauséabonde, aux slogans, au durcissement politique dès qu'il s'agit des plus pauvres.

Pour ne parler que de l'actualité, dont nous abreuve la télévision, écoutez cette infecte discussion sur l'article 3 du projet de loi du gouvernement sur les travailleurs immigrés. Même pas les plus mal lotis, mais ceux qui ont l'infini privilège de se faire exploiter par une partie de la bourgeoisie, celle des secteurs du bâtiment, de la restauration, etc., une bourgeoisie qui est obligée d'admettre qu'elle a un

besoin vital de ces travailleurs pour ses propres affaires.

Eh bien, regardez comment le mécanisme et le formalisme de cette prétendue démocratie parlementaire étaient mobilisés pour faire passer l'importante question de savoir si le texte de la future loi passera d'abord par l'Assemblée puis par le Sénat, ou l'inverse.

Que de palabres, de marchandages, d'éclats de voix entre ces « représentants de la nation » pour une décision dont le contenu se limite à humilier cette petite frange de travailleurs immigrés qui travaille ici depuis des années, qui paie ses impôts et cotise à la Sécurité sociale, et à rendre sa vie plus difficile par des contraintes administratives supplémentaires.

Récemment, le restaurateur Thierry Marx disait à la radio qu'il trouve aberrante toute cette discussion, sans doute pas seulement par sentiment d'humanisme, mais tout simplement parce qu'il sait que son secteur ne peut absolument pas fonctionner sans le travail des cuisiniers, serveurs, plongeurs immigrés. Il y a quelques mois, un reportage dans *Le Monde Magazine* a mis en lumière un prestigieux restaurant sis à côté de l'Assemblée nationale, dans lequel allaient se sustenter de nombreux députés de tous bords, alors qu'une partie du personnel était encore sans papiers...

Et voilà, dans toute sa splendeur, cette « démocratie », dont la défense contre le terrorisme est invoquée par les porte-parole de l'impérialisme pour justifier le bombardement aveugle de Gaza, les bombes à fragmentation fournies à Zelinsky, et tout le reste ! Cette barbarie-là, républicaine ou démocratique, n'est certes pas la barbarie des bombes qui écrasent Gaza ou Kherson en Ukraine, mais elle y mène ! Parce que ce sont ces gens-là qui dirigent le monde, ou plus exactement qui servent

de décorum démocratique au grand capital. Oui, la barbarie, le monde capitaliste nous y enfonce avec les pincettes de la République et de ses « institutions démocratiques » ici, en France. Avec une violence brutale dans d'autres parties du monde. Mais ce n'est qu'un début. La montée du climat guerrier annonce une généralisation de la guerre comme forme de fonctionnement quasi permanente du capitalisme.

Et le pire est que c'est en train d'entrer dans les mœurs. Après le déclenchement de la guerre en Ukraine, il y a eu une petite réaction, une petite inquiétude. Nous l'avons constaté et nous en avons tiré la conclusion qu'il fallait en profiter pour axer nos discussions sur ce que le capitalisme nous réserve et qui n'est pas seulement le report de l'âge de la retraite, ni la seule exploitation.

Comme les gens étaient un peu sensibilisés, cela nous a permis d'avoir un peu plus de discussions et de les pousser un peu plus loin qu'auparavant, notamment dans les caravanes. Mais nous avons constaté aussi que, la conscience collective à peine sensibilisée, l'intérêt est retombé, sans qu'ait été tirée la conclusion que, pour empêcher la guerre, il fallait plus qu'être émus en regardant à la télévision les images de Marioupol, et bien plus tard celles, encore plus

violentes, de Gaza bombardée ! Eh oui, au fond, dans ce pays impérialiste privilégié qu'est la France, même les nôtres ont réagi en leur for intérieur avec des « c'est triste, mais cela ne peut pas nous arriver »...

On a pu avoir le même sentiment à l'occasion de l'attaque du Hamas. Au lendemain de l'incursion du Hamas sur le sol d'Israël, des journaux ont évoqué la sidération en Israël. Mais qu'est-ce qui a donc pu sidérer à ce point-là la population israélienne dans son ensemble ? Il faut croire qu'elle n'a pas réalisé que son État était en train d'écraser la population palestinienne, avec sa complicité. Pourtant les Palestiniens, la population juive les côtoyait tous les jours, non seulement ceux qui vivent en Cisjordanie, mais aussi ceux de Gaza, et à plus forte raison ceux qui habitent et vivent en Israël même. Israël se croyait tellement supérieur, tellement invulnérable car protégé par la coalition de toutes les puissances impérialistes, à commencer par les États-Unis, qu'il pensait que cela ne pouvait pas arriver ! Eh bien, cela est arrivé. Mais sommes-nous plus à l'abri d'être « sidérés » le jour où la guerre nous frappera ici ?

Si la légende d'une Europe occidentale vivant en paix depuis 1945, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, perdure, combien de généra-



La caravane qui a sillonné la région de Saint-Omer, dans le Pas-de-Calais, l'été dernier.

L'INDÉPENDANT DU PAS-DE-CALAIS

tions, dans combien de pays du tiers-monde, connaissent déjà un état de guerre permanent? Nous avons fait le calcul nous-mêmes, il y a quelques années. En pleine période dite de paix puisque ce n'était pas la guerre mondiale, depuis 1945, le seul Congo Kinshasa, devenu Zaïre, redevenu Congo Kinshasa, a connu autant de morts dues aux conflits armés que, pris ensemble, une bonne partie des pays occidentaux qui avaient été engagés dans la Deuxième Guerre mondiale! La paix elle-même a été pendant longtemps le privilège des pays riches. Les pauvres d'Afrique dans nombre de pays avaient à la fois la pauvreté et la guerre. Et ceux qui nous dirigent font mine de se demander pourquoi les pauvres ne restent pas chez eux au lieu de traverser la Méditerranée, au péril de leur vie!

Il ne s'agit pas seulement de s'interroger sur quelle est la période la plus barbare: celle que Victor Serge désignait dans son livre *S'il est minuit dans le siècle* ou la période qui est en train de s'ouvrir devant nous? Il n'y a que dans le domaine des dégâts

militaires qu'on peut deviner la réponse: la guerre qui est peut-être en train de se généraliser pour devenir une guerre mondiale sera encore plus meurtrière et dépassera de très loin le nombre de victimes, directes et indirectes, de la Première Guerre mondiale (20 millions de morts: 10 millions de soldats et 10 millions de civils) et de la Deuxième Guerre mondiale (de 60 à 90 millions de morts: 20 à 30 millions de soldats et 40 à 60 millions de civils).

Parce que, dans l'intervalle, la science et les techniques ont considérablement progressé en rendant l'armement bien plus efficace, bien plus destructeur ou, pour reprendre leur langage, bien plus compétitif sur le marché mondial des armes.

Au-delà de la responsabilité politique décisive du stalinisme sur laquelle nous allons revenir, la quiétude devant les menaces que représente le maintien de l'ordre bourgeois a une assise sociale. Et cette assise sociale, c'est le poids de la petite bourgeoisie, y compris son intelligentsia, sur l'opinion en général

et sur ce que certains marxistes ont appelé la «fraction la plus embourgeoisée de la classe ouvrière», c'est-à-dire l'aristocratie ouvrière.

En dernier ressort, le stalinisme a repris, bien ripolinés, les poncifs de l'aristocratie ouvrière réformiste. Il ne faut jamais oublier qu'autant les notions d'antagonismes de classe sont des notions essentielles pour comprendre la société, autant les différentes classes ne vivent pas séparées par des murailles de Chine. Et l'aristocratie ouvrière, en refusant la révolution, en se croyant sortie des rangs du prolétariat, copie la mentalité, le comportement, les raisonnements de la petite bourgeoisie qui elle-même en fait autant vis-à-vis de la grande bourgeoisie. Très exactement comme le fait la bureaucratie ex-soviétique...

L'humanité paiera très cher une organisation sociale qui porte en elle, avec l'exploitation, la concurrence, la rivalité économique permanente et les guerres qui en découlent.

Du Manifeste communiste à nos jours

Chacun de nous connaît la première phrase du *Manifeste du Parti communiste*: «*Un spectre hante l'Europe: le spectre du communisme.*»

Le Programme de transition, porteur de la même conviction communiste révolutionnaire que le *Manifeste du Parti communiste*, est d'une tout autre tonalité: «*Les prémisses objectives de la révolution ne sont pas seulement mûres, elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière menace d'être emportée dans une catastrophe.*»

Les deux textes sont à la base de notre programme et, donc, de notre combat.

Si après 175 ans, le *Manifeste du Parti communiste* est encore notre référence fondamentale, c'est que, malgré tous les progrès de l'humanité dans une quantité de domaines, la science, les techniques; malgré son emprise croissante sur son environnement naturel, la société capitaliste n'a pas fondamentalement changé.

Dans un texte écrit en mars 1903, vingt ans après la mort de Marx, Rosa Luxemburg appréciait ainsi l'apport principal de ce dernier au mouvement ouvrier: «*S'il fallait formuler en quelques mots ce que Marx a fait pour le mouvement ouvrier d'aujourd'hui, on pourrait affirmer que Marx a pour ainsi dire découvert la classe ouvrière moderne en tant que catégorie his-*

torique, c'est-à-dire en tant que classe soumise à des conditions d'existence déterminées et dont la place dans l'histoire répond à des lois précises. Avant Marx, il existait sans doute dans les pays capitalistes une masse de travailleurs salariés qui, poussés à la solidarité par la similitude de leurs existences au sein de la société bourgeoise, cherchaient à tâtons une issue à leur situation et parfois un pont vers la terre promise du socialisme. Marx ne les a élevés au rang de classe qu'en les liant à une tâche historique particulière: la tâche de la conquête du pouvoir politique en vue d'une transformation socialiste de la société.» («*Karl Marx*», 14 mars 1903).

Il y a dans ce passage le résumé de ce qu'a été la transfor-

B. BRAQUEHAIS



Communards de 1871 devant le ministère de la Justice, à Paris.

mation du socialisme utopique en socialisme scientifique. Mais il n'y a pas que cela. Il y a, en même temps, la différence fondamentale entre un communiste révolutionnaire et un syndicaliste. Le marxisme, ce n'est pas seulement le parti pris pour la classe ouvrière et encore moins la compassion pour son sort. Le marxisme consiste à voir dans la classe ouvrière, quel que soit son état d'esprit en un moment donné, la classe sociale capable de conquérir le pouvoir politique et, écrit Rosa Luxemburg, « en vue d'une transformation socialiste de la société ».

Marx a fait passer le socialisme de l'utopie à la science en découvrant la dynamique interne du capitalisme. Le capitalisme n'a jamais cessé d'être basé sur l'exploitation et sur l'oppression de la majorité de la société au profit d'une minorité privilégiée. La course au profit a toujours été son moteur, avec toutes ses conséquences : concurrence, anarchie dans la production, gaspillage, rivalités, guerres. Mais, en même temps, pendant sa période montante, il a participé aux progrès de l'humanité, à l'augmentation des forces productives de l'homme,

à l'unification de la planète, à son emprise croissante sur la nature. La concurrence capitaliste a été un moteur formidable du progrès contre d'autres formes antérieures des sociétés de classe. Pour reprendre les expressions du *Manifeste du Parti communiste*, « la bourgeoisie a créé de tout autres merveilles que les pyramides d'Égypte, les aqueducs romains, les cathédrales gothiques... »

Mais le développement du capitalisme a engendré son contraire, les monopoles, l'impérialisme – ce stade ultime et sénile du capitalisme –, qui est devenu il y a plus d'un siècle le principal obstacle au progrès de l'humanité.

Les 140 ans qui nous séparent de la mort de Marx ont largement confirmé également l'incapacité de l'organisation capitaliste de la société à surmonter ses contradictions et à ouvrir une voie qui donnerait raison à ceux qui, à la suite de Bernstein et compagnie, envisageaient la diminution croissante des contradictions capitalistes au profit d'une évolution harmonieuse vers une forme de socialisme.

« AVANT TOUT, LA BOURGEOISIE PRODUIT SES PROPRES FOSSOYEURS »

En développant les forces productives de l'humanité, en tissant des liens entre toutes les régions de la planète, le capitalisme a préparé les matériaux pour réorganiser la société sur d'autres bases que celles de la propriété privée des moyens de production et du morcellement étatique.

Mais l'histoire n'est pas mue par un mécanisme d'horloge. Elle est l'œuvre des classes sociales en chair et en os. C'est seulement sur la base de cette analyse de la société, c'est-à-dire sur la base du marxisme, que peut se reconstituer une force révolutionnaire capable de renverser le capitalisme.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » n'est pas seulement un slogan. L'expression élimine l'idée de tout mécanisme automatique. C'est là où l'expression de Rosa Luxemburg, parlant de la découverte « de la classe ouvrière moderne en tant que catégorie historique », rejoint le *Programme de transition*, en particulier cette idée que Trotsky répète à plusieurs reprises sous des formes différentes : « La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. » Ou : « La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat. »

Ces phrases constituent un constat pour les décennies passées mais, en même temps, résument ce que nous avons à faire. Il n'y a pas à revenir ici sur ces décennies qui ont transformé la révolution prolétarienne victorieuse en Russie en son contraire. C'est-à-dire une des formes les plus démocratiques du pouvoir, celui des conseils ouvriers – les soviets – en une des pires formes de dictature sur la classe ouvrière,

que Trotsky a si souvent comparée au fascisme, tout en les opposant en fonction de leurs bases sociales respectives.

STALINISME ET TROTSKYSME

L'analyse de la dégénérescence bureaucratique fait partie du trotskysme. Il nous oppose à tous ceux qui, de Staline à Mao Zedong en passant par une myriade d'imitateurs de moindre importance, se sont revendiqués de Marx et du marxisme en un moment donné de leur existence politique.

On ne peut pas se poser la question du pourquoi de cette crise de la direction du prolétariat sans évoquer la responsabilité du stalinisme. Pas seulement sa responsabilité directe, immédiate, dans les années 1920-1930, dans l'élimination complète de la direction du parti bolchevique, dont les membres ne sont pas morts de mort naturelle. Pas seulement sa responsabilité dans la chasse à tous ceux qui essayaient de renouer les liens avec le passé révolutionnaire du prolétariat. Pas seulement en introduisant le gangstérisme dans les relations entre les composantes du mouvement ouvrier, les assassinats, la torture, les camps de concentration.

Dans la responsabilité historique du stalinisme, il n'y a pas que cette lutte de classe brutale menée par la bureaucratie usurpatrice contre la classe ouvrière. Il n'y a pas eu seulement les occasions ratées par la classe ouvrière, faute de directions politiques valables, de l'Angleterre et de l'Allemagne à la Chine des années 1920; il n'y a pas eu seulement les révolutions trahies, comme celle en Espagne en 1936. Il n'y a pas eu que les révolutions directement étouffées ou écrasées dans les pays de l'est de l'Europe des années 1950: l'Allemagne de l'Est, la Pologne, la Hongrie. Il y a aussi tous les



Timbre émis en 1975, en l'honneur du dictateur Nguabi, au centre du dessin, fondateur du Parti congolais des travailleurs, parti unique de la République populaire du Congo qui avait adopté le drapeau rouge.

dégâts que le stalinisme a laissés en héritage et qui continuent à pourrir la conscience de classe.

Le stalinisme en tant que tel est mort, comme est mort Staline. Les lois de la biologie suffisent pour expliquer qu'il n'y a plus aucun survivant de cette époque, dont certains étaient exécutants ou complices directs du stalinisme. Plus grand monde ne se réclame aujourd'hui du stalinisme, mais ses conséquences destructrices se prolongent jusqu'à maintenant. C'est le stalinisme qui a brouillé les cartes entre la conscience de classe prolétarienne et ce magma infect que les partis staliniens ont créé, tout en conservant l'étiquette communiste: une sorte de populisme, vaguement teinté d'ouvriérisme et de slogans anti-impérialistes. Ce magma a été propagé par tous les PC sous l'influence de la bureaucratie soviétique, au fur et à mesure de leur évolution vers le stalinisme. Il a été transformé en religion d'État en URSS comme dans les Démocraties populaires; propagé par le pouvoir et tous ses organes; propagé par la radio et, quand le temps en est venu, par la télévision, enseigné dans des facultés sous le nom de marxisme-léninisme.

Au fil du temps et des alliances diplomatiques de la bureaucratie de Moscou avec l'Éthiopie de Mengistu, la Somalie de Siad Barre ou la République populaire du Congo-Brazzaville et bien d'autres, l'étiquette communiste ou assimilée a fini par couvrir des régimes qui, n'ayant

rien à voir avec la révolution d'Octobre, ni avec le prolétariat, n'avaient en commun que leur caractère anti-ouvrier.

Pendant des années, dans la principale avenue de Brazzaville, se côtoyaient les portraits du dictateur de l'époque, Nguabi ou Sassou N'Gouesso, et de Marx, Engels, Lénine, et de Staline en tout cas jusqu'à un certain moment, portraits en bien plus grand nombre que dans les Démocraties populaires pourtant directement dominées par la bureaucratie soviétique!

C'est le stalinisme qui a donné à une multitude de courants nationalistes bourgeois la possibilité de s'abriter derrière l'affichage anti-impérialiste dans un premier temps, avant d'apparaître sous leur véritable identité politique, réactionnaire, voire de plus en plus liée à la religion.

LE RÔLE DU PROLÉTARIAT

Marx a laissé une analyse de la dynamique du capitalisme qui a résisté au temps, comme a résisté au temps, malgré les soubresauts de la lutte des classes qui font l'histoire, le rôle irremplaçable du prolétariat, qu'il avait découvert, selon Rosa Luxemburg.

Sur le plan de l'importance numérique de sa présence partout sur la planète, de par son rôle dans chaque rouage du fonctionnement économique, le prolétariat est infiniment plus fort aujourd'hui qu'il ne l'était au temps de Marx et même bien plus tard, au temps de la révolution russe.

À l'époque de Marx, le prolétariat moderne se limitait aux seuls pays qui avaient déjà connu la révolution industrielle ou qui étaient en train de la vivre, pour l'essentiel ceux d'Europe, ou du moins de sa partie occidentale, et les États-Unis.

Aujourd'hui, le prolétariat est partout car le capitalisme est

partout. Et il n'est pas devenu amorphe, il lutte. Regardez le Bangladesh qui nous rappelle que, si l'industrie du textile a décliné en France, aux États-Unis et dans un certain nombre de pays devenus impérialistes, les usines de Manchester, de Liverpool, etc., se trouvent aujourd'hui à Dacca!

Lorsque Rosa Luxemburg écrit qu'« avant Marx, il existait une masse de travailleurs salariés qui poussaient à la solidarité par la similitude de leurs existences au sein de la société bourgeoise », elle fait le constat que les travailleurs avaient conscience de faire partie d'une même classe. Mais c'est Marx qui « ne les a élevés au rang de classe qu'en les liant à une tâche historique particulière: la tâche de la conquête du pouvoir politique en vue d'une transformation socialiste de la société ».

Eh bien, la différence avec l'époque de Marx et avec celle de Lénine et de Trotsky n'est pas dans les possibilités ni dans la force du prolétariat, mais dans l'incapacité de l'intelligentsia à faire surgir de ses rangs ne serait-ce qu'une minorité d'intellectuels capables de transmettre, c'est-à-dire d'apporter aux travailleurs en lutte les idées de Marx.

« Le pont que Marx a jeté entre le mouvement prolétarien tel qu'il a surgi de manière élémentaire du sol de la société actuelle et le socialisme, écrit encore Rosa Luxemburg dans ce même texte, était donc la lutte de classe pour la prise du pouvoir politique. »

L'INTELLIGENTSIA, LA RÉVOLUTION ET LE STALINISME

L'intelligentsia a toujours été issue de la bourgeoisie. À l'époque montante de cette dernière, l'intelligentsia a été à l'avant-garde des combats de sa classe encore progressiste.



La lecture du Manifeste du 19 février 1861, abolissant le servage.
Peinture de Grigori Miasoïedov, 1873.

Mais une fraction de cette intelligentsia a su aller plus loin, a su rompre avec ses aînées et parentes et pousser le souhait de transformation sociale dont la société était porteuse bien au-delà des limites de la société bourgeoise.

Cette catégorie d'intellectuels était minoritaire, mais elle a apporté aux travailleurs les idées de l'avenir. L'époque de Marx et Engels a été suivie de celle de Guesde, Lafargue et de bien d'autres qui ont joué un rôle majeur dans la transmission du socialisme révolutionnaire dans le prolétariat à l'époque de la II^e Internationale.

Il s'est passé la même chose pour l'intelligentsia russe un peu plus tard, avant même le bolchevisme. Elle a cherché la voie de la transformation politique et sociale du tsarisme en passant par tout un tas d'errements: « l'aller au peuple », l'alphabétisation des paysans pauvres, les différentes formes de populisme, le terrorisme. Mais ce tâtonnement politique, avec ses errements, a fertilisé le terrain sur lequel a poussé le bolchevisme. Cette génération a fait surgir de ses rangs Plekhanov, capable de reconnaître dans le marxisme un outil bien plus efficace que les attentats, et Lénine, capable d'ajouter à l'engagement de la génération antérieure le professionnalisme

qui permettait de l'exprimer en la mettant en position d'aboutir.

C'est toute cette continuité qui a été interrompue par le stalinisme. Et pas seulement interrompue, mais pervertie.

La victoire du stalinisme en URSS est celle d'une contre-révolution qui a engendré la bureaucratie soviétique. Dans la mainmise du stalinisme sur le mouvement ouvrier ailleurs que dans le pays de la révolution prolétarienne vaincue, le rôle de l'intelligentsia a été majeur. Ici, en France, on a des raisons de se souvenir des Aragon, Knapa, Politzer, Roger Garaudy et de centaines d'autres qui se sont mis au service de la bureaucratie et se sont littéralement vendus pour chanter de la façon la plus basse la gloire de Staline, puis celle de ses successeurs. Mais, bien au-delà, combien d'artistes de l'envergure d'un Picasso, de scientifiques comme Joliot-Curie, d'acteurs comme Yves Montand ou Simone Signoret, ont apporté leur soutien et leur crédit au stalinisme, en l'assimilant au communisme ?

Nous ne parlons pas là de cette fraction de l'intelligentsia, la grande majorité, qui n'a jamais quitté le camp de la bourgeoisie et que cette dernière tient par l'argent, par l'ambition, en lui assurant des conditions de vie enviables comparativement à celles du prolétariat. Nous parlons

lons de cette fraction minoritaire qui, tout en prétendant choisir le camp des travailleurs, a surtout aidé le stalinisme à pervertir la conscience de classe politique des travailleurs. Son rôle a été majeur dans l'aide à la bureaucratie stalinienne pour qu'elle puisse se poser en continuité du communisme.

Au lieu d'être un pont entre les idées de Marx et la classe ouvrière, elle a été, directement ou indirectement, un pont entre le mouvement ouvrier et les intérêts de la bureaucratie stalinienne et, par là même, un pont vers le nationalisme bourgeois déguisé en communisme de Mao, Hô Chi Minh, Kim Il-sung et de bien d'autres.

Ces dirigeants nationalistes, qui ont repris l'étiquette communiste tout en abandonnant ses perspectives, ont donné une solution clé en main aux bourgeoisies nationalistes des pays pauvres, pour tromper leurs masses populaires et les encadrer au service de la création d'un État bourgeois capable de résister à la mainmise politique de l'impérialisme.

Une fois que le stalinisme eut accompli son œuvre de démolition de la conscience de classe politique, il céda la place à d'autres forces politiques bien plus ouvertement réactionnaires.

Par exemple, l'écrivain Arthur Koestler (1905-1983) était le prototype d'un représentant de l'intelligentsia juive qui aurait pu chercher à être le pont vers les Palestiniens pauvres, opprimés et exploités dans la région. Il fut attiré dès sa jeunesse par le sionisme sans que son choix ait été définitif, mais aussi par le communisme, un communisme perverti par le stalinisme. Koestler avait compris cependant beaucoup de choses qui l'ont amené à rompre avec le stalinisme, comme en témoigne un de ses romans les plus connus, *Le zéro et l'infini* (1945). Il aurait

pu être de ceux qui servent de ponts entre les idées de Marx et le prolétariat aussi bien juif que palestinien. Cependant, une lecture de *La Tour d'Ezra*, roman intéressant, montre comment, tout en comprenant beaucoup de choses en politique, Koestler avait déjà ce mépris envers les paysans, les pauvres palestiniens sans culture, subissant et tolérant l'oppression de leurs féodaux, qui finira par le rendre imperméable à la nécessité de gagner des pauvres palestiniens. Koestler n'est pas seulement un cas d'espèce, mais le prototype social d'une intelligentsia austro-hongroise du même type que celle que la Russie tsariste avait su faire émerger. Il lui manquait la volonté de trouver l'oreille des prolétaires et des pauvres palestiniens, et lui, l'intellectuel avec la culture d'un pays relativement riche et qui faisait partie des élites cultivées d'Europe centrale, a fini par rejoindre le sionisme. Dans la Russie tsariste, existait aussi une tradition de gauche, dont étaient notamment issus le Bund et sa première direction, plutôt social-démocrate; et d'ailleurs l'idée des kibboutz était l'illustration non pas du socialisme dans un seul pays, mais de kolkhozes avec la démocratie en plus sur une seule exploitation agricole.

S'il y a une conclusion sociale à tirer de tout cela, ce n'est certainement pas que le prolétariat a failli en tant que classe porteuse « *d'une tâche historique particulière, la tâche de la conquête du pouvoir politique en vue de la transformation socialiste de la société* ».

C'est l'intelligentsia qui n'a pas su faire émerger en son sein ne serait-ce qu'une petite minorité capable de retrouver les idées de la révolution sociale et surtout de les transmettre à la classe sociale qui est la seule à pouvoir les réaliser.

LES TÂCHES QUI SONT LES NÔTRES

Il ne s'agit pas de déplorer les occasions ratées du passé. Il y a à constater que cette tâche n'a pas été remplie et il faut qu'elle le soit. C'est aux générations à venir, prolétaires et intellectuels, de l'accomplir.

Les 140 ans qui nous séparent de la mort de Karl Marx, c'est long, mais il y a eu à son époque la Commune de Paris et plus tard la révolution russe, et quelques autres qui, même vaincues, ont montré que la classe ouvrière était capable de se battre pour le pouvoir.

Dans l'histoire de la lutte de classe, même les échecs constituent bien souvent un apprentissage pour la suite. La culture politique marxiste n'est pas constituée seulement d'épisodes gagnants, mais aussi d'échecs. Certains, graves au point de ramener en arrière une classe opprimée qui se bat. C'était le cas du fascisme et aussi, sur une autre base sociale, du stalinisme, justement. D'autres, ce sont les désillusions, comme celles qui ont suivi tous les épisodes de Fronts populaires et leurs trahisons.

La bourgeoisie, classe sociale naguère opprimée par les classes féodales, a mis quelque 800 ans pour parvenir au pouvoir, après bien des combats mais aussi bien des échecs!

Et puis, l'histoire est faite par les hommes eux-mêmes, et il n'existe pas d'arbitre suprême qui tient le chronomètre.

Comme tout révolutionnaire, Marx et Engels agissaient comme si la révolution était pour demain. Toute l'œuvre qu'ils ont accomplie pendant et à la suite de la vague révolutionnaire européenne de 1848-1849 montre qu'ils ont anticipé et évidemment souhaité que cette vague révolutionnaire ne s'arrête pas aux limites de la révolution bourgeoise mais

qu'elle devienne permanente (le mot et la conception datent de cette époque) et qu'elle puisse se transformer en révolution prolétarienne.

Bien d'autres que nous, et bien plus grands, ont affirmé que si le prolétariat avait pris le pouvoir au moment où l'impérialisme, c'est-à-dire le pouvoir des monopoles, s'est substitué au capitalisme de libre-échange, l'humanité aurait économisé bien des souffrances, à commencer par celles de la Première et de la Deuxième Guerre mondiale.

La seule conclusion qu'on peut en tirer, c'est que ce qui n'a pas été encore fait doit être fait.

À quoi pouvons-nous nous attendre pour la période à venir ? L'année qui est en train de s'écouler nous a montré avec quelle rapidité le feu guerrier a pu passer de l'Ukraine au Moyen-Orient, sans oublier les multiples flammèches guerrières du Caucase au Soudan. Elle a montré également l'interdépendance des événements et de la crise via les sanctions notamment. Les multiples liens tissés entre les économies des différents pays, qui pourraient, devraient donner à l'humanité une prise formidable pour maîtriser sa vie économique et son organisation sociale, sont au contraire une source de chaos.

L'incendie peut venir de l'économie elle-même, avec des conséquences aussi bien dans les rapports entre nations qu'entre classes. Pour ne citer que cet exemple : la phase actuelle de la crise économique n'est pas passée, ou pas encore, par une crise boursière de l'ampleur de celle du Jeudi noir, le 24 octobre 1929. Pas même par une crise financière comme celle qui a failli, en 2008-2009, emporter le système bancaire mondial... Mais, en la matière, le système financier a laissé tellement de bombes à retardement que toutes les têtes pensantes de la bourgeoisie internationale craignent un

nouveau cataclysme. Comment les différentes classes sociales réagiront-elles à une crise financière brutale, avec une spéculation qui jouera inévitablement un rôle destructeur ?

Derrière les bombes à retardement dans le domaine financier, il y a celles dans le domaine social, les réactions respectives des deux principales classes populaires, la classe ouvrière et la petite bourgeoisie, et leurs rapports respectifs dans une société dominée par la grande bourgeoisie. Arriveront-elles à s'entendre contre leur exploiteur et oppresseur commun, la grande bourgeoisie ? Ou celle-ci parviendra-t-elle à tromper l'une et l'autre par la politique de front populaire ? Ou à dresser la petite bourgeoisie contre la classe ouvrière ? L'évolution de la politique vers la droite et l'extrême droite montre que les éléments humains d'une évolution vers le fascisme sont toujours là. Car le fascisme, ce n'est pas seulement les discours haineux, la démagogie raciste antiarabe ou antisémite. C'est surtout la colère capable de mobiliser la petite bourgeoisie, de la dresser contre la classe ouvrière et de mettre à la disposition de la bourgeoisie l'instrument de répression capable de seconder son appareil d'État officiel.

La seule chose dont on peut être certain, c'est que tous les tampons mis en place pour atténuer les secousses sociales, même – et surtout – dans les pays impérialistes, ne suffiront pas.

La simple durée de la crise, parsemée de conflits armés, aura pour résultat que la bourgeoisie ne fera aucun cadeau aux classes populaires, pas même dans le sens du « en même temps » macroniste. La période qui nous attend redonnera toute l'actualité aux revendications de transition. Dans quel ordre ? Avec quelles priorités ? C'est la lutte de classe elle-même qui nous donnera la réponse. À condition

d'y être attentifs. Notre implantation dans les entreprises est limitée. Même si elle est élargie un peu plus par les caravanes et les activités locales, il faut tirer profit de l'inquiétude, qui pousse un peu plus de monde à chercher des solutions, pour créer des liens plus nombreux.

Nous avons dit à plusieurs reprises depuis deux ou trois ans que c'est le redémarrage de l'inflation qui a redonné brutalité à l'actualité à des revendications comme l'échelle mobile des salaires et l'indexation des salaires sur les prix. Et l'actualité des guerres est déjà en train d'actualiser les chapitres du *Programme de transition* qui portent sur l'expropriation des industries de guerre. Il faut, en revanche, savoir que l'évolution vers la militarisation de tous les régimes s'accélérera inévitablement. Il faut y être prêt.

Et il nous faut recruter, comme nous le disons tous les ans. Survivre, c'est survivre en marxistes, sans abandonner nos idées, sans mettre de l'eau dans notre vin. Les horreurs de la situation font qu'on sent un certain intérêt parmi les jeunes pour la transformation sociale. Il faut les trouver, les gagner. Mais, plus important encore, qu'ils soient d'origine prolétarienne ou intellectuelle, il faut qu'ils deviennent des cadres, capables de transmettre des idées communistes révolutionnaires, donc de les acquérir et de les implanter dans le prolétariat.

Nous aurons, en 2024, les élections européennes. Étant donné la rapidité avec laquelle les événements se succèdent, nous discuterons plus précisément de nos formulations quand nous approcherons des échéances. Quant à notre axe, il sera celui de notre motion proposée : une affirmation de notre identité communiste révolutionnaire. Nous dénoncerons le capitalisme, ses crises, ses guerres et l'impasse dans laquelle le grand capital enferme la société.



Interventions des groupes invités

Nous publions ci-dessous de larges extraits des interventions d'organisations sœurs de Lutte ouvrière, regroupées au sein de l'Union communiste internationaliste. Nos lecteurs peuvent retrouver leurs organes de presse respectifs sur Internet (voir en quatrième de couverture, ou à partir du site de l'Union communiste internationaliste <https://www.union-communiste.org/fr>).

Combat ouvrier (Guadeloupe et Martinique)

Il n'y a eu cette année ni révolte sociale, ni mouvement social ou grèves offensives dans les deux îles de Guadeloupe et Martinique. Il y a bien eu des tempêtes mais pas sociales.

SITUATION SOCIALE

Il existe parmi les travailleurs et la population un mécontentement diffus qui ne s'exprime ni fortement ni collectivement pour l'instant. On peut lister quatre problèmes principaux à l'origine de ce mécontentement :

- 1) l'eau courante, principalement en Guadeloupe,
- 2) la hausse des prix,
- 3) le chlrodécone et le non-lieu prononcé dans cette affaire par le tribunal,
- 4) les dégâts à la suite des tempêtes.

LE PROBLÈME DE L'EAU

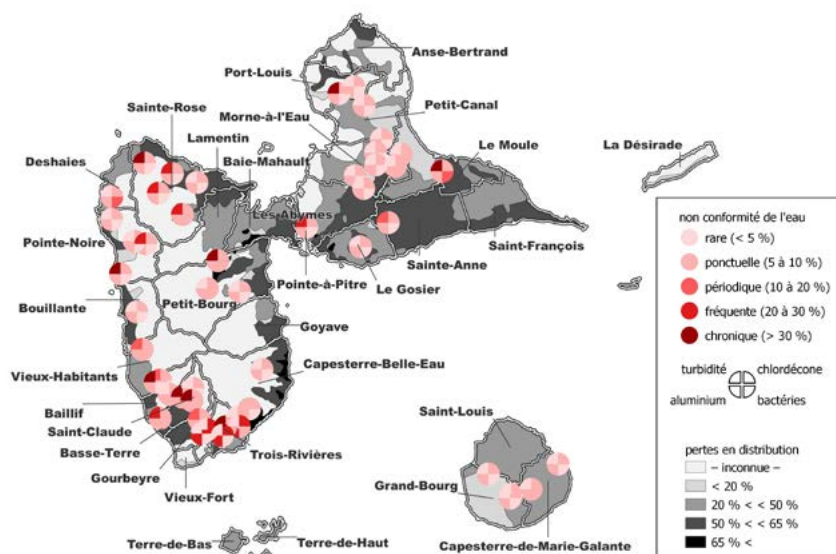
Il y a peu, seules 9 communes sur 32 bénéficiaient – officiellement – d'eau potable. Mais quand l'ARS prit la décision d'avertir la population, l'eau souillée avait déjà été bue par beaucoup de monde. On trouve

dans cette eau du chlrodécone, des matières fécales, du cuivre, des traces de médicaments divers, pour ne citer que ces éléments. Des camarades qui travaillent sur le réseau nous disent que, même quand l'eau est déclarée potable par les officiels, il ne faut pas la boire.

De plus en plus de gens préfèrent ne pas boire l'eau du robinet et achètent de l'eau minérale dans de grandes bouteilles en plastique. Alors ceux-là, si j'ose dire, n'ingèrent que du

plastique. Disons que c'est un moindre mal. Mais cela coûte plus cher.

Sur cette question, le nouveau ministre des Outre-mer, Philippe Vigier, a perdu l'occasion de se taire. Invité sur la chaîne officielle Guadeloupe première, il a répondu à la journaliste : « Vous n'avez qu'à chauffer l'eau à 70 °C et ensuite vous la mettez au frigo. » Lui qui se dit biologiste aurait au moins pu dire de chauffer l'eau à 100 °C, car à cette température on tue beau-



Pollution de l'eau potable en Guadeloupe (chiffres officiels 2020 publiés en 2022).

coup plus de bactéries. Mais est-ce qu'on tue les molécules de chlordécone ou de cuivre? Non. La molécule de chlordécone ne disparaît qu'à plus de 600 °C.

Cette réponse du ministre sur un ton pédant et léger a fortement déplu à la population. Visiblement, il n'avait pas pris la mesure du problème et pensait s'en tirer par une pirouette, face à une population qui attendait des solutions fortes sur ce problème de l'eau. Résultat : une première visite de Vigier ratée en Guadeloupe.

Le problème, c'est que l'ensemble du réseau d'adduction d'eau est pourri. Il y a de nombreuses fuites. La grande majorité des stations d'épuration ne sont pas aux normes et beaucoup sont dans un état de délabrement avancé. Il faudrait refaire entièrement le réseau. Mais, pour ces travaux, il faudrait deux milliards. Alors on fait du provisoire depuis des années en mettant des rustines sur des tuyaux pourris.

C'est une sorte de tonneau des Danaïdes – ces princesses condamnées à remplir un tonneau percé dans la légende grecque. C'est exactement ce qui se fait dans le traitement du réseau d'adduction d'eau.

LA HAUSSE DES PRIX

Elle est de 4% en moyenne sur 2023 et toujours de 28 à 33% plus élevée que sur l'ensemble de la France. Jusqu'à 40% plus élevée pour l'alimentation de base.

Le gouvernement fait mine de s'attaquer à la vie chère aux Antilles. Il a d'abord mis l'accent sur le manque de concurrence dans la grande distribution comme cause de la vie chère. Il a déclaré qu'il serait vigilant sur les abus de position dominante dans un certain nombre de secteurs commerciaux. Mais il ne peut rien contre ce fait, car il se heurterait de front au lobby

béké de la grande distribution, des concessions automobiles et pièces détachées, notamment. Il se heurterait aux groupes GBH (Bernard Hayot) et SAFO (famille Despointes), pour ne citer que ceux-là.

Alors le gouvernement propose de supprimer ou réformer la taxe d'octroi de mer, qui serait responsable de la cherté de la vie aux Antilles. C'est devenu la tarte à la crème que l'État nous ressert régulièrement depuis quelque temps. Qu'est-ce que l'octroi de mer? C'est une très ancienne taxe coloniale qui date de 1670, inventée par Colbert, le Premier ministre de Louis XIV. Elle avait été mise en place sur toutes les importations pour protéger la production intérieure des colonies, donc celle des esclavagistes. Et une partie était reversée aux communes pour leur fonctionnement. Au départ, c'était pour permettre à la colonie d'avoir des ressources publiques. Il est vrai que l'octroi de mer est un impôt indirect, payé par la population. Il constitue le quart et parfois jusqu'à la moitié des ressources des collectivités locales. Le gouvernement envisage de supprimer ou réviser la taxe d'octroi de mer pour réduire la cherté de la vie aux Antilles. Il fait ainsi de l'octroi de mer le grand responsable de la vie chère aux Antilles.

Mais en réalité ce sont les grosses entreprises qui augmentent fortement leurs marges bénéficiaires entre l'Hexagone et les Antilles. C'est surtout de là que vient la cherté de la vie. Les capitalistes prétextent l'éloignement, les taxes, pour en réalité augmenter leurs profits. Mais l'État ne peut rien contre eux. Le véritable décideur n'est pas l'État mais les capitalistes. Cette discussion autour de l'octroi de mer n'est que de l'enfumage. Pour permettre à la population, aux travailleurs, de faire face à l'augmentation des prix, il faut augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux. Il

faut prendre sur les immenses profits des grosses entreprises.

LES CYCLONES ET LEUR INCIDENCE SUR LA POPULATION

Les cyclones, transformés en tempêtes tropicales, ont causé des dégâts sur les ponts et les routes et aussi dans les habitations. Vous connaissez maintenant dans l'Hexagone ce phénomène presque autant que nous. En une année, nous avons eu droit à trois tempêtes tropicales : Fiona, dont nous avons parlé l'an dernier, Philippe et Tammy.

LE PROBLÈME DU CHLORDÉCONE

Les travailleurs de la banane ont exprimé de nouveau leur mécontentement car, si les bananes elles-mêmes, en tant que produit hors sol, ne sont pas contaminées au chlordécone, l'eau avec laquelle les bananes sont nettoyées est contaminée par le chlordécone. Les travailleurs sont donc contaminés par cette eau. Nous avons perdu cette année plusieurs sympathisants de la banane par cancer, dont Marie-Anne Georges, une candidate de Combat ouvrier et sympathisante de CO depuis de nombreuses années. Citer son nom à cette tribune est une manière de lui rendre un hommage militant.

Des manifestations ont eu lieu à Fort-de-France après le non-lieu rendu en janvier dernier. Depuis les rejets de plaintes par le tribunal, d'autres plaintes sont en cours. Les dossiers pour maladie professionnelle existent mais ils sont longs et bureaucratiques, donc peu de travailleurs parviennent à être ainsi indemnisés.

Si les travailleurs de la banane ne se sont pas mobilisés cette année, les patrons de la banane, eux, se sont fait entendre.

Ils ont manifesté à Fort-de-France et se sont fait entendre aussi en Guadeloupe. Les gros et riches planteurs ont entraîné les petits et moyens planteurs derrière eux pour réclamer plus d'aides et subventions. Ils prétendent qu'avec l'interdiction du chlordécone et plus généralement la diminution de l'utilisation des pesticides, ils dépensent plus d'argent pour lutter contre la cercosporiose noire, due au champignon du bananier, qui avait requis l'utilisation du chlordécone. Bref, ils pleurnichent, et l'État sèche leurs larmes comme toujours.

Chaque année ils perçoivent, sur les deux îles, 129 millions de subventions européennes. Et ils sont toujours mécontents lorsque les tempêtes ne couchent pas les bananiers, car d'autres subventions leur échappent.

SUR LE PLAN POLITIQUE

Une volonté se dessine de la part des dirigeants locaux d'aller vers plus d'autonomie, voire vers un statut officiel d'autonomie. Elle est plus forte chez les notables de Martinique que chez les notables de Guadeloupe pour l'instant. Serge Letchimy, président de la collectivité, ne perd pas une occasion de faire savoir au gouvernement qu'il veut plus d'autonomie, voire l'autonomie. Les notables des assemblées locales ont l'œil sur ce qu'il va se passer en Corse et en Nouvelle-Calédonie en termes d'autonomie, promise par Macron, et de modification de la

Constitution, dernièrement.

Un des objectifs de Letchimy et des notables majoritaires à la Collectivité territoriale de Martinique (CTM) serait d'obtenir par exemple la liberté de lever l'impôt ou une partie de celui-ci. Actuellement, Letchimy cherche à rassembler autour d'un projet le plus possible d'organisations, de partis et de syndicats pour un projet d'autonomie. On ne voit pas dans tout cela ce qui pourrait bien être à l'avantage des travailleurs de Martinique. Il s'agit d'une opération de notables en lien avec le gouvernement. Ils tentent encore de créer des illusions parmi les travailleurs et la population. Une illusion d'avoir une vie meilleure lorsqu'eux, les notables locaux, auront un peu plus de pouvoir – disons plutôt ce que Paris voudra bien leur accorder.

En attendant, le président de la CTM ne perd pas une occasion de soigner une image de bon patriote martiniquais. Il a organisé à la CTM un vote pour que le créole devienne langue officielle de la Martinique à côté du français. Cette proposition a été votée à l'unanimité moins une voix¹. Il a fait lever solennellement le drapeau martiniquais et adopter un hymne de la Martinique. Ces petits gestes tentent de faire vibrer la fibre régionaliste ou nationaliste d'une partie de la population. Il soigne aussi son électorat de Fort-de-France et des quartiers pauvres de la ville, dont il est lui-même issu.

Nous devons intervenir et écrire à nouveau sur cette question-là. Nous ne sommes ni indé-

pendantistes, ni autonomistes. Nous sommes d'abord communistes révolutionnaires. Et c'est en tant que tels que nous abordons cette question. Bien sûr, nous ne ferons pas de l'autonomie la panacée à tous les maux des travailleurs et des masses pauvres. Mais nous ne sommes pas non plus anti-autonomistes, dans un pays dont l'histoire fut principalement coloniale. Nous devons remettre en cause le capitalisme et appeler à son renversement. Donc appeler les travailleurs à créer leur propre force politique, leur propre parti, contre les capitalistes et leurs serviteurs politiques, c'est-à-dire tous les notables. Et cela aussi bien sous le statut actuel que sous une future autonomie.

Nous n'allons pas faire campagne pour telle ou telle forme de pouvoir des notables et des capitalistes. Tant que ce sont ces derniers, les capitalistes, qui détiennent toujours le vrai pouvoir en demeurant les maîtres possédants de l'économie, il faudra les combattre. Car l'autonomie sans renversement du capitalisme par les travailleurs ne sera qu'une forme de pouvoir de la bourgeoisie, que ce soit en Martinique, en Guadeloupe, dans d'autres Outre-mer ou en Corse. Nous ne contribuerons pas à semer de nouvelles illusions dans la tête des travailleurs avec l'autonomie.

Alors, oui à l'autonomie des travailleurs et des pauvres, non à l'autonomie des notables et des riches !

The Spark (États-Unis)

LA GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Il s'agit d'un sujet qui préoccupe beaucoup de gens, en tout cas dans les villes où nous

militons. C'est là une grande différence avec ce que nous avons vécu lorsque la guerre en Ukraine a éclaté. Nous avons écrit sur cette guerre dans notre journal et dans les éditoriaux de nos bulletins mais, même

dans notre milieu proche, c'était nous qui devions amener le sujet de l'Ukraine pour avoir un début de discussion. Bien sûr, la gauche s'est saisie de ce sujet à l'époque, avec des slogans similaires à ceux utilisés en France,

1 Cf. « Créole et politique en Martinique et en Guadeloupe », *Lutte de classe* n° 235, novembre 2023.

mettant en avant le droit à l'autodétermination pour l'Ukraine, mais laissant de côté le rôle joué par notre impérialisme.

La guerre au Moyen-Orient touche bien plus de gens. Et les réactions que nous avons entendues étaient souvent très partisanses. Malgré tout, même lors de nos ventes publiques, les gens, nombreux à s'arrêter, étaient souvent ouverts à la discussion. Certains, dans notre milieu, voulaient discuter des raisons pour lesquelles le Moyen-Orient est divisé comme il l'est aujourd'hui et de l'origine de l'État d'Israël. C'est là en effet une histoire qui n'est pas évoquée dans les reportages. Nous avons commencé à entendre des travailleurs noirs qui s'identifient avec l'oppression permanente à laquelle est soumise la population de Gaza. Mais, au-delà, il y eut une réaction très forte lorsque la télé montra les déplacements de Palestiniens du nord au sud de la bande de Gaza, les destructions à grande échelle d'hôpitaux et d'immeubles d'habitation dans Gaza.

Pour ce qui est de l'extrême gauche, le principal slogan du SWP était de « défendre le droit d'Israël à exister », appelant de fait et parfois même ouvertement à ce que les États-Unis accroissent leur soutien. La plupart des autres formations des milieux gauchistes ont fait peu de différence entre les Palestiniens de Gaza et le Hamas, certains ont même salué l'attaque du Hamas comme une victoire du peuple palestinien.

De notre côté, la guerre a permis de discuter du rôle de l'impérialisme américain au Moyen-Orient, y compris en Israël. Et, pour des raisons que nous ignorons, cette guerre semble avoir ouvert les yeux sur les réalités de la guerre à davantage de personnes autour de nous, dont certaines se disaient horrifiées par la guerre et voulaient faire quelque chose.

LA POLITIQUE INTÉRIEURE

La grande affaire du moment est la prochaine élection présidentielle, dans près d'un an. Mais, à moins d'un imprévu, on sait déjà qui seront les candidats des deux grands partis, à savoir Biden et Trump. Trump se sert des quatre procès qu'il a sur le dos pour contre-attaquer, il intensifie son discours démagogique contre le gouvernement de Biden. Pour l'instant, cette stratégie semble fonctionner, elle lui permet de multiplier ses soutiens, du moins selon les sondages. Ceux-ci, pour autant qu'ils aient quelque valeur à près d'un an du scrutin, indiquent que les démocrates ont du souci à se faire. Si les élections avaient lieu aujourd'hui, Biden perdrait contre Trump, avec un écart notable. Dans le Parti démocrate, ça râle et on met ouvertement en cause l'âge de Biden. Mais le grand problème de Biden et des démocrates, c'est la situation économique.

L'économie se porte bien... pour les riches. Pour les autres, c'est l'inverse. Le taux d'activité des hommes en âge de travailler est si bas qu'il rappelle ceux enregistrés à la suite de la crise de 1929. Les femmes sont plus nombreuses à travailler, mais pour les mêmes raisons qui incitent les patrons, y compris des plus grosses entreprises, à embaucher de plus en plus d'enfants. Ils peuvent payer les femmes et les enfants moins que les hommes, pour accomplir le même travail. Parmi ceux qui travaillent dans l'industrie, hommes et femmes confondus, plus de 10% ont un contrat temporaire. Et 20% de l'ensemble des salariés sont soit en intérim, soit à temps partiel.

Biden prétend que l'inflation ralentit. Peut-être, mais pas sur les produits que les travailleurs achètent. On achète moins de choses aujourd'hui avec le salaire d'une semaine que dans les années 1970. Mais ce qui fait

plonger le revenu des travailleurs, c'est la disparition de ce qu'on appelle les « prestations sociales », c'est-à-dire de l'assurance retraite et de l'assurance maladie. Ces prestations sociales font partie du système de sécurité sociale dans les autres pays industrialisés. Aux États-Unis, elles étaient fournies jusqu'ici par les employeurs, et sont en train de disparaître aujourd'hui, sauf pour les hauts cadres et les professions libérales. L'espérance de vie des travailleurs est en recul, et ce depuis 2010. Ce n'est pas un effet statistique. Les États-Unis ont beau être le pays le plus riche du monde, comme leurs dirigeants s'en vantent eux-mêmes, ils présentent les inégalités les plus élevées, et de loin, parmi les pays industrialisés.

Biden est donc considéré comme responsable de la dégradation de la situation de la plupart des travailleurs, même s'il s'est montré sur un piquet de grève organisé par le syndicat de l'automobile. Et, jusqu'à présent, le crédit de Biden est aussi mauvais pour ce qui concerne la question de la guerre, spécialement depuis le début de la guerre au Moyen-Orient. Les gens voient les destructions de masse perpétrées par Israël dans Gaza au journal télévisé du soir, et ils entendent Biden promettre encore plus d'aides financières et d'armes à Israël.

Parmi les travailleurs, le soutien aux démocrates continue à s'effondrer, même parmi les Noirs, qui ont pourtant été leur base électorale la plus solide et fidèle. Un sondage récent a fait apparaître que 22% des électeurs noirs sont prêts à voter Trump, et qu'ils sont même plus de 30% chez les hommes noirs... bien que Trump soit ouvertement raciste.

Le seul sujet qui permette à Biden de marquer des points est le droit à l'avortement. En 2023, un nouveau référendum a été organisé sur ce sujet dans

l'Ohio, où les républicains sont majoritaires, à l'initiative d'organisations de défense des droits des femmes et du droit à l'avortement. Il portait sur l'adoption d'un amendement à la Constitution de l'État afin de protéger le droit à l'avortement, a été fortement soutenu par des associations médicales, et couronné de succès, puisque 57% des électeurs l'ont approuvé. C'est la septième fois que le sujet est soumis à référendum depuis que la Cour suprême a jugé qu'il devait être du ressort de chaque État. Et la septième fois que la population consultée déclare qu'il faut laisser la femme concernée libre de décider. Bien sûr, un amendement à une Constitution ne garantit rien. Mais le résultat de ces scrutins et l'activité militante qui a permis de l'obtenir montrent que la population est profondément attachée à la défense de ce droit.

LA GRÈVE DE L'AUTOMOBILE

Le sujet qui nous a occupés une bonne partie de cette année a été la possibilité d'organiser une grève dans l'automobile, puis la grève elle-même. Depuis le changement en mars à la tête de l'UAW, le syndicat de l'automobile, les nouveaux dirigeants employaient un discours quelque peu radical, qui semblait promettre une grève. En tout état de cause, cette grève nous semble montrer clairement le rôle que les travailleurs de l'automobile jouent dans l'économie et la puissance que ce rôle leur donne.

La grève a été suivie de près par d'autres bataillons de la classe ouvrière. Le fait que les travailleurs de l'automobile ont obtenu satisfaction sur certaines de leurs revendications, même si les médias ont largement exagéré cette victoire, a fait apparaître clairement que, si l'on veut améliorer sa situa-

tion, il faut être prêt à se mettre en grève. La grève dans l'automobile n'a pas été la seule cette année, mais de loin la plus importante. Elle a préoccupé à la fois les médias, les commentateurs économiques et le monde politique. Ceux que l'on appelle les trois grands, c'est-à-dire Ford, General Motors et Stellantis, ne dominent plus l'industrie automobile comme dans les années 1970, époque où ils regroupaient 60% des travailleurs du secteur, et où 80% étaient syndiqués à l'UAW. Aujourd'hui, ces trois constructeurs n'emploient plus que 13% des travailleurs du secteur et l'UAW n'en regroupe que 20%. L'industrie automobile a beau être fragmentée, avec une syndicalisation faible, elle reste un secteur hautement interdépendant, et c'est cela qui a inquiété les médias.

Cette petite concentration de pouvoir syndical allait-elle mettre en branle tout le secteur, et à sa suite le reste de l'économie? Une grève organisée par l'UAW allait-elle attirer à elle des non-syndiqués? Mais la nouvelle direction de l'UAW a montré très clairement, par ses actes, si ce n'est par ses paroles, qu'elle respectait les règles du jeu. La «grève» a duré six semaines. La plupart du temps, les travailleurs en ont été les spectateurs. Il n'y a eu des piquets de grève que dans 9 usines sur les 86 principaux sites des trois grands constructeurs. S'y ajoutent plusieurs dizaines de sites très petits sans activité productive. Mais la production du secteur n'a guère été touchée par la grève. Les médias ont parlé d'une «nouvelle manière de faire grève». Shawn Fain, le nouveau dirigeant de l'UAW, expliquait: «*Nous allons créer de la confusion pour les entreprises. Elles vont se demander en permanence ce qui va arriver ensuite, et cela va booster le pouvoir de nos négociateurs.*» Autrement dit, c'était une grève comme celles que nous avons connues jusqu'à

maintenant.

Les dirigeants syndicaux ont souligné que son succès reposait sur leur intelligence, et non pas sur l'action des travailleurs. Et il était certes impossible pour les travailleurs d'avoir le moindre contrôle sur les actions menées dans un tel cadre. La grève et sa marche ont été décidées par les dirigeants de l'UAW, sans aucune participation des travailleurs. Cette «nouvelle manière de faire grève» était simplement un nouvel habillage de la manière habituelle d'organiser une grève par en haut, sans consulter la base. Mais cette grève a fait apparaître une division nouvelle et plus nette entre grévistes et non-grévistes dans la même entreprise. Elle a été très strictement encadrée dès le début. La nouvelle direction syndicale a même annulé la seule réunion qui existait jusqu'alors, c'est-à-dire un passage des travailleurs grévistes dans les locaux du syndicat pour s'enregistrer comme grévistes la première semaine, puis chaque semaine pour recevoir leurs indemnités de grève.

C'était une chose purement technique, qui s'étalait sur plusieurs heures, mais qui permettait au moins aux travailleurs qui le souhaitaient de se retrouver d'une manière naturelle. Au lieu de cela, les nouveaux bureaucrates syndicaux ont tout réduit à des contacts par Internet. Chaque gréviste recevait les informations sur la grève par courriel, et son indemnité de grève était virée directement sur son compte bancaire.

Une fois par semaine, Fain, le dirigeant de l'UAW, annonçait sur Facebook de manière grandiloquente les sites en grève, s'il y en avait. C'était un peu comme regarder le tirage du Loto. Les travailleurs pouvaient écrire leurs commentaires sur la page Facebook, mais il n'y avait pas de discussion parmi eux et, après la première semaine, les dirigeants syndicaux ont cessé de répondre aux com-

mentaires et questions des travailleurs. L'activité était limitée à six heures de piquet par semaine pour chaque gréviste – et seulement sur les sites effectivement en grève. Cette manière d'organiser la grève conduisait à des regroupements minimes dans des usines gigantesques, et donnait peu de chances aux grévistes de se rencontrer.

Il y a eu un rassemblement à Detroit, d'environ un millier de personnes, mais sans aucun effort pour faire participer davantage de travailleurs. C'était un simple coup de pub organisé en face du Salon de l'auto. Outre Fain, Bernie Sanders et d'autres responsables du Parti démocrate se sont hissés sur la scène. Un autre rassemblement eut lieu à Chicago, avec encore plus d'intervenants du Parti démocrate ainsi que les responsables du syndicat des enseignants de Chicago. Un autre jour, Biden a rejoint un piquet de grève... juste le temps de faire un discours.

Lorsque les accords sur les contrats furent finalement annoncés, les commentateurs étaient proches de l'extase : « Historique ! » ; « Personne ne pensait que Fain pourrait gagner ! » ; etc. Avant même que les travailleurs aient la possibilité de voter sur ces contrats, ils ont été renvoyés au boulot. Cela soulignait encore plus, si besoin était, que leur approbation était

considérée comme une simple formalité. Mais les votes contre les accords ont commencé à affluer de quelques usines importantes. Fain et d'autres bureaucrates de l'UAW ont alors organisé une discussion spéciale sur Facebook pour expliquer qu'on ne peut pas obtenir tout ce qu'on veut... comme si les travailleurs n'en étaient pas conscients ! Un vice-président du syndicat a même laissé entendre que les travailleurs ne comprenaient pas comment les négociations se déroulent. Certes, les travailleurs n'ont pas eu le dernier mot. Mais ceux qui ont dit non aux accords ont terni, un peu, la petite gloire bien artificiellement attribuée à Fain dans les médias. Chez Ford et Stellantis, le non a regroupé plus de 30 % des travailleurs. Mais chez GM, où les travailleurs avaient fait l'expérience d'une grève dans tout le groupe quatre ans plus tôt, le non a failli l'emporter chez ceux travaillant en production. Chose intéressante, le non a obtenu de bons scores notamment sur les sites qui avaient été en grève.

Bien sûr, nous avons essayé, durant les six semaines de la grève, de discuter avec les travailleurs de ce qui se passait et de ce que les gens voulaient. Chez Ford, un camarade a organisé des réunions qui ont regroupé quelques dizaines de

travailleurs pour discuter de la manière de préparer leurs camarades de travail à une grève. Pendant la grève, nous avons organisé quelques personnes sur les sites où nous sommes présents, qui n'étaient pas en grève, pour aller vers les piquets de grève d'autres sites. Les travailleurs qui y sont allés et ceux qui tenaient les piquets ont apprécié de se retrouver ainsi. Nous avons noué quelques nouveaux contacts, et peut-être certains camarades de travail et certains de nos militants comprennent-ils maintenant un peu mieux ce qu'est effectivement la bureaucratie syndicale.

Par ailleurs, une autre grève est en cours à Blue Cross. Une camarade qui y travaille a pu s'y faire la porte-parole des travailleuses qui voulaient simplement savoir pourquoi il y avait grève. Elles ont obligé la direction syndicale à organiser une réunion, et d'autres travailleuses ont gagné l'assurance nécessaire pour poser leurs questions. Au 23 novembre, cette grève durait depuis dix semaines. La plupart des grévistes sont des femmes avec des enfants, qui touchent en général des salaires plus bas que dans l'industrie automobile. À travers tous ces événements, nous avons poursuivi notre travail militant habituel sur les sites où nous sommes présents, et l'activité syndicale de nos camarades qui détiennent un mandat.



Employées grévistes devant les bureaux de la société d'assurance Blue Cross à Detroit, le 13 novembre.

NOTRE PARTICIPATION AUX ÉLECTIONS

Nous travaillons à remplir les conditions légales pour pouvoir nous présenter aux élections de l'année prochaine.

À Baltimore, où le total des voix que nous avons obtenues aux précédents scrutins est en dessous du niveau requis pour nous présenter, nous avons commencé à collecter des signatures pour réenregistrer le Working Class Party.

Ces collectes de signatures, qui concernent aussi Chicago et la Californie, ne sont pas du temps perdu. Elles nous ont permis de discuter avec des gens que nous n'aurions jamais rencontrés autrement.

Dans le Michigan, nous venons d'organiser un congrès du Working Class Party de cet

État². Nous avons notamment décidé de présenter des candidats l'année prochaine. Mais les principales interventions lors de ce congrès ont porté sur deux sujets : d'abord, les leçons à tirer des grèves dans l'automobile et à Blue Cross pour les luttes à venir de la classe ouvrière ; et ensuite, les changements dans la

situation internationale, désormais caractérisée par la guerre, qui ont une influence nouvelle sur nos activités.

Discuter ces questions dès maintenant nous permet de préparer notre milieu à une campagne qui devrait être quelque peu différente l'année prochaine.

Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR, Haïti)

DANS LA BARBARIE DES GANGS

En Haïti, l'actualité est toujours dominée par l'emprise chaque jour plus grande des gangs armés sur le pays, par les démêlés des classes riches et de leurs alliés internationaux pour desserrer de leur cou l'étau de ces bandes, par les pourparlers interminables et ridicules à propos d'une intervention militaire étrangère et par les répercussions de cette situation catastrophique sur les conditions de vie de la classe ouvrière, des masses populaires et sur le pays en général.

Il y a toujours un gouvernement officiel mis en place et soutenu par les ambassades occidentales depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse en juillet 2021 dans sa résidence officielle. Il y a une police, un embryon d'armée depuis cinq ans et même un groupe de paramilitaires : le BSAP (Brigade de sécurité des aires protégées). Avec un personnel réduit, les missions diplomatiques internationales assurent une présence symbolique. La classe politique est également présente. Mais tout ce beau monde est réduit au rang de faire-valoir par les bandes armées qui s'imposent comme les véritables maîtres des lieux.

Les politiciens en place se contentent de se remplir les poches, tandis que ceux qui sont dans l'opposition fomentent des

plans pour prendre la place. Tout cela pendant que les masses populaires boivent le calice jusqu'à la lie, pendant que le pays s'effondre.

De leur côté, tous les grands commerçants, les chefs d'entreprise, les banquiers et les compagnies s'accrochent à payer une rançon. C'est leur monde. Dans la boue, dans la crasse, au milieu des cadavres, des tonnes d'immondices puantes, ils continuent, sans honte, de dégager de ce marasme les dividendes de leurs activités économiques, assez pour partager avec les chefs de gang ! Cela n'exclut pas évidemment la faillite de certains d'entre eux, incapables d'y faire face.

Mais ce qui dérange la classe bourgeoise, ce n'est pas tant la situation catastrophique du pays, la détérioration des droits de l'homme, la faim, le chômage, les viols d'enfants, ni même la violence des gangs armés contre les classes populaires ; ce n'est pas non plus que des organisations internationales, comme l'ONU, l'OEA, ne cessent de dénoncer toutes ces atrocités dans leurs rapports ; c'est surtout de s'être laissé déborder par les gangs criminels.

Les principaux chefs de gang qui évoluent dans l'aire métropolitaine étaient hier les bras armés de la bourgeoisie. Ils intervenaient, pour le compte des patrons, sur la zone industrielle

pour briser les os des travailleurs qui manifestaient contre les mauvaises conditions de travail.

Ils intervenaient, pour le compte des politiciens, dans les rues, pour réprimer féroce-ment les étudiants, les masses populaires qui exigeaient de meilleures conditions de vie. Mais aujourd'hui, ces criminels prennent leurs distances avec leurs maîtres et évoluent pour leur propre compte.

Quatre-vingts pour cent de la commune de Port-au-Prince, qui compte environ 4 millions d'habitants, sont sous l'influence de ces gangs armés. Ceux-ci sont en mesure de mener des opérations loin de leurs bases. Ils occupent tous les grands axes routiers, y établissent des points de péage. Ils sont en train de prendre le contrôle des mers : à bord de leurs chaloupes, de leurs bateaux, tout en se livrant au commerce des armes, de la drogue, ils interceptent les petits voiliers qui assuraient jusqu'ici la liaison entre certaines communes côtières. Ils ont aussi des drones qui surveillent leur environnement immédiat.

Ironont-ils jusqu'à occuper officiellement et physiquement le pouvoir ? C'est plus une question tactique qu'autre chose, tant ils dominent la situation. Des centaines de groupes armés dénombrés, peut-être quatre à six groupes émergent, mais se font régulièrement la guerre.

2 Les vidéos des interventions présentées lors de ce congrès sont visibles sur le site <http://www.workingclassfight.com>.

Ce sont tous des crapules, qui tuent des enfants, des vieillards, des femmes enceintes, mettent le feu aux maisons des plus pauvres. Celui qui semblait révéler une carrure politique, un ancien policier du nom de Barbecue, s'est fait déborder par des groupes encore plus criminels. Mais, entre malfrats, l'idée fait son chemin.

De son côté, la classe ouvrière et les masses populaires continuent d'encaisser des coups. Car les attaques des gangs, des patrons, des grands commerçants, du gouvernement pour s'approprier tout le fruit de l'exploitation de la classe ouvrière et des masses populaires s'accroissent.

La zone industrielle se vide de ses travailleurs. Les usines, les petites et moyennes entreprises ferment leurs portes les unes après les autres, renvoyant leurs ouvriers presque sans un sou. Quelques usines de sous-traitance, qui continuent encore de fonctionner sur la zone, le font avec un effectif réduit. Le salaire minimum, tournant autour de 4 dollars par jour de travail depuis 35 ans, continue de perdre de la valeur; salaires bloqués, inflation élevée, dévaluation de la monnaie locale par rapport au dollar américain sont une calamité sur laquelle se greffent les effets des exactions des bandes criminelles, comme les kidnappings contre rançon, les détournements des camions de marchandises entraînant la hausse vertigineuse des prix, les coûts exorbitants du transport en commun, les guerres opposant différents gangs, etc. Tout cela contribue à l'augmentation de la misère.

De nombreux quartiers populaires se vident de leurs habitants, chassés par les attaques des bandes armées. Le cas de Carrefour-Feuilles (une banlieue de la capitale) est un exemple désastreux: en septembre, près de 200 000 personnes y ont fui leur maison

pour échapper à la fureur des criminels. Il y a eu des dizaines, voire des centaines de morts, car des personnes sont portées disparues. Une fois les habitants partis, les malfrats ont pillé les maisons puis y ont mis le feu.

Depuis trois voire quatre ans, ces attaques criminelles sont régulières, et consistent chaque fois en des massacres, avec leurs lots de morts, des milliers de déplacés, des orphelins, des familles disloquées. On en parle très peu, car la vie de ces pauvres travailleurs, des chômeurs, compte peu, voire pas du tout. Cette désastreuse situation a fait dire à un politicien que la durée de vie dans le pays est de 24 heures renouvelables.

Pour éviter ces attaques meurtrières, les gens se barricadent là où ils peuvent encore le faire: derrière des sacs de sable, derrière de nombreuses barrières mises à l'entrée des quartiers.

Désespérés, de nombreux jeunes n'ont qu'une idée: fuir le pays!

Depuis janvier, 100 000 à 110 000 d'entre eux ont émigré vers les USA via un programme humanitaire du gouvernement américain, et 600 000 demandes sont en attente d'une réponse. Ils fuient également vers le Canada.

Récemment, en délicatesse avec son homologue américain, le gouvernement nicaraguayen a ouvert son pays comme terre de transit aux migrants haïtiens. En quelques semaines, plusieurs dizaines de milliers de jeunes ont fui Haïti vers le Nicaragua, d'où ils espèrent gagner les USA en passant les frontières mexicaines. Le phénomène a eu une telle ampleur que le gouvernement américain a intimé l'ordre au gouvernement haïtien d'arrêter les vols charters depuis son territoire et menacé de poursuivre leurs organisateurs pour trafic d'êtres humains.

DES CAS DE RÉSISTANCE AUX GANGS

En ce qui concerne les luttes des travailleurs et des masses populaires contre la montée en puissance des gangs armés, il y a eu de nombreux « coups de griffe » à l'initiative de la population. Les opérations de protection dénommées opérations Bwa Kale. Mais si toutes ces initiatives ont eu le mérite de valider que seule la mobilisation des masses peut mettre hors d'état de nuire les gangs criminels et le système qui leur donne naissance, toutefois aucune d'entre elles ne s'est étendue dans la durée, aucune d'entre elles n'a touché une large frange des masses populaires. Ces mouvements se sont éteints avant même d'atteindre leur maturité en termes organisationnels et de conscience de classe.

Il faut souligner cependant qu'il y a certains coins où les gangs n'osent pas mettre les pieds pour le moment. Récemment à Mirebalais, une commune de 100 000 habitants située à 30 km de Port-au-Prince, la population les a repoussés. Les gangsters ont attaqué cette commune vers 2 heures du matin. Mais ils ont fait face à une population qui s'était préparée. Pris de court, ils ont pris la fuite dans les bois en tirant dans tous les sens. La population les a poursuivis. À court de munitions, certains ont grimpé aux arbres pour s'abriter. Mais on les a alors cueillis comme des pommes.

ET DES RÉSISTANCES OUVRIÈRES

La situation est à peu près semblable du côté de la classe ouvrière. Malgré la morosité de la situation, il y a eu quelques débrayages, quelques remous dans certaines usines.

Il y a deux semaines, alors que les travailleurs s'activaient



Un groupe d'habitants et partisans du mouvement Bwa Kale montent la garde dans le district de Delmas, à Port-au-Prince, en Haïti, le 28 mai 2023.

pour faire sortir le quota d'une des rares journées de travail que le patron leur « offre », en milieu de journée, la direction a fait passer un message annonçant : « L'usine suspend dès aujourd'hui ses activités définitivement. La direction vous informera par téléphone des suites », ajoutait le message. Rien que cela !

Remontés, les ouvriers ont immédiatement arrêté le travail. Il s'en est suivi une demi-journée et une nuit entière de bagarre, au cours de laquelle le patron

et son père ont été gardés dans l'entreprise. Les travailleurs voulaient avoir la garantie de recevoir l'argent des derniers jours de travail, l'argent du congé annuel, la prime de fin d'année, leur préavis et le dédommagement. Pendant plus de 16 heures, les ouvriers ont eu le contrôle de l'usine. Craignant aussi pour leurs salaires, les agents de sécurité ont fait allégeance aux grévistes en leur donnant les clés des barrières et en leur indiquant les endroits

où allaient se cacher le patron et sa bande. Les travailleurs ont reçu l'aide d'un directeur de radio qui a retransmis en direct leur mouvement.

Ils ont ainsi pu tenir tête à la police, avec deux chars blindés et un bataillon de juristes, ainsi qu'aux membres de gangs venus en soutien au patron. Finalement, vers 4 heures du matin, les policiers ont donné l'assaut en brisant une barrière avec un blindé. Des ouvriers se sont couchés par terre pour ralentir leur progression.

Mais, tandis que les travailleurs étaient en pleine bagarre, des responsables syndicaux corrompus se réunissaient dans un autre local avec d'autres responsables de l'usine, dans le dos des travailleurs en lutte. Une commission ouvrière, sorte de comité de grève, a été mise sur pied pendant la soirée pour contrer les manœuvres des syndicats avec le patron. Les ouvriers n'ont pas eu gain de cause, la négociation se poursuit avec les patrons.

Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI, Côte d'Ivoire)

LE BUSINESS DE LA CAN PAYÉ PAR LES CLASSES POPULAIRES

Le gouvernement ivoirien est branché depuis quelques années sur la préparation de la Coupe d'Afrique des nations de football (CAN) qui commence mi-janvier. À Abidjan, les travaux de voirie, de construction de nouvelles voies, d'échangeurs, de ponts, d'hôtels de luxe et autres bâtiments de prestige vont bon train.

Nous n'allons pas parler ici des opérations de « déguerpissement » qui ont déjà commencé bien avant le début des travaux. Des milliers de familles pauvres ont été chassées manu

militari pour laisser la place aux constructions. Ce qui est un peu nouveau c'est que la circulation, déjà difficile en temps ordinaire, est devenue infernale.

Aux heures de pointe, le prix d'un trajet en gbaka ou wôro-wôro (minibus et taxi collectif) est multiplié par deux, voire par trois. De ce fait, des travailleurs y consacrent jusqu'au quart voire au tiers de leur salaire journalier. Il existe pourtant une société de transport public et son prix est plus abordable que celui des gbakas et wôro-wôros, mais le nombre de bus est tellement insuffisant qu'il faut parfois passer des heures à les attendre sans être sûr de trouver une place, tellement c'est bondé.

Conséquence de cette situation, de plus en plus de travailleurs sont contraints de passer les nuits sur leur lieu de travail, pour ne rentrer qu'en fin de semaine. De plus, avec l'inflation sur le foncier et donc aussi sur les loyers, les familles pauvres sont éjectées de plus en plus loin dans la périphérie d'Abidjan, à moins de trouver un endroit dans un bidonville.

Ainsi, un de nos camarades qui travaille dans le bâtiment a trouvé un boulot à une trentaine de kilomètres de chez lui. C'est une distance encore raisonnable, mais le coût du trajet quotidien lui revient à environ 2,5 euros sur un revenu moyen journalier de 11 euros. Cela étant au-dessus de ses moyens,



Le port d'Abidjan en 2021, porte ouverte à la pénétration capitaliste en Afrique.

il passe ses nuits sur le chantier.

RICHESSE ET PAUVRETÉ

Du côté des riches, c'est la belle vie ! Le centre d'Abidjan prend de plus en plus l'allure d'une belle ville, avec ses grands axes fleuris, ses buildings luxueux, ses centres commerciaux, ses restaurants, galeries marchandes, souvent les mêmes qu'en France et parfois plus luxueux dans certains endroits. C'est qu'il existe dans ce pays une réelle classe bourgeoise avec un pouvoir d'achat conséquent.

L'économie, du point de vue de cette classe, se porte plutôt bien. En plus de la production agricole, qui représente le quart du produit intérieur brut (PIB), il y a le gaz, le pétrole, l'or, le diamant et autres minéraux. Il y a aussi le négoce, le port et l'industrie. Le PIB a été multiplié par sept entre 1990 et 2022. Cela ne veut pas dire grand-chose, mais indique quand même qu'il y a du fric dans ce pays et que certains s'en mettent plein les poches sur le dos des travailleurs et des petits paysans.

La situation des travailleurs a nettement empiré. La pauvreté a gagné la très grande majorité des foyers. Cette montée de la pauvreté est visible, même dans

les entreprises modernes. Il y a 30 ans, en voyant un travailleur ou une travailleuse sortir de l'usine, il était parfois difficile (pour un œil extérieur) d'imaginer qu'il s'agissait d'une ouvrière ou d'un ouvrier. Aujourd'hui, les travailleurs de cette même boîte sont amaigris, usés. Ils sont de plus en plus nombreux à passer des nuits au sein de l'usine, faute de pouvoir rentrer tous les jours à la maison.

DEUX JOBS

De même qu'il est maintenant courant de voir des travailleurs qui font deux jobs (par exemple gardien pendant la nuit et ouvrier dans la journée). D'autres font deux quarts successifs dans la même boîte. Il y a dans la zone industrielle de Yopougon des jeunes qui sortent d'une usine pour aller travailler dans une autre. Ils en tirent un revenu de 7 euros multiplié par deux, après 16 heures de boulot. Il faut souvent soudoyer quelqu'un pour décrocher un job.

La situation n'est pas à la lutte. C'est illustré par ce qu'un camarade travaillant dans une petite usine métallurgique vient de vivre. Il était dans l'équipe de nuit et sa machine est tombée en panne. Vers minuit, comme elle n'était toujours pas réparée,

on leur a dit de rentrer chez eux. Évidemment, c'est chose impossible à cette heure tardive. Aussi, les travailleurs concernés ont passé la nuit dans l'enceinte de l'usine. Mais le lendemain, leur pointage indiquait zéro, y compris celui du mécanicien qui s'était démené pour essayer de réparer la machine, sans y parvenir car la panne était électrique et il n'y avait pas d'électricien de quart. Les travailleurs, tous des journaliers, n'ont pas bronché, de crainte de se faire renvoyer et se retrouver sans le sou.

Un autre exemple illustre cette peur. Il s'agit d'une boîte où un tract est apparu pour la première fois. L'exploitation y est particulièrement dure. À la vue de ce papier, sans même l'avoir lu, un travailleur a réagi négativement en disant : « *C'est ici qu'on vient se débrouiller et ces gens viennent gâter notre travail.* »

Dans une autre boîte, un vieux travailleur habitué au tract a dit : « *C'est bien ce qu'ils écrivent, mais il ne faut pas qu'ils oublient que nous avons aussi des familles à nourrir.* » C'est à peu près la même réaction que nous avons constatée devant les boîtes de la zone industrielle de Yopougon. Un jeune travailleur s'est exprimé ainsi : « *Ce papier-là, ça peut faire quoi ?* » Un autre a dit : « *Ça*

fait révolter, mais si on nous renvoie, ce ne sont pas ces gens qui diffusent ce papier qui viendront nous aider.»

La même méfiance a été constatée envers tout ce qui s'apparente à un syndicat. Il y a la peur, mais peut-être aussi un sentiment de trahison ou de déception qui s'y greffe. Dans leur écrasante majorité, les travailleurs sont des journaliers et les renvois sont monnaie courante. Par exemple, le travailleur cité plus haut travaille depuis quatre ans dans la même entreprise, mais par l'intermédiaire d'une boîte de sous-traitance. Il a un statut de journalier, ne bénéficie ni de congé, ni d'autre chose. Et quand il n'y a pas assez de production, on lui demande de rester chez lui, sans salaire évidemment. De même qu'il arrive qu'il soit convoqué brusquement pour bosser samedi et dimanche, ou qu'il soit obligé d'effectuer des heures supplémentaires.

Peu de temps avant, il s'était fait renvoyer de sa section par son petit chef. Il est resté deux semaines sans travail. Il a dû ensuite négocier avec un petit chef d'une autre section pour être pris dans son équipe moyennant deux semaines de travail à l'œil, sous prétexte de « formation ». Pourtant, son travail consiste tout simplement à scotcher des cartons et à les charger sur des palettes. C'est une entreprise plutôt moderne, produisant notamment pour le compte de grosses entreprises multinationales. Autant dire que, pour ces gros bonnets de l'industrie, la vie d'un travailleur ne pèse pas lourd.

Dans le secteur du bâtiment ce n'est guère mieux. En cas d'accident de travail, même mortel, il n'y a généralement aucune suite contre le patron. Celui-ci se débrouille avec l'administration corrompue pour s'en sortir à bon compte.

La dégradation des conditions de vie et de travail de la

classe ouvrière, amorcée en janvier 1994 par la dévaluation de 50 % du franc CFA, s'est amplifiée depuis une trentaine d'années. Même si on ne meurt pas de faim à Abidjan, la situation ne fait que s'aggraver. Chaque année c'est toujours plus de privations, toujours plus de détérioration des conditions d'existence des travailleurs.

Aujourd'hui, on a peut-être atteint un palier de plus et cela se voit autour de nous. De petites gens dorment à l'abri d'une terrasse de pharmacie ou d'une boutique quelconque, là où l'on peut se mettre à l'abri de la pluie. Il y a souvent le gardien qui dort là. Mais parfois, on peut aussi apercevoir une petite famille avec des enfants. Ce sont des choses qu'on ne voyait pas souvent auparavant.

Les petits vendeurs ambulants, ceux qu'on appelle les banabana, sont de plus en plus nombreux dans les rues d'Abidjan. La très grande majorité vient des pays voisins. Il existerait même des filières spécialisées dans cette activité. Effectivement, avec la situation économique et politique de ces pays, ce n'est pas étonnant. Il y a par exemple une filière guinéenne pour les petites vendeuses. Elles travaillent pour le compte de ceux qui les font venir par dizaines. Même tard vers 21h, tant qu'il y a des bouchons dans les rues, on peut les voir encore nombreuses se faufiler entre les voitures pour proposer leurs marchandises aux automobilistes et aux passagers.

SITUATION POLITIQUE

On s'achemine peut-être vers une crise de succession de l'actuel président Ouattara, à mi-parcours de son troisième mandat. Ce mandat avait été contesté par ses opposants, du fait de la limitation à deux mandats par la Constitution.

La prochaine échéance pré-

sidentielle est en 2025, mais la bataille pour sa succession a déjà commencé dans les coulisses. Un membre du trio qui anime la vie politique du pays depuis trois décennies, Bédié, est décédé cette année. Avec Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo, ils étaient à l'origine de toutes les crises politiques, des tueries inter-ethniques et xénophobes, depuis 1993, avec la succession du premier président, Houphouët-Boigny. Chacun des protagonistes s'est appuyé sur son ethnie et sur sa région pour parvenir au pouvoir. Cela s'est terminé par un bain de sang et la scission du pays en deux parties. C'est du passé, mais pas tant que ça. Les mêmes causes peuvent produire les mêmes effets.

Depuis la mort de Bédié, deux poids lourds pointent déjà leur nez pour prendre sa place, pour être le candidat du parti. L'un d'eux est Jean-Louis Billon, issu d'une famille riche franco-ivoirienne. Il est considéré comme l'homme le plus riche du pays. Avec ses 30 000 salariés sur le territoire ivoirien, il revendique la place de premier employeur après l'État. Le second candidat, Tidjane Thiam, est lui aussi un riche financier international. Il y a quelques années, il tenait le poste de directeur général de la seconde grande banque suisse. Il est apparenté à la famille d'Houphouët-Boigny. Il semble avoir pour l'instant l'appui de quelques caciques du parti. Comme l'actuel président Ouattara, Tidjane Thiam a passé la plus grande partie de sa carrière à l'étranger et ne s'est pas vraiment mêlé aux aléas de la vie politique ivoirienne.

Quant à l'ancien président Laurent Gbagbo, il est rentré en Côte d'Ivoire il y a quelques années après avoir passé dix ans derrière les barreaux de la prison de la Cour pénale internationale, aux Pays-Bas. Malgré son âge avancé, il a déjà déclaré qu'il se présentera en 2025 si

son parti l'investit.

Pour l'instant, son nouveau parti, le Parti des peuples africains (PPA-CI) ne va pas très fort, à en juger par le mauvais résultat lors des élections locales tenues cette année.

Quant à Ouattara, le dernier du trio, il laisse pour l'instant planer le doute sur un éventuel quatrième mandat présidentiel. En tout cas, certains de ses proches s'expriment déjà pour lui dans le sens d'une candidature. Dans le cas contraire, il a sans doute un autre souci à régler concernant sa succession. Son parti, le RHDP, est entre

les mains d'hommes d'affaires qui se sont surtout enrichis à l'ombre du pouvoir. Ce sont des hommes qui lui ressemblent, mais il ne semble pas très emballé pour leur laisser son héritage. C'est probablement la raison pour laquelle il a nommé, il y a trois ans, l'ex-gouverneur de la BCEAO au poste de vice-président, donc son successeur potentiel en cas de vacance du pouvoir. Il a ainsi damé le pion au président de l'Assemblée nationale, qui était jusque-là le remplaçant officiel du président, en cas de décès par exemple.

Mais il se trouve que ce vice-président, même s'il est originaire du Nord comme lui, ne semble pas bénéficier d'un grand soutien de son parti. Ce qui laisse donc penser que toutes les cartes ne sont pas encore jouées pour 2025.

On verra si Ouattara et Gbagbo trouvent un accord pour sortir en quelque sorte par la grande porte ou s'ils sont prêts à en découdre, quitte à raviver de nouveau le poison de l'ethnisme et de la xénophobie et entraîner le pays vers une nouvelle crise politique, avec tout ce que cela comporte comme barbarie.

Workers' Fight (Grande-Bretagne)

LA COMÉDIE POLITIQUE

La dernière en date, au sommet de l'État, c'est le départ de Suella Braverman, cette ministre de l'Intérieur raciste et anti-immigrés, elle-même issue – quelle ironie ! – de l'immigration.

Mais si elle a été renvoyée, ce n'est pas pour sa xénophobie ni pour ses prises de position anti-réfugiés. Ce n'est pas non plus pour avoir qualifié les manifestations contre le bombardement de Gaza par l'armée israélienne de « marches de la haine ». Ce qui lui a fait perdre son poste, c'est son refus d'obéir aux ordres et son ambition de remplacer Rishi Sunak à la tête du Parti conservateur.

C'est donc un ancien réserviste de l'armée britannique, James Cleverly, qui a pris sa place. Lui saura sûrement obéir.

Quant à savoir s'il empêchera les réfugiés de traverser la Manche dans de petites embarcations, comme l'ont promis les Tories, et les expulsera ensuite vers le Rwanda, c'est une autre histoire.

Pour cela, il faudrait que la Grande-Bretagne se soustraie à la juridiction des deux cours qui administrent le droit international, dans le cadre de l'UE

et de l'ONU, puisque c'est sous ce régime que la Cour suprême britannique a jugé illégaux les projets du gouvernement avec le Rwanda.

Il est peu probable que le gouvernement aille jusque-là, à moins qu'il ne veuille délibérément laisser un gros casse-tête aux travaillistes quand ils arriveront aux affaires.

VERS UN RETOUR DES TRAVAILLISTES

Des élections législatives sont prévues dans les douze prochains mois. Les conservateurs ont 20 points de retard sur le Labour Party dans les sondages. Ils ne peuvent tout simplement pas gagner.

Pour eux, les choses sont allées de mal en pis après le vote du Brexit en 2016. Aujourd'hui, 57% de la population pense que le Brexit était une erreur. Pas étonnant : c'est la principale cause de l'inflation galopante en Grande-Bretagne.

Oui, les conservateurs ont beaucoup de comptes à rendre. Comme si cela ne suffisait pas, leur gestion révoltante de la pandémie de Covid est rappelée quotidiennement par une mission officielle chargée de

l'étudier. Leur choix d'imposer le confinement trop tardivement s'est traduit par le troisième bilan le plus lourd au monde en termes de mortalité en pourcentage.

Il y a deux semaines, un responsable scientifique a expliqué comment, à l'époque, le Premier ministre Boris Johnson, qui avait arrêté les sciences à l'âge de 15 ans, ne comprenait rien : ni les statistiques, ni les graphiques, ni la différence entre risques absolu et relatif... On a appris que Johnson et Sunak pensaient tous deux qu'il fallait laisser mourir les personnes âgées. De fait, 40 000 d'entre elles sont mortes au cours des deux premiers mois de la pandémie.

Il y a deux semaines, le ministre des Finances Jeremy Hunt a présenté son budget d'automne. Des esprits moqueurs ont souligné qu'il allait avoir du mal à faire passer une « ligne rouge » entre sa politique et celle du Parti travailliste. Les figures de proue travaillistes à la Chambre des communes sont en effet parmi les plus à droite de l'histoire du parti, ce n'est pas peu dire quand on a connu les années Tony Blair...

Lorsque les nationalistes écossais du SNP ont présenté au Parlement britannique une

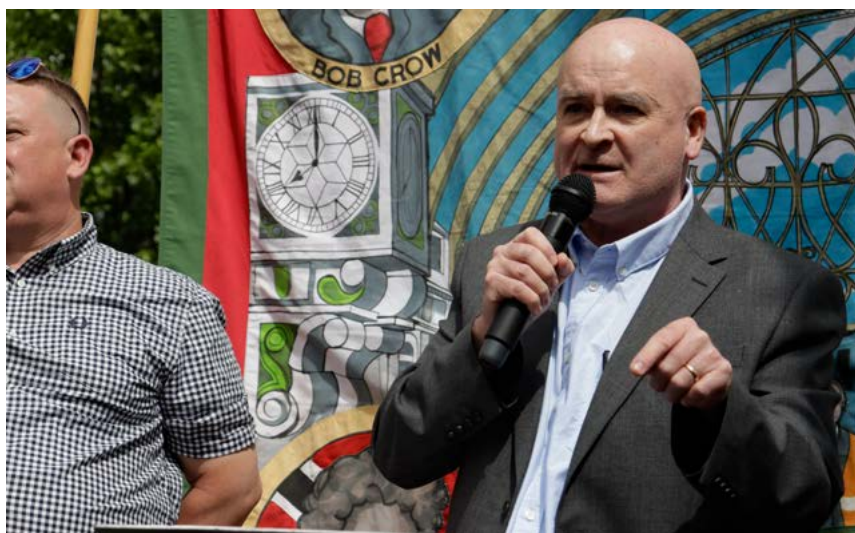
résolution exigeant un cessez-le-feu à Gaza, le leader du Labour Party, « sir » Keir Starmer, a interdit aux députés travaillistes de voter pour. Starmer soutient à 100 % les représailles menées par Netanyahu. C'est lui, on s'en souvient, qui en avril 2020 avait évincé Jeremy Corbyn, le leader travailliste précédent, au langage plus à gauche. Starmer accusait Corbyn d'être un antisémite, car il soutenait la cause palestinienne. Le Parti travailliste a alors officiellement adopté la définition de l'antisémitisme établie par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste, qui assimile certaines critiques d'Israël à de l'antisémitisme. Or juridiquement, l'antisémitisme est considéré comme un crime de haine.

Heureusement, jusqu'à présent, il y a eu peu d'arrestations pour ce motif. Mais lors de la dernière manifestation londonienne en faveur d'une « Palestine libre », la police a distribué des tracts aux manifestants pour leur dire qu'ils ne devaient pas scander des slogans susceptibles de soutenir le terrorisme ou d'être antisémites, sans plus de précisions.

LES LUTTES OUVRIÈRES BRADÉES

L'année dernière, nous avons beaucoup parlé ici de la série de grèves qui, depuis l'été, avaient entraîné de nombreuses catégories de travailleurs.

Cette année, malheureusement – et c'était prévisible –, l'heure est à la capitulation. Le gouvernement et les patrons ont résisté aux grévistes et ces grèves se sont essouffées. Elles n'ont pas eu plus de soutien du côté des travaillistes : les élections approchant, le Parti travailliste ne veut surtout pas qu'on puisse l'accuser d'être associé aux luttes de la classe ouvrière. C'est maintenant la fin de



Mick Lynch au rassemblement de grève devant la gare de King's Cross, à Londres, le 25 juin 2022. Depuis, son discours s'est bien dégonflé.

la partie et les grévistes ont subi une défaite collective, même s'ils n'ont pas mené le combat collectif qui s'imposait ! Mick Lynch, le dirigeant du syndicat cheminot RMT, vient de demander à ses membres de se prononcer en faveur d'une offre qui est encore pire que l'accord refusé par la direction du RMT il y a six mois. Les travailleurs étant fatigués des grèves de 24 heures qui n'aboutissent à rien, et avec les dépenses de Noël en vue, il est probable qu'ils l'acceptent (résultat du vote le 30 novembre...).

L'autre grand bataillon de grévistes en 2022 et début 2023, c'étaient les postiers. Ils sont très amers. Après quatre mois sans appels à la grève et sans nouvelles des dirigeants syndicaux, ils ont finalement été invités à voter en juillet, sur un accord pourri mais néanmoins recommandé par leurs dirigeants ! Après 18 jours de grève étalés sur 10 mois, tout ça apparemment en vain, ils en avaient assez... Au bout du compte, 76 % des postiers ont voté en faveur de l'accord. Celui-ci court sur trois ans. Il inclut une augmentation de salaire de 4 % au cours des deux prochaines années et une prime de 500 livres. L'inflation étant encore de 8,9 %, cela signifie une réduction du salaire réel. Les postiers sont également confrontés à des suppressions d'emplois.

Les travailleurs du tri ont été informés qu'ils ne sont plus nécessaires, bien qu'ils travaillent sans relâche ! Des pressions sont exercées pour qu'ils partent, mais les indemnités de licenciement ont été réduites de moitié. Sinon, on les incite à passer à la distribution, ce qui suppose d'avoir le permis de conduire ou d'être apte à marcher.

En fin de compte, on ne peut donc pas dire que les grèves aient bénéficié à une quelconque catégorie de travailleurs. Les conducteurs de train et les médecins du NHS (le système de santé) n'ont pas encore signé d'accord, mais cela ne saurait tarder.

LA SITUATION SOCIALE

Celle de la classe ouvrière n'est pas brillante. Officiellement, 14,5 millions de personnes vivent dans la pauvreté, soit plus de 20 % de la population. Le dernier budget du gouvernement, tout en réduisant les impôts des patrons, prévoit de diminuer les prestations sociales pour les chômeurs de longue durée. Et il n'y a pas d'argent pour le NHS, défaillant, qui compte 7,8 millions de personnes sur liste d'attente. Il serait surprenant que le système de santé ne s'effondre pas cet hiver.

Bund Revolutionärer Arbeiter (Allemagne)

À NOUVEAU UNE CRISE POLITIQUE

Depuis la mi-novembre, le gouvernement allemand se trouve à nouveau dans une crise politique. Pour masquer l'ampleur de l'endettement, il avait caché plusieurs centaines de milliards de subventions au patronat dans des fonds spéciaux, qui n'apparaissent pas dans le budget officiel. Mais la Cour constitutionnelle vient de déclarer illégale l'utilisation d'un de ces fonds. Le gouvernement, qui veut évidemment maintenir ces subventions au patronat, doit en urgence trouver un nouveau financement pour la « petite » somme de 60 milliards d'euros.

Les trois partis gouvernementaux, SPD, Verts et Libéraux, se disputent maintenant pour savoir s'il faudrait pour cela creuser le déficit budgétaire, augmenter les impôts sur le gasoil, supprimer des aides aux chômeurs et aux familles pauvres, etc. Et peut-être finiront-ils par faire tout cela à la fois.

Ce n'est pas la première crise que traverse ce gouvernement ; des crises qui sont liées à l'aggravation de la situation économique.

SUR FOND DE DÉGRADATION ÉCONOMIQUE

Il faut se rappeler qu'entre 2010 et 2019 l'Allemagne avait vécu une situation un peu exceptionnelle. La production industrielle avait augmenté pendant dix ans, dépassant sensiblement le niveau d'avant la crise financière de 2008.

Mais, depuis la pandémie, la production n'a jamais retrouvé ce niveau record. En 2021 elle est retombée au niveau d'avant 2008 et continue depuis sur une pente descendante, pour les multiples raisons qu'on connaît et qui affectent particulièrement l'industrie allemande basée sur l'exportation : augmentation des prix, notamment de l'énergie, rétrécissement du marché mondial et en particulier celui de Chine, mesures protectionnistes des États-Unis, etc.

Pour assurer les profits énormes du patronat dans un environnement économique devenu plus difficile et pour essayer de riposter à l'Inflation Reduction Act des États-Unis, le gouvernement arrose les grandes entreprises de subven-

tions d'une ampleur inédite. Quelques exemples : 15 milliards de subventions à Intel et MSC pour la construction de deux usines de semi-conducteurs, 30 milliards pour subventionner le prix de l'électricité des entreprises industrielles ou encore 2 milliards pour ThyssenKrupp, et plusieurs milliards pour les trusts de l'automobile au nom de la « transformation écologique ».

Pour justifier ces cadeaux somptueux, qu'on fera évidemment payer aux classes populaires, patronat et gouvernement ont entamé une campagne catastrophiste, racontant que, si l'on ne réduisait pas massivement les coûts pour l'industrie, l'Allemagne n'aurait bientôt plus d'industrie du tout. Ils s'adressent aux classes populaires, pour lesquelles la hausse massive des prix a eu des conséquences lourdes, et leur disent : « Nous les patrons, c'est pareil. La hausse des prix, en particulier de l'énergie, nous ruine. C'est pourquoi l'État doit nous sauver. »

Cette campagne gagne en crédibilité, parce qu'elle n'est pas seulement soutenue par tous les partis politiques au Parlement,



24 novembre 2023, manifestation syndicale (IG BCE et IG Metall) à Duisburg revendiquant plus de subventions sur l'énergie pour le patronat (sur la pancarte du bas : « Pour sauver les usines et les emplois »).

mais aussi par les syndicats. Pire, les syndicats appellent carrément les travailleurs à descendre dans la rue pour revendiquer encore plus de subventions pour le patronat, reprenant eux aussi le chantage que, sinon, les usines seraient délocalisées ou fermées.

Les syndicats revendiquent en particulier que l'industrie paie au maximum 4 centimes le kilowattheure pour l'électricité, sachant que les consommateurs, donc leurs propres travailleurs, payent en moyenne 40 centimes le kilowattheure. La revendication des syndicats consiste donc à dire que les travailleurs devraient payer cher l'électricité et en plus, par leurs impôts, payer les frais d'électricité des grands trusts.

Pour cette « revendication », le syndicat de la chimie a mobilisé 8 000 travailleurs de BASF à Ludwigshafen. Et la semaine dernière encore, l'IG Metall a mobilisé 10 000 travailleurs à Duisburg. Le patronat, très content, paye le salaire des ouvriers qui vont manifester.

C'est une campagne ignoble qui désarme davantage les travailleurs, au moment où le patronat et le gouvernement commencent à devenir bien plus agressifs pour sauver la mise aux capitalistes malgré la baisse des ventes, et où il faudrait au contraire préparer les travailleurs à défendre leur peau contre la classe dirigeante.

Jusqu'ici, les conséquences de cette baisse de production ne se faisaient pas encore trop sentir pour les travailleurs. Le chômage partiel par exemple est encore très bas, et le total des heures travaillées était même plus élevé cette année que jamais depuis la réunification. Cela pourrait changer très vite : ces dernières semaines, plusieurs grandes entreprises ont annoncé des plans de suppressions d'emplois, voire des fermetures de sites. Mais comment se battre contre de telles attaques

si, comme le prétendent les syndicats, les patrons doivent absolument « réduire leurs coûts de production » ? Et comment se défendre contre des plans d'austérité qui ne vont pas tarder, si les énormes cadeaux au patronat paraissent « nécessaires » ?

Toute la campagne actuelle sur la prétendue « nécessité de sauver la compétitivité de l'industrie allemande » ressemble d'ailleurs presque à l'identique à celle que le chancelier G. Schröder avait menée au début des années 2000 pour préparer idéologiquement l'introduction des lois Hartz, des lois qui ont fait chuter les salaires et répandu la précarité et le temps partiel imposé. Et, comme à l'époque, leur campagne s'accompagne d'une propagande abjecte contre les prétendus « assistés » qu'il faudrait forcer à travailler et dont il faudrait réduire les prestations sociales.

LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE FACILITÉE

Tout cela ne présage rien de bon. Mais, au lieu de sonner l'alerte, les syndicats propagent l'idée que le patronat et les travailleurs devraient se battre ensemble contre un gouvernement qui ne soutiendrait pas assez l'industrie.

Ce faisant, ils font en plus le jeu de l'extrême droite. Car cette dernière propage aussi l'idée que les problèmes de l'économie allemande viendraient du prix de l'énergie et que la politique erronée du gouvernement en serait responsable. Par politique erronée, ils entendent les sanctions contre la Russie et surtout le prétendu « fanatisme pour le climat ». Selon eux, le gouvernement SPD-Verts-Libéraux serait en train de ruiner les bases de l'industrie allemande en prenant trop de mesures contraignantes « pour protéger le climat ». Et ils ont orchestré une véritable chasse aux sor-

cières contre un mouvement de jeunes qui se collent sur des routes principales et empêchent la circulation pour revendiquer plus de mesures écologiques, les accusant d'être des terroristes dangereux.

Cette propagande marche pas mal : surtout parce que les classes populaires ont rapidement commencé à détester le gouvernement dans lequel les Verts sont particulièrement visibles et qui passe son temps dans des rivalités politiciennes entre les trois partis gouvernementaux, alors qu'une partie croissante de la population a de plus en plus de mal à joindre les deux bouts suite à la hausse des prix.

Aux dernières élections régionales de Bavière et de Hesse en octobre, les partis gouvernementaux ont dégringolé, alors que le parti d'extrême droite AfD a fait un score record en Allemagne de l'Ouest, avec 14,6 % et 18,4 % des voix.

LES RÉFUGIÉS EN BOUCS ÉMISSAIRES

Le renforcement de l'AfD a enclenché une surenchère anti-immigrés, les partis gouvernementaux et la droite dans l'opposition se surpassant depuis des mois dans leurs propositions anti-réfugiés, en une tentative de concurrencer l'AfD. Les réfugiés, dont plus de trois millions sont arrivés entre 2015 et 2023, sont rendus responsables de tous les maux de la société, en particulier du manque de logements abordables, de places dans les crèches ou les écoles, alors que ce manque existait évidemment bien avant.

Le résultat : l'idée que l'Allemagne serait « débordée » par un prétendu « afflux ingérable de réfugiés » est devenue très répandue et revient en permanence, dans toutes les discussions.

Et le fossé entre communau-

tés risque de se creuser encore avec l'actuel massacre à Gaza. Le gouvernement allemand a une attitude particulièrement intransigeante, Scholz allant jusqu'à déclarer: «*Il ne peut pas y avoir deux avis en Allemagne.*» Tous les Allemands devraient soutenir Israël dans sa «légitime défense» pour la survie des Juifs et de leur État.

Tous les partis politiques au Parlement le soutiennent. De l'extrême droite à Die Linke, ils ont voté leur soutien inconditionnel à Israël. Et les syndicats entonnent le même refrain.

On ne peut pas dire que cette propagande unilatérale ait convaincu la majorité. Mais beaucoup d'Allemands ne

savent plus du tout quoi penser et se taisent. Pour pouvoir en discuter, nous devons souvent commencer par évoquer le cadre plus général de la menace de guerre impérialiste mondiale, menace qui inquiète beaucoup de gens.

Le silence dans les milieux non immigrés renforce cependant l'impression que tous les Allemands seraient du même avis que le gouvernement. Beaucoup d'immigrés, notamment du Moyen-Orient ou de Turquie, dont la grande majorité sont révoltés par le massacre des Palestiniens, ont l'impression de vivre dans un monde parallèle. Aussi, beaucoup n'osent pas s'exprimer en public. Dans les entreprises ou dans nos activités

militantes, il faut que nous comencions par dire ce que nous pensons pour qu'ils s'ouvrent. Beaucoup nous en remercient. Ces discussions sont une occasion pour expliquer que ce n'est pas une guerre de religions ou de communautés, et qu'en tant que communistes nous pensons que tous les exploités doivent se battre ensemble contre l'impérialisme et tous les oppresseurs. Et, notamment parmi les immigrés récents dont beaucoup viennent de pays comme la Syrie, l'Afghanistan ou l'Irak, nos idées peuvent trouver un point d'appui dans leur vécu personnel, car bon nombre ont justement fui les guerres impérialistes et les intégristes de leur pays.

Lutte ouvrière (La Réunion)

CHÔMAGE ET PAUVRETÉ RECORD

La Réunion est un département français qui bat de bien tristes records. Mais le record le plus préoccupant est celui du chômage. En effet, au premier trimestre de 2023, 153 790 personnes sur 873 000 habitants que compte La Réunion étaient inscrits à Pôle emploi, soit 18 % de la population. La Réunion est le troisième département le plus pauvre de France, après Mayotte et la Guyane. En trois ans, les conditions de vie des classes populaires se sont encore dégradées du fait de l'inflation. De juillet 2022 à juillet 2023, d'après les chiffres de l'Insee, les prix de l'alimentation ont grimpé de 8,2 % ; les prix des produits frais de 7 %. En 2018, la flambée des prix, notamment ceux du carburant, avait été à l'origine du mouvement des Gilets jaunes qui avait paralysé l'île pendant près de trois semaines.

En réponse aux revendications de la population, le gouvernement Macron et sa ministre de l'Outre-mer d'alors,

Annick Girardin, avaient proposé de revoir le «bouclier-qualité-prix», ce panier percé que les préfets qui se relaient dans l'île avancent régulièrement quand la question du pouvoir d'achat est mise sur le tapis. En fait, malgré ce bouclier en carton-pâte, la vie est toujours plus chère pour les classes populaires.

UNE PAUPÉRISATION SOUS TOUTES LES FORMES

La paupérisation des classes populaires n'est pas qu'économique. Nous voudrions à ce propos souligner quelques particularités sociales qui, par leur ampleur, gangrènent la société réunionnaise.

Selon les chiffres officiels, La Réunion est en quatrième place en 2022 pour les violences envers les femmes, dont 15 % sont victimes de violences conjugales, soit trois fois plus que dans l'Hexagone.

L'île est le territoire français le plus touché par les troubles causés par l'alcoolisation fœtale. L'ARS en donne une définition: «*La forme clinique la plus*

fréquente... est responsable de troubles neurodéveloppementaux, d'échec scolaire, de troubles des conduites, de délinquance et d'incarcération, de consommation de produits à l'adolescence.» Il n'est pas inéluctable qu'une région productrice d'alcool voie sa population sombrer dans l'alcoolisme. En revanche, le chômage autant que les conditions de travail abrutissantes sont pourvoyeurs de ce fléau qui ruine la santé physique et encore plus la santé morale.

L'illettrisme concerne environ 120 000 Réunionnais, soit 23 % de la population. Ce chiffre n'a pour ainsi dire pas bougé depuis 40 ans ! Et ce ne sont pas les journées nationales de lutte contre l'illettrisme ou autres «cases à lire» animées par les bénévoles des associations, aussi dévoués soient-ils, qui vont remédier à la situation.

Quant aux diabétiques... ils représentent 13 % de la population adulte, et deux fois plus de patients pris en charge qu'au niveau national.

Selon l'Observatoire des inégalités: «*Ces maladies chro-*

niques touchent davantage les plus modestes... Elles limitent les capacités des personnes [à faire des études, à trouver un emploi, à partir en vacances, etc.] et agissent sur leur bien-être de manière générale.»

La Réunion ne compte pas moins de 41 000 demandeurs de logement. Mais ceux qui ont la chance d'avoir leur propre toit sur la tête ne sont pas forcément bien lotis. C'est pour dénoncer l'état déplorable des logements sociaux à La Réunion, la mauvaise gestion des immeubles par les bailleurs sociaux, le prix des loyers et le montant exorbitant des charges locatives qu'une manifestation a été organisée le 23 septembre à Saint-Denis par la CNL, à laquelle ont participé environ 300 personnes.

Au même moment, une autre manifestation, celle-là contre les violences policières, réunit une cinquantaine de personnes devant la préfecture, dont les syndicalistes de la FSU, de la CGTR, de FO, Solidaires, Saiper, Attac Réunion et de la Ligue des droits de l'Homme, qui revendiquaient une police plus conforme « aux valeurs républicaines ». Pour notre part, nous avons fait le choix d'être aux côtés des familles populaires manifestant pour dire stop « aux bidonvilles modernes » dans lesquels ils vivent.

Ces fléaux, illettrisme, diabète, mal-logement, frappent particulièrement les classes populaires et sont aggravés par le désengagement financier de l'État dans la santé, l'éducation, etc.

ÉCONOMIE DE SUBVENTIONS EN MODE INSULAIRE

Avec la crise, nombre de petites entreprises sont au bord du gouffre. En revanche les affaires des grands groupes capitalistes, en particulier les Hayot, Leclerc, Ravate, Tereos, etc. qui do-

minent la grande distribution, le bricolage, l'agroalimentaire, se portent plutôt bien, dopées par les exonérations d'impôts sur les bénéficiaires, totales pendant cinq ans dans les zones franches urbaines (ZFU), et par les millions d'euros de subventions, notamment celles de l'État et de l'Europe, distribuées localement par le département et la région. En matière de distribution de cadeaux aux capitalistes, la région mérite le prix d'excellence. Elle est dirigée depuis 2021 par une alliance de gauche avec à sa tête Huguette Bello, ex-dirigeante du PCR qui a créé son propre parti, le PLR (Pour la Réunion).

Un exemple de sa politique de cadeaux aux entreprises est la mobilisation de capitaux pour remettre en vol la compagnie aérienne Air Austral. Cette compagnie aérienne appartenait à 99 % à la Sematra, une société d'économie mixte dont la région possédait 73,5 % des parts. Air Austral croulant sous une dette de 250 millions d'euros, la présidente de la région a fait « appel au patriotisme » des « investisseurs réunionnais ». Un groupe de 27 investisseurs privés, dont Run Air, groupe mené par Michel Deleflie, le PDG du groupe Clinifutur, s'est porté candidat à son acquisition à la condition... que ses dettes soient effacées ! Le message a été reçu cinq sur cinq par la région, l'État, le département et la Commission européenne, qui ont autorisé une aide à la restructuration de 119 millions d'euros. Le département, autre actionnaire de la Sematra, ayant accordé une subvention de 5 millions d'euros, ce sont au total 185 millions d'euros de dettes qui ont été effacées au profit de Run Air, qui détient désormais 55 % de Air Austral. Huguette Bello, désignée présidente du conseil de surveillance, s'est réjouie d'une opération dont elle tire « une grande fierté ». De son côté, Michel Deleflie, voulant gagner sur tous les tableaux en bon capitaliste qui se respecte, n'a

pas manqué de rappeler que l'objectif est de « travailler dur » pour « assurer rentabilité et compétitivité » à Air Austral.

C'est encore Huguette Bello qui, le 1^{er} décembre, au nom de la pluralité de la presse locale, a fait voter à la région une aide de 600 000 euros à l'un des deux quotidiens de l'île menacé de liquidation judiciaire. Aussitôt, l'autre quotidien, le *Journal de l'Île de La Réunion* (JIR), s'est porté candidat à la même aide, sa situation n'étant pas meilleure. *Le Quotidien*, créé il y a 47 ans par un industriel réunionnais, Alfred Chane Ki Chune, ayant accumulé des millions de dettes, sa fille a licencié un tiers des journalistes, ce qui a fait plonger encore plus la vente du journal. Si, faute de repreneur crédible le 13 décembre prochain, le tribunal de commerce décide de confirmer la liquidation judiciaire de l'entreprise, 150 salariés perdront leur emploi. Le patron imprimeur local du *JIR* s'est porté candidat à la reprise, avec pour programme de faire table rase des droits des journalistes et même de les remplacer par ChatGPT pour économiser sur les salaires !

LES PROFITEURS DE CRISE SORTENT DU BOIS.

Son dévouement au service des intérêts de la bourgeoisie, la présidente de la région aura l'occasion de le pratiquer à une échelle encore plus grande, venant d'être désignée pour un an à la présidence tournante des neuf régions ultrapériphériques de l'Union européenne (la Guyane, la Guadeloupe, Saint-Martin, la Martinique, La Réunion, Mayotte, les Canaries, les Açores et Madère). Ce poste la place dans l'antichambre des institutions européennes pourvoyeuses d'argent public. Elle peut s'y faire l'intermédiaire de ces valeureux entrepreneurs quémandeurs de la manne étatique et européenne que sont



Premier jour de grève, le 13 novembre, devant le siège de SPL Estival, à Bras-Panon.

les capitalistes. Comme le font les politiciens de tous bords au service de ce système.

RIPOSTES OUVRIÈRES

L'offensive patronale est ressentie dans tous les secteurs. Des grèves éclatent contre les licenciements, les mauvaises conditions de travail et pour des augmentations de salaire. En voici quelques exemples.

Les chauffeurs-ripeurs de Derichebourg ont fait grève à plusieurs reprises pour exiger que la direction leur fournisse des camions de ramassage respectant les normes de sécurité. Les camions, n'étant pas réparés, sont un vrai danger pour tout le monde, il y a eu plus d'une vingtaine d'accidents de travail et sur une équipe de quarante personnes près des trois quarts sont en arrêt maladie, selon les syndicats.

Le mois dernier, les travailleurs de SPL Estival, le réseau de transport de l'Est, qui emploie 126 salariés, se sont mis en grève pendant dix jours contre un plan de licenciements voulu par le mandataire judiciaire et la direction. En effet la société, plombée par une dette de

2,9 millions d'euros, a été mise en redressement judiciaire.

Depuis des mois, les travailleurs pouvaient constater une gabegie que les syndicalistes avaient dénoncée. Le PDG a d'ailleurs été démis de ses fonctions mais les six maires de la communauté de communes, la CIREST, les donneurs d'ordres en quelque sorte, n'assument pas leur responsabilité, chacun se défausse en accusant l'autre. Mais tous sont d'accord pour que leur incurie soit payée par les travailleurs.

La grève a été très largement suivie. Presque tous les bus étaient à l'arrêt. Pour les grévistes, le mot d'ordre était sans équivoque : aucun licenciement !

C'est une intersyndicale qui a pris les rênes de la grève. Les camarades de Lutte ouvrière ont milité pour que les grévistes prennent leur grève en main. Mais ces derniers sont restés plutôt en retrait de la direction du mouvement et ont fait confiance à l'intersyndicale.

Sans prendre l'avis des grévistes, des membres de l'intersyndicale ont proposé des solutions à la direction, envisageant même publiquement des baisses de salaire. Cela a mis en colère les grévistes mais, leur nombre

étant alors en baisse, cela n'a pas suffi pour qu'une autre direction de la grève s'organise. La grève a été mise en pause par l'intersyndicale, dans l'attente de nouvelles rencontres.

En novembre également, les hospitaliers du CHU sont entrés en grève pour réclamer davantage de moyens matériels et humains. Leur grève a été présentée comme en partie victorieuse car, au bout des quelques jours de mobilisation devant les établissements hospitaliers du Nord, du Sud et de l'Ouest, les grévistes ont obtenu que le gouvernement mette la main à la poche par l'augmentation du coefficient géographique, porté de 31 % à 34 % pour La Réunion. Si cette mesure, réclamée depuis des années par les soignants, va apporter quelque 15 millions dans l'escarcelle du CHU, elle est loin de lui permettre de se libérer de sa dette, qui dépasse les 80 millions d'euros. Mais surtout, elle ne satisfait pas les grévistes, qui continuent à réclamer la pérennisation de plus de 1 100 contrats précaires.

LA CGTR

Pendant que le patronat est à l'offensive et que l'inflation ronge le pouvoir d'achat, la direction confédérale de la CGTR est empêtrée dans des bagarres intestines. Le secrétaire général, accusé de dilapider l'argent du syndicat, a été révoqué par la commission exécutive et le conseil confédéral, les deux instances dirigeantes du syndicat, deux ans après son élection. La plupart des membres du bureau issu du congrès de 2021 ont été mis sur la touche ; un bureau dit « transitoire » a été mis en place et un congrès extraordinaire avait été fixé au 25 novembre dernier. Au nom de leur structure syndicale respective, sept membres mécontents de la CE ont fait appel à un tribunal pour régler leurs comptes avec le bureau « transitoire » accusé de ne

pas respecter les statuts. Suite à cela, le 10 novembre, le tribunal de Saint-Denis a nommé une mandataire « pour d'une part assurer le fonctionnement de la confédération, d'autre part, veiller au respect des statuts ». C'est la mandataire judiciaire qui va donc occuper pendant six mois (et aux frais du syndicat !) le poste de secrétaire général de la CGTR.

Cette situation sans précédent a choqué bien des militants de la CGTR, et même au-delà. Au nom de l'union régionale de l'Est, dont nous sommes toujours responsables, nous nous adressons aux syndiqués. Nous rappelons les principes que nous avons défendus lors du dernier congrès en 2021. Le syndicat doit être une école de démocratie ouvrière dans laquelle les travailleurs trouvent naturellement leur place. Dans cet objectif, nous avons proposé une révision des statuts ouvrant la commission exécutive à tous ceux qui voulaient investir leur bonne volonté et leur disponibilité dans l'élaboration de la politique et des activités du syndicat. Cette proposition avait été rejetée.

Lutte ouvrière / Arbeidersstrijd (Belgique)

LA BELGIQUE, SIÈGE DE L'OTAN

Dans les déclarations guerrières des dirigeants des pays de l'Union européenne, ce n'est pas la Belgique qui se fait le plus remarquer. Mais c'est une apparence trompeuse.

Car c'est quand même en Belgique que se trouve le quartier général de l'OTAN. Et l'industrie d'armement de la Belgique veut aussi sa part du butin. Les F-16 livrés par les pays membres de l'OTAN à l'Ukraine seront par exemple entretenus par Sabena Technics en Belgique, très satisfait d'avoir remporté ce contrat juteux. L'armée belge ne fait

Finallement, les règlements de comptes dans un petit cénacle refermé sur lui-même ont conduit à remettre les manettes de l'organisation syndicale entre les mains d'une représentante officielle de l'État bourgeois ! Les choses n'ont ainsi jamais été aussi claires.

MAYOTTE

Les informations, les reportages, les tournées ministérielles n'ont pas manqué de mettre le projecteur sur la situation catastrophique de Mayotte. Pénurie d'eau, caillassages de cars, d'automobiles, opération Wuambushu, bandes de jeunes à l'abandon, cherté de la vie, rien de ce qui pourrit la vie des Mahorais n'a trouvé de solution. Mais tout sert la politique sécuritaire, autoritaire, xénophobe des Darmanin et autres Le Pen.

POLITIQUE

À La Réunion, cinq des sept députés sont de gauche. Ils passent bien plus inaperçus que

la présidente de la région, ou que la maire PS de Saint-Denis. Si, à l'occasion du mouvement sur les retraites en début d'année, ils ont pu prendre des positions calquées sur celles des syndicats, ils ne se distinguent le plus souvent que par leur suivisme nationaliste. Ainsi, à coups de communiqués et de diverses gesticulations parlementaires, sous prétexte de s'opposer à la politique du gouvernement, ils apportent leur voix au concert anti-zoreils (Blancs métropolitains).

Pour sourire un peu, citons la réaction du député Nupes de l'Est, Jean-Hugues Ratenon, s'inscrivant dans la polémique soulevée par deux naturistes militant pour leur cause : ils se baladent nus avec sac à dos sur les chemins de randonnée. Les médias rapportant les prudes indignations que ce petit fait divers provoque, le député Ratenon, dans une surenchère nationaliste avec d'autres politiques, y est allé de son indignation ! « C'est inadmissible, scandaleux, profondément choquant. [...] Nous les Réunionnais n'avons pas cette culture qui s'apparente à de la débauche. »

pas exception. Elle voit son budget augmenter fortement et embauche à tour de bras : 4000 recrutements sont annoncés en 2024, un chiffre record. C'est à comparer à l'état catastrophique dans lequel se trouve l'enseignement. La pénurie criante d'enseignants conduit à supprimer de nombreuses heures de cours. Mais là, il n'y a pas de recrutement. Par contre, le ministre responsable de l'enseignement francophone se demande à voix haute s'il ne faut pas baisser les salaires des enseignants.

Également dans l'air du temps, dans l'enseignement professionnel et technique, une nouvelle filière a été ouverte il y a quelque temps. Elle forme aux

« métiers de la défense et de la sécurité ».

AGGRAVATION DE L'EXPLOITATION

Dans les entreprises, l'exploitation s'est fortement aggravée. Chez les sous-traitants d'Audi, les intérimaires sont souvent appelés une heure après le début de la prise de travail de l'équipe, quand les contremaîtres ont constaté le nombre d'absences et le volume à produire. Ce sont des contrats pour quelques heures, pendant lesquelles il faut souvent faire le volume d'une journée entière. Ceux qui s'y refusent descendent dans la

liste des intérimaires appelés. Chez Audi même, la direction a plusieurs fois annoncé des samedis travaillés mais, au lieu des samedis, ils ont eu plusieurs périodes de chômage. Actuellement, les décisions de la direction du groupe sur l'avenir de l'usine, où est produit un modèle électrique qui arrive en fin de cycle, sont suspendues à l'évolution de la situation d'Audi en Chine, à l'évolution de la mobilité électrique en Europe, à la guerre en Ukraine, à la prochaine guerre qui va éclater quelque part, etc. Devant les flottements de la direction et l'annonce de la « suspension » du deuxième modèle produit à l'usine, l'inquiétude monte parmi les travailleurs.

Avec ça, les profits ont encore une fois pulvérisé les records. Et cela avec un volume de production et de vente en baisse. Les dividendes du groupe Volkswagen, dont Audi est une filiale, ont augmenté de 80 % depuis 2019.

BOYCOTT OU GRÈVE ?

Le conflit social qui a marqué l'année est celui dans la chaîne de supermarchés Delhaize, qui fait depuis quelque temps partie du groupe hollandais Ahold. La direction du groupe a annoncé en février 2023 vouloir franchiser les 128 magasins qui ne l'étaient pas encore. Cela signifie une attaque majeure sur les salaires et les conditions de travail. Avec la perte des primes et de l'ancienneté, certaines travailleuses vont perdre jusqu'à 25 % de leur revenu ! Les employées les plus âgées craignent à juste titre d'être poussées dehors par les patrons franchisés. Il y a eu des réactions des travailleurs dans tous les magasins concernés. Elles ont rencontré beaucoup de sympathie dans la population et ont duré plusieurs mois, malgré les huissiers envoyés, la menace d'amendes, etc. Mais à aucun moment les directions syndicales n'ont appelé à élargir le mouvement, au moins au reste du secteur de la

distribution. Pourtant, pas une seule enseigne n'a échappé aux restructurations ces derniers mois.

Et, en fait, c'est encore pire que ça, car l'idée dominante du mouvement n'était même pas la grève, mais le blocage et le boycott. Les clients étaient appelés à boycotter Delhaize, et les dépôts de marchandises furent plusieurs fois bloqués. Les étagères vides et la perte de clients étaient censées rendre plus difficile pour Delhaize de trouver des candidats pour les franchises. Les clients étaient donc invités à faire leurs courses chez Aldi, Lidl, Carrefour ou Colruyt... où les conditions de travail ne sont guère meilleures. Cela a surtout bien isolé les travailleurs, et les magasins sont en train de passer sous franchise, comme prévu par la direction. Les dirigeants des appareils syndicaux viennent ainsi de sacrifier non seulement les salaires et conditions de travail et de vie des travailleuses et travailleurs concernés, mais aussi leur meilleure implantation dans ce secteur.



Rassemblement d'employés grévistes devant un centre de distribution des magasins Delhaize, à Zellik (Asse) dans le Brabant flamand, le 14 mars.

VERS DE NOUVELLES CRISES POLITIQUES ET ATTAQUES SOCIALES

Le gouvernement semble parti vaille que vaille pour tenir jusqu'aux prochaines élections, qui auront lieu en juin 2024... Mais les lendemains de ces élections sont lourds d'une nouvelle crise politique. Lors des dernières élections en 2019, plus de 20% des votes valables sont allés à des partis qui n'ont jamais été au gouvernement.

En Wallonie, c'est le Parti du travail de Belgique qui récupère le mécontentement. Il s'agit d'un parti aux références maoïstes, qui se présente à la gauche du PS. En Flandre, c'est l'extrême droite du Vlaams Belang, écarté du pouvoir par un « cordon sanitaire ». Dans les derniers sondages, le PTB est crédité de 19,2% en Wallonie. En Flandre,

le Vlaams Belang deviendrait le premier parti avec 23,3%.

Former une coalition gouvernementale sera un exercice encore plus compliqué que les dernières fois pour les politiciens qui veulent gouverner. Et les nationalistes flamands annoncent déjà que leur soutien à une coalition sera conditionné par le fait de démembrer le pays encore un peu plus. La crise politique sera à coup sûr utilisée pour tenter d'arracher une nouvelle réforme d'État. Or, c'est sous cette forme-là que passent les plus grandes attaques sociales en Belgique. Les pouvoirs qui restent encore au niveau fédéral, et qui seraient donc encore régionalisables, se font rares aujourd'hui. En fait, à part l'armée, le morceau qui reste à dépecer, c'est le système de la Sécurité sociale.

Les travailleurs des trois ré-

gions du pays devront trouver le moyen de se défendre ensemble. Et c'est loin d'être simple. Aux Wallons, les politiciens du PS vont désigner « les Flamands » comme responsables des nouvelles attaques sociales. C'est à cause de ces Flamands qui « votent à droite » que le PS doit toujours faire le contraire de ce qu'il promet... Si l'extrême droite est moins forte électoralement en Wallonie, c'est surtout parce qu'elle est dispersée. Un parti plus crédible saurait détourner une partie des électeurs du PTB. Mais la situation peut vite changer, et les groupes du type identitaires sont en train de se développer. Au fond, les travailleurs en Flandre ont les mêmes préoccupations et les mêmes intérêts que les travailleurs en Wallonie.

Sinif Mücadelesi (Turquie)

L'an dernier déjà, en Turquie, on ne pouvait même plus parler de crise économique, mais d'un effondrement. Cela ne s'est pas amélioré. On peut citer quelques chiffres parlants.

Ainsi, en 2018, la Banque centrale avait encore environ 28 milliards de dollars de réserves. Aujourd'hui, elle n'a plus de réserve, mais un trou de plus de 56 milliards de dollars ! Le cours de la monnaie turque, la livre (LT), ne cesse de s'effondrer. En 2018, il fallait 5 livres turques pour avoir un euro. Aujourd'hui il en faut plus de 31 : son cours a été divisé par 6. Cela se traduit par le renchérissement de tous les prix. La population subit tous les jours les conséquences de cette inflation. Le prix d'un pain de 200 grammes est passé de 1,25 LT en 2018 à 8 LT aujourd'hui. Le prix d'un kilogramme de tomates était de 4,6 LT en 2018 et il est passé à 25 LT en novembre 2023. Globalement, le prix des produits alimentaires

a augmenté de 531% en deux ans, entre septembre 2021 et novembre 2023. 27 millions de personnes n'arrivent à survivre que grâce aux quelques aides qu'elles reçoivent, des communes ou de diverses associations d'entraide. Le montant des loyers a été multiplié par 3, voire par 4, à tel point que dans la presse on lit tous les jours des informations sur des bagarres opposant les propriétaires aux locataires, mortelles dans certains cas. Autre fait parlant : au début de cette année, 73% des jeunes, ne voyant aucun avenir en Turquie, voulaient quitter le pays, un chiffre passé à plus de 80% en novembre 2023 !

L'ÉVOLUTION POLITIQUE

Dans le contexte de cette dégradation économique, politique et sociale, l'opposition s'est regroupée pour les élections du mois de mai. Ils ont créé une Alliance nationale, composée de six partis autour du CHP, le

Parti républicain du peuple, qui se dit social-démocrate. La fin du régime d'Erdogan semblait arrivée. Finalement cela n'a pas été le cas.

On peut comprendre pourquoi en regardant ce qu'a été la politique de ce CHP depuis 2015 et la composition de cette Alliance nationale. Les cinq partis qui se sont regroupés avec le CHP sont tous des partis de droite, voire d'extrême droite, des partis réactionnaires sans véritable base dans la population. Pendant la campagne électorale, cette alliance n'a rien dit ni fait aucun geste qui aurait pu susciter de l'espoir ou des illusions. Sa campagne électorale était axée autour de slogans complètement creux, du genre « Demain tout ira bien ! »

D'après la dernière Constitution, Erdogan, ayant effectué deux mandats, ne devait pas avoir le droit de se présenter à l'élection présidentielle. Le CHP n'a même pas entrepris les actions en justice nécessaires pour



Devant une boulangerie vendant le «pain populaire» à Istanbul.

empêcher sa candidature, expliquant que de toute façon il allait balayer Erdogan aux élections. Il n'était donc absolument pas nécessaire de chercher à faire appliquer la loi! Enfin, dans sa campagne électorale, le candidat du CHP, Kılıçdaroglu, s'est gardé d'expliquer ce qu'il aurait fait concrètement en arrivant au pouvoir. Il a préféré axer sa campagne contre les immigrés, surtout les immigrés syriens.

Autre fait significatif: au début du mois de janvier de cette année, dans quelques quartiers, des manifestations spontanées contre les augmentations importantes des prix ont eu lieu. Très rapidement, le CHP et ses alliés sont intervenus pour les faire arrêter, en expliquant qu'elles faisaient le jeu du pouvoir d'Erdogan!

UN CLIMAT RÉACTIONNAIRE

Erdogan et son parti ont donc gagné les élections, sans doute en partie grâce à la fraude. Déjà,

lors des élections de 2015, qu'ils risquaient de perdre, ils avaient mis en circulation plusieurs millions de bulletins non valides, et avaient ainsi gagné!

La victoire d'Erdogan et de son parti n'a rien changé à la situation économique catastrophique. En fait de changement, le ministre de l'Économie et des Finances du nouveau gouvernement est un ancien ministre qu'Erdogan lui-même avait traité d'escroc! À la tête de la Banque centrale, ils ont placé une femme venue exprès des États-Unis et censée être une experte des questions financières. Des démarches ont aussi été effectuées auprès de pays comme le Qatar ou l'Arabie saoudite en vue de prêts, sans grand succès jusqu'à présent. Le gouvernement essaye aussi de trouver de l'argent en vendant les propriétés de l'État. Au mois de mars prochain, des élections municipales sont prévues. C'est pourquoi toute la vie politique est tournée vers cette échéance, et le gouvernement d'Erdogan cherche à faire bonne figure

malgré la crise.

En même temps, le gouvernement continue sa politique de répression. Les arrestations arbitraires continuent, frappant les militants de gauche, les militants kurdes ou simplement des journalistes qui ont écrit des articles un peu critiques. Cela entretient un climat de peur parmi les militants et même dans une partie de la population.

En ce qui concerne la classe ouvrière, la situation est catastrophique du fait de l'inflation galopante et de la crise. Il y a des réactions par-ci, par-là, et même quelques grèves dans certaines usines de taille moyenne. Le mécontentement augmente en particulier parmi les 150 000 travailleurs de la métallurgie. Pour le moment, ils attendent les résultats des négociations pour les conventions collectives, qui arrivent à échéance. Les syndicats ne font cependant rien pour mobiliser les travailleurs. Ils se souviennent des luttes de l'année 2015, qui les avaient un peu débordés, et ils préféreraient visiblement les éviter.



L'extrême gauche, la question palestinienne et le Hamas

La guerre qui a repris le 7 octobre entre l'État d'Israël et les Palestiniens a amené l'extrême gauche à se positionner. Les politiques défendues par deux organisations, le NPA de Philippe Poutou et Olivier Besancenot (qui édite *L'Anticapitaliste*)¹, et Révolution permanente (RP), dont le porte-parole est Anasse Kazib, valent d'être examinées.

Le 7 octobre, le NPA a commencé par publier un communiqué se réjouissant du fait que « l'offensive » soit « du côté de la résistance » : « *Le NPA rappelle son soutien aux PalestinienNEs et aux moyens de lutte qu'ils et elles ont choisis pour résister.* »² Sans doute embarrassé par le fait que lesdits « moyens de lutte » incluent le massacre de centaines de civils israéliens, et d'ouvriers agricoles thaïlandais, le NPA a nuancé sa position deux jours plus tard en précisant : « *Le projet politique et idéologique, la stratégie et les moyens de lutte du Hamas* » n'étaient pas les siens, il déploirait « *toutes les victimes civiles* » et dénonçait « *tous les crimes de guerre* »³. Mais à aucun moment le NPA ne critique la nature de classe, bourgeoise, du Hamas, ni sa politique nationaliste et réactionnaire. Et depuis un mois et demi, il exprime sa solidarité avec le Hamas, considéré comme la direction du peuple palestinien, sans lui opposer une politique de classe.

Il faut dire que le NPA ne parle plus guère de révolution ouvrière et de communisme. Sur le plan international, la « solidarité » avec les peuples opprimés en général et, en particulier, ceux qui s'en veulent les dirigeants, lui tient lieu de bréviaire. Nous ne reviendrons pas ici sur le fait qu'un tel soutien socialement indistinct l'amène, dans la guerre en Ukraine, à soutenir le camp de l'OTAN de Biden et Macron contre la Russie de Poutine. En France, son expression politique ne se démarque plus guère de celle de La France insoumise, à laquelle il a proposé une campagne commune aux élections européennes de 2024, démarche dans la continuité des accords électoraux scellés avec le parti de Mélenchon en 2020 et 2021, et tentés sans succès en 2022⁴.

RP, en revanche, se dit trotskyste et révolutionnaire. Rappelons que ce groupe, issu du courant moréniste, s'est formé en 2021, en scissionnant du



Une de *L'Anticapitaliste* du 26 octobre.

NPA, auquel il reprochait de se rapprocher de la gauche institutionnelle. Sur la question palestinienne, il défend en fait une politique semblable de soutien aux organisations nationalistes. À l'instar du NPA, il reproche au Hamas les « victimes civiles » du 7 octobre, critique qui aurait assurément pu être adres-

1 Nos lecteurs savent sans doute qu'il existe depuis un an deux NPA : celui de Philippe Poutou et d'Olivier Besancenot, qui édite *L'Anticapitaliste*, dont nous discutons la politique dans cet article, et celui qui édite le mensuel *Révolutionnaires*, dont il n'est pas question ici.

2 <https://nouveaupartianticapitaliste.org/communiqué/offensive-de-gaza-nous-sommes-tous-et-toutes-palestiniennes>

3 <https://nouveaupartianticapitaliste.org/communiqué/offensive-de-gaza-les-solidarites-du-npa-vont-la-lutte-legitime-du-peuple-palestinien>

4 <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/021023/contre-l-union-europeenne-capitaliste-et-austeritaire-rassembler-la-gauche-de-combat>



Cortège du Parti des travailleurs socialistes (PTS) argentin, moréniste, auquel se réfère le groupe français RP. Le 3 novembre à Buenos Aires : « Halte au génocide du peuple palestinien, en finir avec l'impérialisme ! »... sur fond de drapeau palestinien.

sée au pouvoir bolchevique en son temps. Il qualifie le Hamas d'« organisation pro-capitaliste et religieuse », et explique même que son programme d'État islamiste est « réactionnaire »⁵. Mais cela ne l'empêche pas de le soutenir, au titre du soutien à la « résistance palestinienne » ou de la « résistance du camp palestinien ». Dans ses interventions publiques, RP tait toute critique du Hamas et arbore le drapeau national palestinien. Dans un article récent, il reproche à Lutte ouvrière de « déroger à des principes de solidarité élémentaire avec les luttes de libération nationale »⁶. Cela mérite réponse.

LES COMMUNISTES ET LA QUESTION NATIONALE

Dans un pays impérialiste comme la France, les révolutionnaires se doivent certes de marquer leur solidarité avec les victimes des grandes puissances, ici le peuple palestinien. Contrairement à ce qu'écrivit RP, Lutte ouvrière n'est pas neutre et ne renvoie pas « dos-à-dos une organisation du mouvement

national palestinien et l'État d'Israël ». Nous n'avons cessé de dénoncer la politique des dirigeants israéliens aux dépens des droits élémentaires du peuple palestinien, et leur terrorisme d'État, dont la violence s'exerce à une tout autre échelle que celle du Hamas, avec la bénédiction des puissances impérialistes, dont la France.

Mais la solidarité ne fonde pas une politique marxiste. Même si chaque situation est spécifique, la question des luttes nationales et du nationalisme n'est pas nouvelle dans le mouvement communiste. Dans sa critique de notre politique, RP mobilise d'ailleurs Marx, Engels, Lénine et Trotsky. Ceux-ci ne sont plus là pour trancher, mais ils ont laissé une abondante littérature sur la question, en particulier Lénine et Trotsky, confrontés tout à la fois à la domination impérialiste et à de nombreux mouvements de libération nationale.

Au sein de la Deuxième Internationale, Lénine soutenait les droits des Polonais ou des Juifs victimes de l'oppression dans la Russie tsariste. Mais il com-

battait les nationalistes bourgeois polonais et le Bund, qui ne voulait organiser que des travailleurs juifs. À ses yeux, reconnaître le droit des nations polonaise, juive ou autre, à disposer d'elles-mêmes était indissociable de la lutte contre les nationalistes qui prétendaient les représenter⁷. Pendant la Première Guerre mondiale, Rosa Luxemburg et Lénine dénonçaient la capitulation de la SFIO, du Parti social-démocrate allemand, du Labour britannique, qui défendaient leurs impérialismes respectifs en lutte pour préserver ou étendre leur part du pillage colonial. Le marxisme de ces dirigeants révolutionnaires était sans ambiguïté. RP souligne que, dans *Le socialisme et la guerre* (1915), Lénine se prononçait pour la victoire du Maroc contre la France, de l'Inde contre l'Angleterre, de la Perse ou de la Chine contre la Russie. Certes, mais Lénine défendait également la lutte de classe du prolétariat des pays colonisés ou semi-coloniaux contre leurs classes dirigeantes locales et leurs représentants, sultans, seigneurs de guerre ou maharadjas.

Pendant la révolution russe, le jeune pouvoir soviétique reconnaissait le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais il voulait les fédérer, dans le cadre d'une transformation révolutionnaire de la société, et il luttait de façon implacable pour le pouvoir prolétarien contre les nationalistes bourgeois, fussent-ils ukrainiens, polonais ou géorgiens.

Lors de son deuxième congrès, en 1920, l'Internationale communiste débattit des questions nationales et coloniales. Elle inscrivait à son programme la lutte contre le colonialisme et l'impérialisme. Mais elle ajoutait :

« Il existe dans les pays op-

⁵ <https://www.revolutionpermanente.fr/Soutenir-la-resistance-palestinienne-est-ce-soutenir-la-strategie-et-les-methodes-du-Hamas>

⁶ <https://www.revolutionpermanente.fr/Lutte-ouvriere-le-NPA-C-et-la-lutte-pour-l-auto-determination-de-la-Palestine>

⁷ Voir par exemple, Lénine, *Thèses sur la question nationale*, 1913.



Deuxième congrès de l'Internationale communiste au palais Ouritski à Petrograd : discours de Lénine du 19 juillet 1920. Peinture d'Isaak Brodsky, 1924.

primés deux mouvements qui, chaque jour, se séparent de plus en plus : le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois ; l'autre est celui des paysans et des ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation.

Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'Internationale communiste et les partis adhérents doivent combattre cette tendance et chercher à développer les sentiments de classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies.

L'une des plus grandes tâches à cette fin est la formation de partis communistes qui organisent les ouvriers et les paysans et les conduisent à la révolution et à l'établissement de la République soviétique. » (Thèses et additions sur les questions nationales et coloniales, thèse supplémentaire 7)

Les mêmes thèses soulignaient la nécessité de combattre « l'influence réactionnaire et moyenâgeuse du clergé », « le panislamisme, le panasiatisme et autres mouvements similaires ». « L'Internationale communiste,

ajoutait ce texte rédigé par Lénine, ne doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés qu'à la condition que les éléments des plus purs partis communistes – et communistes en fait – soient groupés et instruits de leurs tâches particulières, c'est-à-dire de leur mission de combattre le mouvement bourgeois et démocratique » (thèse 11). Partout où ils étaient en mesure de le faire, y compris en Inde ou en Palestine, les communistes créèrent des partis communistes indépendants des mouvements nationalistes bourgeois.

Pendant la révolution chinoise (1925-1927), alors que Lénine était décédé et que Trotsky avait été écarté de la direction de l'Internationale, Staline, Zinoviev et Boukharine demandèrent au jeune Parti communiste chinois de soutenir le parti nationaliste Kuomintang et même de se fondre en son sein. La suite de l'histoire est connue : le Kuomintang de Tchang Kaï-chek s'empara du pouvoir, massacra les prolétaires et liquida les militants communistes qui l'avaient soutenu, avant d'exercer pendant plus de vingt ans une dictature féroce. Trotsky ne cessa de dé-

noncer ce suivisme, et lors du 6^e congrès de l'Internationale, en 1928, il se livra, depuis son exil forcé, à une critique en règle de la politique de l'Internationale :

« La question de la nature et de la politique de la bourgeoisie est tranchée par toute la structure interne des classes dans la nation qui conduit la lutte révolutionnaire, par l'époque historique où se déroule cette lutte, par le degré de dépendance économique, politique et militaire qui lie la bourgeoisie indigène à l'impérialisme mondial dans son ensemble ou à une partie de celui-ci, enfin – et c'est là le principal – par le degré d'activité de classe du prolétariat indigène et par l'état de sa liaison avec le mouvement révolutionnaire international. Une révolution démocratique ou la libération nationale peuvent permettre à la bourgeoisie d'approfondir et d'étendre ses possibilités d'exploitation. L'intervention autonome du prolétariat sur l'arène révolutionnaire menace de les lui ôter toutes. » (L'Internationale communiste après Lénine)

Trotsky n'a jamais varié de cette position. Encore en mai 1940, il écrivait, dans le *Manifeste d'alarme de la IV^e Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution impérialiste*

mondiale :

« La IV^e Internationale ne dresse pas de cloison étanche entre pays arriérés et avancés, révolution démocratique et socialiste. Elle les combine et les subordonne à la lutte mondiale des opprimés contre les oppresseurs. De même que l'unique force authentiquement révolutionnaire de notre époque est le prolétariat international, de même le seul programme véritable pour la liquidation de toute oppression sociale ou nationale est celui de la révolution permanente. »

Par la suite, le Secrétariat unifié de la IV^e Internationale a renoncé à cette politique, en se mettant à la remorque des mouvements nationalistes des pays pauvres, du PC chinois aux sandinistes nicaraguayens, en passant par le FNL vietnamien et le FLN algérien, tour à tour présentés à l'époque comme « porteurs du socialisme ».

LE HAMAS ET LA LUTTE NATIONALE DES PALESTINIENS

Quand RP fustige notre slogan : « *Contre l'impérialisme et ses manœuvres, contre Netanyahu et le Hamas, prolétaires de France, de Palestine, d'Israël... unissons-nous!* », sa critique vise en fait la seule expression « *contre le Hamas* ». Le Hamas administre la bande de Gaza depuis 2007. Après avoir remporté en 2006 les élections face au Fatah discrédité par ses compromissions avec l'État d'Israël, il l'avait mis en déroute lors d'un affrontement sanglant. Le Hamas (Mouvement de la résistance islamique) s'est donc imposé sur le terrain du nationalisme bourgeois, mais il en est une version religieuse et réactionnaire. Il a d'abord tenté de cantonner les femmes aux tâches domestiques, de leur imposer le port du hijab et l'interdiction de fumer en public, avant de reculer face aux résis-



Des miliciens du Hamas s'en prennent à un partisan du Fatah (période 2007-2010).

tances. Et si un mouvement ouvrier communiste se développe à Gaza, il se heurtera à une répression comparable à celle des dirigeants de l'Iran ou de l'Arabie saoudite, deux régimes modèles pour cette branche palestinienne des Frères musulmans qu'est le Hamas.

Qualifier le Hamas de « *principale organisation de la résistance* » palestinienne est un abus de langage, pour ne pas dire une escroquerie. Depuis dix-sept ans, il exerce sa dictature sur les 2,2 millions d'habitants de Gaza. Il dirige un petit appareil d'État, avec une administration, des impôts, une milice, des prisons, et tout un appareil répressif. Avant le 7 octobre, peut-être gardait-il un certain prestige aux yeux des Gazaouis ; peut-être pas. Le Hamas n'organise pas d'élections. Bien des critiques le ciblent : ses cadres, qui défendent les privilèges de la bourgeoisie palestinienne, sont souvent corrompus et mieux lotis que le reste des habitants. Plusieurs mobilisations spontanées ont émergé ces dernières années par le biais des réseaux sociaux, à l'instar du mouvement Nous voulons vivre en 2019, pendant lesquelles des milliers de jeunes ont manifesté contre les impôts et la pauvreté, avant d'être violemment réprimés par le Hamas. Dans son affrontement avec Israël, il ne cherche pas à créer ou à s'ap-

puyer sur un mouvement de masse, il tâche d'étouffer toute révolte spontanée. Au printemps 2021, quand la jeunesse des quartiers occupés de Jérusalem, de Cisjordanie et des camps de réfugiés s'est soulevée, le Hamas a cherché à tirer parti de la situation pour s'imposer comme l'interlocuteur obligé du pouvoir israélien. En tirant des roquettes vers Israël, il a voulu montrer qu'il était la seule organisation combattante. L'État d'Israël ayant répondu en bombardant Gaza, cet affrontement militaire a mis fin à la révolte de la jeunesse.

Si une partie des masses palestiniennes fait confiance au Hamas, lui en tout cas ne leur fait pas confiance. C'est, écrit RP, « *sur le plan militaire, la principale organisation de la résistance nationale* ». Mais le Hamas agit et décide hors de tout contrôle de la population palestinienne et des plus pauvres. Ses méthodes ne visent pas à permettre aux révoltés de prendre conscience de leur force, de s'organiser et de faire un apprentissage politique. Il a constitué une milice qui n'est pas contrôlée par les travailleurs, qui mène sa politique indépendamment de leurs intérêts, et qui les somme ensuite de les soutenir face à la répression. L'attaque du 7 octobre a été lancée par sa direction hors de tout contrôle et de toute discussion, imposant ses

FLASH90



Jeunes manifestants palestiniens près du checkpoint de Beit El à l'entrée de Ramallah, le 18 mai 2021.

conséquences aux Gazaouis qui, depuis, paient dans leur chair les bombardements et les massacres de l'armée israélienne.

Les dirigeants du Hamas avaient évidemment prévu la riposte sanglante d'Israël. Elle ne contrarie pas forcément sa stratégie, qui vise à souder les Palestiniens (y compris ceux de Cisjordanie) derrière lui, et qui creuse encore le fossé de sang établi par l'État d'Israël entre les deux peuples. Comme l'explique cyniquement un de ses dirigeants Khalil al-Hayya : « *L'objectif du Hamas n'est pas de diriger Gaza ni de lui apporter de l'eau, de l'électricité ou quoi que ce soit* » (*New York Times*, 8 novembre). Les Gazaouis sont une masse de manœuvre pour les dirigeants du Hamas. Ceux-ci sont les protégés de l'émir du Qatar, un régime dont les dignitaires prospèrent grâce à l'exploitation féroce de dizaines de milliers d'ouvriers, essentiellement immigrés. Le Hamas ne remet nullement en cause le capitalisme et la domination de la bourgeoisie, il les défend. En canalisant à son profit la révolte des jeunes Palestiniens vers l'affrontement militaire, il contribue à sa façon au maintien de l'ordre social et, au fond,

de l'ordre impérialiste. Il représente une énième variante du nationalisme bourgeois, dans une version religieuse particulièrement réactionnaire. Tout comme l'OLP impose sa loi en Cisjordanie, le Hamas est à Gaza un gendarme qui impose sa loi à la population en tentant de combattre celle d'Israël, mais dans le cadre de l'ordre social existant.

RP nous reproche de plaider pour l'unité des travailleurs palestiniens et des travailleurs juifs, une aspiration qui ignorerait la réalité et ne tiendrait pas compte du « *régime d'apartheid qui caractérise Israël* » (30 octobre). Dans un autre article, RP prône pourtant « *l'unité la plus profonde... aussi avec les travailleurs d'Israël disposés à rompre avec le sionisme* »⁸. Allez comprendre...

Un apartheid existe en effet, notamment vis-à-vis des Gazaouis et des Palestiniens de Cisjordanie, mais l'article du 30 octobre semble ignorer les deux millions de Palestiniens vivant en Israël, et qui travaillent souvent aux côtés d'Israéliens juifs et de dizaines de milliers d'immigrés en provenance d'autres pays. En fait, RP nous reproche de baser notre politique sur le terrain de la classe

ouvrière. RP invoque Marx, Engels, Lénine et Trotsky... en oubliant la boussole de tout leur combat : « *Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!* » RP nous reproche de « [remplacer] *discrètement la lutte de libération nationale palestinienne [par] une lutte des "travailleurs" contre "les classes dominantes"* ». Mais nous ne le faisons pas discrètement, nous le revendiquons, alors qu'avec RP, la lutte des travailleurs disparaît.

En lieu et place d'une politique de classe, cette organisation se rabat sur la « *transcroissance* » de la lutte pour l'autodétermination nationale en révolution ouvrière », un terme repris formellement de Lénine et Trotsky, mais qui a maintes fois été utilisé par des courants se disant trotskystes pour justifier leur alignement derrière des directions nationalistes petites-bourgeoises et leur renoncement à construire dans la classe ouvrière le parti communiste révolutionnaire qui avait justement permis en 1917 à la révolution démocratique bourgeoise de « transcroître » en révolution socialiste.

Si les révolutionnaires reconnaissent le droit des Palestiniens à avoir leur propre État, ils reconnaissent aussi aux Israéliens, qui constituent aujourd'hui de fait une nation vivant sur le territoire de Palestine, le droit à avoir leur propre existence nationale. En revanche, ils contestent l'État d'Israël, non seulement parce que c'est un État bourgeois, mais parce qu'il s'est constitué sur la base de la politique sioniste pro-impérialiste, en niant les droits des Palestiniens, en les chassant de leurs terres par centaines de milliers, en les parquant dans des camps, et, aujourd'hui encore, en les écrasant sous les bombes. Le mot d'ordre « *Destruction de l'État d'Israël* » ne peut pas pour autant être

⁸ Philippe Alcoy, « Soutenir la résistance palestinienne est-ce soutenir la stratégie et les méthodes du Hamas ? », *Révolution permanente*, 11 octobre 2023.

le leur, car les nationalistes qui l'avancent ne parlent évidemment pas de sa destruction par le prolétariat révolutionnaire, mais de sa destruction au profit d'un autre État. Au passage, il comporte pour eux une négation du droit des Israéliens d'aujourd'hui à continuer d'avoir, sous une forme ou sous une autre, leur propre existence nationale.

Les révolutionnaires militent d'abord et avant tout pour que les travailleurs prennent le pouvoir, en intégrant leur combat à celui du prolétariat mondial pour renverser l'impérialisme. Face au morcellement actuel issu de la colonisation et de ses séquelles, ils défendent l'idée d'une fédération socialiste des peuples du Moyen-Orient. Celle-ci unifierait les peuples vivant aujourd'hui en Israël, dans les États voisins issus de l'ancien mandat britannique, la Cisjordanie, Gaza, les différentes parties de Jérusalem, et ceux issus de l'ancien mandat français. Il y a plus d'un siècle, ce type de problème se posait déjà aux marxistes révolutionnaires. La guerre de 1914-1918 mettait aux prises d'immenses empires (France, Royaume-Uni, Russie) et des puissances comme l'Allemagne, qui voulaient en redessiner les frontières à leur avantage, non seulement dans le partage colonial de l'Afrique et de l'Asie, mais aussi dans celui de l'Europe. «*Pour le prolétariat européen, soulignait Trotsky, il ne s'agit pas de défendre la "patrie" nationaliste qui est le principal frein au progrès économique. Il s'agit de créer une patrie bien plus grande: les Républiques des États-Unis d'Europe, première étape sur la voie qui doit mener aux États-Unis du monde. À l'impérialisme sans issue du capitalisme le prolétariat ne peut qu'opposer une organisa-*

tion socialiste. Pour résoudre les problèmes insolubles posés par le capitalisme, le prolétariat doit employer ses méthodes: le grand changement social.»⁹

Aujourd'hui, un parti communiste révolutionnaire existant parmi les Palestiniens devra bien sûr prendre en compte le fort sentiment national des classes populaires, mais en intégrant ce qui est un sentiment d'oppression et de révolte contre l'oppression nationale et contre l'exploitation à la lutte de classe pour la transformation révolutionnaire de l'ensemble de la région. En Palestine comme ailleurs, la classe ouvrière et les masses pauvres ont des intérêts propres qui ne se résument pas à l'aspiration à une existence nationale.

Les guerres successives menées par Israël ont dispersé les Palestiniens dans toute la région, du Liban à la Jordanie, à la Syrie... Par le passé, cette situation leur a donné une audience particulière auprès de leurs frères de classe des différents pays concernés, en même temps qu'elle faisait des différents régimes arabes leurs ennemis mortels, comme l'illustra le massacre du Septembre noir de 1970, quand le royaume de Jordanie massacra des milliers de Palestiniens réfugiés sur son sol. Aujourd'hui encore, les manifestations de soutien au peuple palestinien mobilisent des centaines de milliers de personnes en Algérie, en Tunisie, au Yémen ou en Irak. L'Arabie saoudite qui, encore hier, négociait avec Israël sa reconnaissance, a dû faire machine arrière, fût-ce temporairement, en redoutant que la colère qui cible aujourd'hui l'impérialisme se tourne contre son régime de féodaux embourgeoisés.

Sur le fond, le Hamas aspire

à diriger un État qui puisse jouer pleinement son rôle dans le concert des États du Moyen-Orient et qui ne soit pas seulement un État croupion et assiégé comme l'est actuellement Gaza. Il aspire en fait à être un digne représentant de la bourgeoisie palestinienne assurant sa domination sur les masses palestiniennes. Les révolutionnaires communistes aspirent au contraire à ce que les classes laborieuses palestiniennes, arabes, juives, etc., arrachent le pouvoir à la bourgeoisie et exercent leur domination de classe. Là où l'OLP et le Hamas insistent sur l'unité du peuple palestinien – derrière son drapeau, révérend par RP et le NPA –, les révolutionnaires insistent sur les contradictions de classes, sur ce qui oppose les Palestiniens pauvres aux plus riches d'entre eux et qui peut les unir aux prolétaires et aux masses pauvres de toute la région.

Le Hamas cherche donc en fait un compromis avec l'impérialisme et une reconnaissance de sa part, et cela même s'il parle de détruire « l'entité sioniste » d'Israël. Il défend les intérêts de la bourgeoisie et sa politique est aux antipodes des intérêts des Palestiniens opprimés, dont il craint la révolte. C'est au contraire de ceux-ci que les révolutionnaires doivent être solidaires dans la lutte contre l'impérialisme. Soutenir le Hamas par opportunisme, l'assimiler à la « résistance légitime » de tout un peuple, faire de la reconnaissance du sentiment d'oppression nationale palestinien un soutien à la politique nationaliste d'une organisation religieuse réactionnaire comme le Hamas, revient à abdiquer toute politique de classe.

18 novembre 2023

9 Léon Trotsky, *La guerre et l'Internationale*, 31 octobre 1914.

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

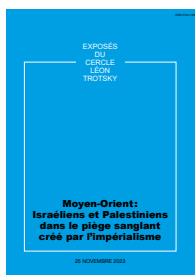
LUTTE OUVRIÈRE



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix : 1,50 €.

La prochaine fête de Lutte ouvrière à Presles (Val d'Oise) aura lieu samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 mai 2024

Les exposés du Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT.

Les exposés du CLT et brochures sur le Moyen-Orient :

Moyen Orient : Israéliens et Palestiniens dans le piège sanglant créé par l'impérialisme
n° 174, 25 novembre 2023 - 3 €

Les Palestiniens : histoire d'un peuple qui a Israël pour adversaire et les États arabes comme ennemis
n° 2, 25 novembre 1983 - 2 €

L'impérialisme français au Moyen-Orient
n° 20, 24 octobre 1986 - 2 €

De la guerre des pierres à un État Palestinien
n° 58, 8 octobre 1993 - 2 €

Israël : comment le sionisme a produit l'extrême droite
n° 67, 2 février 1996 - 2 €

Israël-Palestine : comment l'impérialisme, en transformant un peuple en géolier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique
n° 109, 1^{er} février 2008 - 2 €

Moyen-Orient : la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme
n° 137, 14 novembre 2014 - 2 €

Les dirigeants sionistes font la guerre aux Arabes... et au peuple israélien

(la guerre du Liban, juillet 1982 - 1 euro)

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Organisation des travailleurs révolutionnaires (Haïti)
Les luttes de la classe ouvrière pour son indépendance politique
Édité par Lutte ouvrière
Prix 15 €



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et antixénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com

À paraître (fin janvier)

Friedrich Engels

L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État

220 pages - 13€

Prix de souscription avant parution

(jusqu'au 26 janvier) : 8 €



Déjà parus

Thomas Rose

Les socialistes en France 1871-1914

Collection Éclairage

Prix de chaque tome : 8,20€

Tome 1 : Les tentatives d'un parti de classe 1871-1898



Tome 2 : Du ministérialisme à l'Union sacrée 1898-1914



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN –
ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeidersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 –
SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



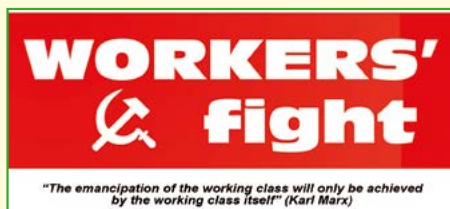
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –
ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>